

# **africa development**

A Quarterly Journal  
Revue Trimestrielle

Vol. III N° 1 1978



**C. O. D. E. S. R. I. A.**

# Editorial Board — Comité de Rédaction

---

*Editor — Rédacteur en Chef*

Abdalla S. Bujra

*Assistant Editors — Rédacteurs en Chef adjoints*

Lewis Moutou, Luabeya Kabeya

*Editorial Advisor — Conseiller à la Rédaction*

Winfried Veit

*Advisory Editorial Board — Comité Consultatif de la Rédaction*

Samir Amin

Kwesi Botchwey

Walter Rodney

K. Lumpungu

K. Gurulli

A. Benachenhou

Duri Mohammed

N. Shamuyarira

*Book Review Editor — Responsable de la Critique des Livres*

A. Mohiddin

*Regional and Overseas Correspondents — Correspondants Régionaux  
et d'Outre-Mer*

Mahmood Mamdani

East Africa

S. Osobo

West Africa

M. Bongoy

Central Africa

M. Balintulo

South Africa

A. Benachenhou

North Africa

Norman Girvan

Caribbean and Latin America

Nirmal Chandra

India

Robert S. Browne

North America

Hamza Alawi

Europe

Ngo Manh Lan

Sout-East Asia

J. Hilaal

Middle East

CODESRIA greatly acknowledge the support of the Friedrich-Ebert Foundation in publishing this journal.

Le CODESRIA tient à exprimer sa gratitude à la Fondation Friedrich-Ebert pour la généreuse contribution qu'elle a bien voulu apporter à la publication de cette revue.

# **Africa Development**

**A Quarterly Journal of the  
Council for the Development  
of Economic and Social  
Research in Africa**

**Une Revue Trimestrielle du  
Conseil pour le Développement  
de la Recherche Economique et  
Sociale en Afrique**

**VOL. III — N° 1**

**January — March 1978**

**Janvier — Mars 1978**

**Edited by**

**A.S. BUJRA**

# Guide to Contributors

---

Contributions are invited from all over the world, and especially from African (and non-African) scholars working in African universities and research institutes. Articles are accepted in both English and French, but should, if possible, include a brief summary in the other language. The average length suggested for an article is about 25 - 30 pages, typed in double spacing, preferably on quarto-size sheets, and on one side of the paper only. Any footnotes should be numbered consecutively and placed at the end of the article. Copyright of accepted articles will be vested with CODESRIA. Each contributor will receive a copy of the journal together with 15 off-prints of his article. Contributors to *Africa Development* express their own opinions, which should not be interpreted as being the official view of CODESRIA or of any institution / organization with which the authors may be connected.

All correspondence and contributions should be addressed to :

The Editor, *Africa Development*, CODESRIA, B.P. 3304, DAKAR, Sénégal.

## Avis à nos collaborateurs

---

La Revue AFRICA DEVELOPMENT est prête à accueillir des articles venant du monde entier et notamment des articles de chercheurs africains (et non-africains) d'universités et instituts de recherche en Afrique. Ces articles peuvent être rédigés soit en anglais soit en français et devront être accompagnés autant que possible d'un résumé dans l'autre langue. Ils devront compter en moyenne 25 à 30 pages, in quarto de préférence, dactylographiées en double interligne. Les notes accompagnant les articles seront numérotées par ordre consécutif et réunies à la fin. Les droits d'auteurs sur les articles acceptés sont cédés à CODESRIA. Chaque auteur recevra un exemplaire de la revue ainsi que 15 tirés-à-part de son article. Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du CODESRIA ou de toute autre institution ou organisation à laquelle les auteurs pourraient être rattachés.

Toute correspondance et tous articles devront être adressés à :

M. le Rédacteur en Chef, *Africa Development*, CODESRIA, B.P. 3304, DAKAR, Sénégal.

# Contents – Sommaire

---

## ARTICLES

**Samir Amin**

- Développement Autocentré, Autonomie Collective  
et Ordre Economique International Nouveau : Quelques Réflexions 5  
Summary 23

**B. Founou-Tchuigoua**

- De Facto Wage-earners in the Gez'ra Scheme (Sudan) 25  
Résumé

**Ó. Imoagene**

- Migrating into unemployment  
and poverty : some  
consequences of the Urban  
Revolution in Nigeria 51  
Résumé

**Association des Economistes du Tiers-Monde**

- Déclaration de la Havane du 23-27 Mai 1977 65

## BOOK REVIEWS - REVUE DES LIVRES

**Peter Anyang' Nyong'o**

- SAREC's first year 75

**W. Veit**

- L'évolution récente du Pouvoir en Afrique Noire 81

## FOCUS ON RESEARCH AND TRAINING INSTITUTES - PLEINS FEUX SUR LES INSTITUTS DE RECHERCHE ET DE FORMATION

- CENTRE FOR SOCIAL AND ECONOMIC RESEARCH,  
AHMADU BELLO UNIVERSITY 85

- CENTRE DE RECHERCHES EN ECONOMIE APPLIQUEE D'ALGER 91





# The Review of Black Political Economy

*A forum for the formulation and analysis of black economic problems from a characteristically black perspective. It seeks the practical application of policy prescriptions for the solution of these problems. Published by the Black Economic Research Center.*

*Recent studies include:*

**The General Theory of Black Economic Development**  
**The Economics of Labor Market Discrimination**  
**Black Reparations**  
**Community Development Corporations**  
**Black Capitalism**

*Outstanding Contributors:*

*Robert Browne, Bernard Anderson, Timothy Bates, William Tabb, Thaddeus Spratlen, Howard Wachtel, Karl Gregory, Herbert Hill, David Swinton.*

**Editor: Lloyd Hogan**

Published quarterly

Subscriptions rates: Individuals \$12.50/year; \$22.50/two years; \$32.50/three years

Institutions \$15.00/year; \$28.00/two years; \$40.00/three years

For subscriptions outside U.S.A. and Canada add \$2.00 per year

Mail prepaid orders to:

**REVIEW OF BLACK ECONOMY**  
**Transaction Periodicals Consortium**  
Rutgers University  
New Brunswick, New Jersey 08903

**Dept.**









# Développement autocentré, Autonomie Collective et Ordre Economique International Nouveau :

## *Quelques réflexions*

---

**Samir Amin** \*

### I. — INTRODUCTION

Les décennies qui ont suivi la seconde guerre mondiale ont été marquées par l'essor du mouvement de libération des trois continents, dont les objectifs principaux étaient, en Asie et en Afrique, la reconquête de l'indépendance nationale et la défense de celle-ci par le refus des alliances militaires par lesquelles les Etats-Unis cherchaient à se subordonner la politique des Etats du Tiers monde. Cependant, en général, les objectifs et les méthodes du développement économique poursuivi ne remettaient pas en cause les grands traits de la division internationale du travail façonnée au cours du dernier siècle. On acceptait donc généralement un modèle de développement extraverti et dépendant. L'échec objectif de ce modèle et la maturation des problèmes ont amené progressivement les pays du Tiers monde à s'engager dans une nouvelle stratégie dont l'objectif est d'asseoir leur indépendance politique reconquise par le renforcement de leur indépendance économique.

La nouvelle stratégie du développement s'affirme dans trois volets complémentaires : 1) l'option en faveur d'un développement « auto-centré » (en anglais *self-reliant*) fondée sur le principe de « compter sur ses propres forces » ; 2) la priorité donnée à la coopération et à l'intégration économique entre pays du Tiers monde (« autonomie collective », en anglais « *collective self-reliance* »), et 3) l'exigence d'un ordre économique international nouveau fondé sur le relèvement des prix des matières premières et le contrôle des ressources naturelles, l'accès des produits manufacturés du Tiers monde aux marchés des pays développés et l'accélération du transfert des technologies.

---

\* Directeur de l'Institut Africain de Développement Economique et de Planification, Dakar, Sénégal.

On comprendra facilement que des mots d'ordre aussi généraux — même s'ils sont justes — soient susceptibles d'interprétations différentes. Par delà même les tentatives banales de récupération démagogique par des milieux locaux qui n'envisagent pas de développement autre que dépendant, par delà le ralliement verbal et opportuniste de certaines des forces extérieures hostiles en pratique aux objectifs du nouvel ordre économique international, des divergences sérieuses subsistent tant sur les objectifs finals que sur les moyens d'un développement autocentré s'inscrivant dans le cadre d'une tentative effective d'imposer un ordre mondial nouveau.

En fait la véritable question est de savoir si les termes de l'alternative peuvent être définis comme ils viennent de l'être, c'est-à-dire indépendamment des objectifs finals, du choix socialisme ou capitalisme. Autrement dit, l'objectif d'un développement capitaliste *autonome* dans les pays du Tiers monde est-il réaliste ? Car les économies capitalistes développées sont bien autocentrées, bien que non autarciques. Parler ici d'interdépendance — même entre inégaux (car le capitalisme français n'est pas l'égal de l'allemand ou de l'américain) — revêt un sens. Par contre les économies capitalistes périphériques sont jusqu'ici extraverties et dépendantes et non « interdépendantes ». Pourraient-elles « s'autocentrer » sans sortir du système mondial des échanges de marchandises, de technologies et de capitaux ? Pourraient-elles y parvenir en forçant le système mondial à se réadapter, en imposant une division du travail égale et non plus inégale ? Pourraient-elles atteindre cet objectif par les moyens qui définissent le programme du nouvel ordre économique international ? Autant de questions qu'on ne saurait éluder.

En résumé, cette évolution récente du Tiers monde remet-elle en cause notre théorie du capitalisme périphérique ? Je rappelle que cette théorie affirme qu'il y a une différence fondamentale entre le modèle de l'accumulation autocentrée et celui qui caractérise le système capitaliste périphérique, rejetant par là même toute théorie linéaire des « étapes » du développement. Elle exclut la perspective d'un capitalisme achevé, autonome, dans la périphérie. Elle affirme que la rupture socialiste est ici objectivement nécessaire. Dans ce sens très précis, elle prétend donc que le mouvement de libération nationale constitue un moment de la transformation socialiste du monde et non une étape du développement du capitalisme à l'échelle mondiale. C'est là une question permanente, mais qui se pose sans cesse en termes nouveaux. Et ce sont ces termes nouveaux que nous nous proposons d'examiner dans cet article.

## II. — MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

L'articulation déterminante dans un système capitaliste autocentré est celle qui relie le secteur de la production des biens de consommation de masse au secteur de la production des biens d'équi-

pement. Cette articulation déterminante a effectivement caractérisé le développement historique du capitalisme au centre du système (en Europe, en Amérique du Nord et au Japon). Elle définit donc abstraitement le mode de production capitaliste « pur » et a été analysée, comme telle, dans le *Capital*. Marx montre en effet que dans le mode de production capitaliste, il existe une relation *objective* (c'est-à-dire *nécessaire*) entre le taux de la plus-value et le niveau de développement des forces productives. Le taux de la plus-value détermine pour l'essentiel la structure de la distribution sociale du revenu national (son partage entre les salaires et les profits), et partant celle de la demande (les salaires constituent l'essentiel de la demande de biens de consommation de masse, les profits sont en totalité ou en partie « épargnés » en vue d'être « investis »). Le niveau de développement des forces productives s'exprime dans la division sociale du travail : l'affectation de la force de travail, dans des proportions convenables, à chacune des deux sections.

Si schématique que soit ce modèle, il n'en traduit pas moins l'essence du système. Dans ce modèle, on fait abstraction des relations extérieures, ce qui signifie non pas que le développement du capitalisme se soit opéré dans un cadre national autarcique, mais que les relations essentielles dans le système peuvent être saisies en faisant abstraction de ces relations. Plus précisément les relations extérieures sont soumises à la logique et aux exigences de l'accumulation interne autocentrée. Par ailleurs le caractère historiquement *relatif* de la distinction entre la consommation de masse et celle de luxe apparaît également ici clairement. Au sens strict du terme, doivent être considérés comme des produits « de luxe » ceux dont la demande provient de la fraction consommée du profit, tandis que la demande qui procède des salaires s'élargit avec le progrès des forces productives. Cependant, cette succession historique du type des produits « de masse » a une importance décisive pour l'intelligence du problème qui nous préoccupe. La structure de la demande aux débuts du système favorise la révolution agricole, en offrant un débouché aux produits alimentaires *pour le marché intérieur*. Le capitalisme agraire est donc antérieur à l'épanouissement et à l'achèvement du mode capitaliste dans l'industrie.

Nous retiendrons donc des leçons de ce schéma trois conclusions importantes :

a) L'apparition du mode de production capitaliste dans les régions qui deviendront les centres du système capitaliste mondial procède d'un processus interne de désagrégation des modes précapitalistes (ici féodal). Cette désagrégation des rapports de production féodaux dans le monde rural européen constitue le cadre social qui permet cette fameuse « révolution agricole » qui précède — et rend possible — la « révolution industrielle » qui suit. L'augmentation préalable de la productivité dans l'agriculture rend possible l'expulsion hors du monde rural d'un « excédent » de population (prolétarisé) et dégage

simultanément le surplus vivrier marchand nécessaire pour la reproduction de ce prolétariat ;

b) L'articulation dans le temps et dans l'espace des alliances de classes qui permettent aux nouveaux rapports capitalistes de s'épanouir dans l'industrie, si elle revêt des formes diverses, exprime toujours la même condition principale : l'alliance de la nouvelle classe dominante (la bourgeoisie industrielle) et de la propriété foncière (soit paysanne — après une révolution à la française — soit latifundiaire — lorsque l'ancienne propriété féodale se transforme pour s'intégrer dans le marché, comme en Angleterre ou en Allemagne), dans le cadre d'un Etat national achevé et puissant ;

c) Ainsi, la soumission des relations externes économiques et politiques, aux exigences de l'accumulation interne façonne-t-elle progressivement le système capitaliste mondial. Celui-ci émerge comme un ensemble de formations centrales, autocentrées et interdépendantes (même si elles sont inégalement avancées) et de formations périphériques soumises à la logique de l'accumulation dans les centres qui les dominent.

Nous concluons donc que, si la vision d'un développement par « étapes » (avec simple « retard » historique des uns sur les autres) est grossièrement valable en ce qui concerne la constitution progressive des centres, elle ne l'est pas en ce qui concerne les périphéries.

C'est précisément cette conclusion qui est l'objet réel des divergences explicites ou implicites dans tous les débats concernant l'avenir du « Tiers monde ». Aussi, est-il nécessaire d'envisager maintenant les étapes de la formation et de l'évolution des périphéries, comme les perspectives qui s'ouvrent à elles. Car précisément la thèse adverse soutient (explicitement ou implicitement) que, malgré leur origine extravertie, les économies sous-développées, à travers les étapes spécifiques de leur évolution, progressent vers la constitution d'économies auto-centrées achevées. Celles-ci pourraient être « capitalistes » ou « socialistes » pour des raisons qui se situent dans un domaine indépendant de celui qui définit notre méthode d'analyse.

### III. — CAPITALISME DE LA PERIPHERIE

Considérons maintenant les étapes de l'évolution des périphéries du système capitaliste mondial, du moins depuis le milieu du siècle dernier. Dans ce modèle de l'accumulation à la périphérie du système mondial, il y a, à l'origine, la création — sous l'impulsion du centre — d'un secteur exportateur qui va jouer le rôle déterminant dans la création et le façonnement du marché. La *raison* ultime qui rend possible la création de ce secteur exportateur doit être recherchée en direction d'une réponse à la question relative aux conditions qui en rendent l'établissement « rentable ». Le capital central national n'est nullement contraint d'émigrer par suite d'une insuffisance de débou-

chés possibles au centre, mais il émigrera vers la périphérie s'il peut y obtenir une rémunération meilleure. La péréquation du taux du profit redistribuera les bénéfices de cette rémunération meilleure et fera apparaître l'exportation des capitaux comme un moyen de combattre la baisse tendancielle du taux du profit. Obtenir à la périphérie des produits qui constituent des éléments constitutifs du capital constant (matières premières) ou du capital variable (produits alimentaires) à des prix de production inférieurs à ceux qui caractérisaient la production au centre de produits analogues (ou de substituts quand il s'agit de produits spécifiques), telle est la *raison* de la création de ce secteur exportateur.

C'est donc ici que s'insère la théorie *nécessaire* de l'échange *inégal*. Les produits exportés par la périphérie sont intéressants dans la mesure où l'écart des rémunérations du travail est plus grand que celui des productivités. Et il peut l'être dans la mesure où la société sera soumise par tous les moyens — économiques et extra économiques — à cette nouvelle fonction : fournir de la main-d'œuvre bon marché relative au secteur exportateur. Dès lors l'articulation principale qui caractérise le procès de l'accumulation au centre — qui se traduit par l'existence d'une relation objective entre la rémunération du travail et le niveau de développement des forces productrices — disparaît ici complètement. La rémunération du travail dans le secteur exportateur sera ici aussi basse que les conditions économiques, sociales et *politiques* le permettent. Quant au niveau de développement des forces productives, il sera ici hétérogène (alors que dans le modèle auto-centré il était homogène), avancé (et parfois très avancé) dans le secteur exportateur, arriéré dans le « reste de l'économie », cette arriération — maintenue par le système — étant la condition qui permet au secteur exportateur de bénéficier d'une main-d'œuvre bon marché.

Dans ces conditions, le marché intérieur engendré par le développement du secteur exportateur sera limité et biaisé. Le caractère étroit du marché interne explique ce fait que la périphérie n'attire qu'un volume limité de capitaux en provenance du centre, bien qu'elle leur offre une rémunération meilleure. La contradiction entre la capacité de consommer et celle de produire est surmontée à l'échelle du système mondial dans son ensemble (centre et périphérie) par l'élargissement du marché au centre, la périphérie — méritant pleinement son nom — ne remplissant qu'une fonction subalterne et limitée. Cette dynamique conduit à une polarisation grandissante de la richesse au bénéfice du centre.

Néanmoins, à partir d'un certain niveau d'extension du secteur exportateur, un marché intérieur apparaît. Par rapport au marché engendré dans le procès central, celui-ci est biaisé au détriment (relatif) de la demande de biens de consommation « de masse », et en faveur (relative) de celle « de luxe ». Si tout le capital investi dans le secteur

exportateur était étranger et si tous les projets de ce capital étaient réexportés vers le centre, le marché interne se limiterait en fait à une demande de biens de consommation de masse d'autant plus limitée que la rémunération du travail est faible. Mais en fait une partie de ce capital est local. Par ailleurs, les méthodes mises en œuvre pour s'assurer une rémunération faible du travail sont fondées sur le renforcement de couches sociales locales diverses qui remplissent la fonction de courroie de transmission : latifundiaires ici, koulaks là, bourgeoisie commerciale compradore, bureaucratie étatique, etc. Le marché interne sera donc fondé *principalement* sur la demande « de luxe » de ces couches sociales.

Ce schéma correspond effectivement à la réalité historique qui caractérise la *première phase du système impérialiste*. Cette phase a sans doute connu son âge d'or entre 1880 et 1914, mais elle est amorcée plus tôt en ce qui concerne l'Amérique latine, et elle se prolonge parfois beaucoup plus tard (jusqu'aux années 50 de notre siècle) ailleurs, notamment en Afrique tropicale. C'est l'âge du « pacte colonial » de la forme coloniale de la domination exercée sur les périphéries.

Par opposition au modèle central, ce modèle révèle trois caractères qualitativement différents :

a) Le mode capitaliste est ici « introduit de l'extérieur », par la domination politique. Il n'y a pas de désagrégation des rapports ruraux précapitalistes, mais — chose très différente — leur déformation par soumission aux lois de l'accumulation du monde capitaliste central qui les domine. Cela s'exprime par l'absence de « révolution agricole » préalable, c'est-à-dire par la stagnation de la productivité dans l'agriculture ;

b) Les alliances de classes qui fournissent le cadre politique à la reproduction du système ne sont pas principalement des alliances de classes internes, mais une alliance internationale entre le capital des monopoles dominants et ses « alliés » (subalternes), pour utiliser un langage « enveloppant » : les « féodaux » (lire la gamme variée des classes dominantes dans les systèmes ruraux précapitalistes) et la « bourgeoisie compradore ». Il n'y a pas d'Etat national réellement achevé indépendant du service de ces classes locales, mais seulement des administrations au service du capital des monopoles, directement (cas colonial) ou indirectement (cas semi-colonial) ;

c) Les relations extérieures ne sont pas ici soumises à la logique d'un développement interne, mais sont au contraire motrices et déterminantes du sens et du rythme du développement.

#### IV. — FORCES DE TRANSFORMATION ET DE BLOCAGE

Cette première phase de l'impérialisme est aujourd'hui dépassée. Sous l'impact de quelles forces et pour s'engager dans quel type d'évolution ?



Le moteur de la transformation est constitué par le *mouvement de libération nationale antiimpérialiste*. Ce mouvement rassemble en effet trois forces sociales :

a) Le prolétariat — encore naissant — surexploité ;

b) La masse de la paysannerie doublement exploitée par les classes locales qui la dominent (les « féodaux ») et le capital des monopoles pour le compte desquels les « féodaux » ont intégré le « marché mondial », et c) la bourgeoisie nationale à ce stade classe encore plus « potentielle » que « réelle », qui aspire à modifier les termes de la division internationale du travail pour se donner une base économique. En effet, la division internationale du travail du « pacte colonial » est simple : la périphérie n'exporte que des produits primaires, avec lesquels elle doit importer tous les produits manufacturés nécessaires à la satisfaction de ses besoins, principalement de consommation de luxe ; l'industrie lui est interdite. La bourgeoisie nationale et le prolétariat se disputent la direction du mouvement de libération nationale, c'est-à-dire la direction de la révolte paysanne.

Dans l'ensemble, cette première phase s'est terminée par la victoire du mouvement de libération nationale sous direction bourgeoise. Cette victoire a imposé à l'impérialisme une révision des termes de la division du travail, permettant ainsi l'amorce de l'industrialisation du Tiers monde. Cette victoire peut être datée : elle est plus précoce ici, notamment par exemple au Mexique, avec la révolution des années 10, en Turquie avec Kernal Ataturk, en Egypte avec le Wafd, au Brésil et en Argentine sous la forme « populiste » plus tardive là, en Asie du Sud après la seconde guerre mondiale, en Afrique avec l'indépendance des années 60 etc... Sauf en Asie orientale et à Cuba, où le mouvement de libération nationale opère à ce stade une sortie du système impérialiste mondial, partout ailleurs la bourgeoisie nationale triomphante s'engage dans une stratégie d'industrialisation qui, maintenant, a un nom : la stratégie de substitution d'importations.

Parce que l'articulation spécifique, qui s'exprime par la liaison secteur exportateur/consommation « de luxe », caractérise le modèle périphérique, l'industrialisation par substitution d'importations va commencer par « la fin », c'est-à-dire par les produits correspondant aux stades les plus avancés du développement du centre, les biens « durables ». Ces produits sont hautement consommateurs de capitaux et de ressources rares (main-d'œuvre qualifiée, etc...). Il en résultera une *distorsion* essentielles dans le processus d'allocation des ressources en faveur de ces produits, au détriment de la production des biens de consommation de masse. Ce secteur sera systématiquement défavorisé : il ne suscitera aucune « demande » pour ses produits et n'attirera aucun moyen financier et humain permettant sa modernisation. Ainsi s'explique-t-on la stagnation de « l'agriculture de subsistance » dont les produits potentiels sont peu demandés et qui ne bénéficie

d'aucun moyen de transformation sérieux dans l'allocation des ressources rares. Tout choix de « stratégie de développement » fondé sur la « rentabilité », les structures de la distribution du revenu, les structures de prix relatifs et celles de la demande étant ce qu'elles sont, conduit nécessairement à cette distorsion systématique.

Vu sous l'angle « social », ce modèle va conduire à un phénomène spécifique : la *marginalisation* des masses. Nous entendons par là un ensemble de mécanisme d'appauvrissement des masses dont les formes sont d'ailleurs hétérogènes : prolétarianisation, semi-prolétarianisation et appauvrissement sans prolétarianisation des paysans, urbanisation et accroissement massif de chômage et du sous-emploi, etc... La *fonction* du chômage et du sous-emploi est donc ici différente de celle qu'elle remplit dans le modèle central : le poids du chômage assure une rémunération du travail minimale relativement rigide et bloquée tant dans le secteur d'exportation que dans le secteur de la production de luxe ; le salaire n'apparaît pas à la fois comme coût et comme revenu créateur d'une demande essentielle au modèle, mais au contraire seulement comme coût, la demande ayant son origine ailleurs : à l'extérieur ou dans le revenu des catégories sociales privilégiées.

L'origine « extravertie » du développement qui se perpétue malgré la diversification croissante de l'économie, son industrialisation, etc..., n'est pas le *pêché originel*, un *deus ex machina* extérieur au modèle de l'accumulation périphérique dépendante. Car ce modèle est un modèle de *reproduction* de ses conditions sociales et économiques de fonctionnement. La marginalisation des masses est la condition même qui permet l'intégration de la minorité dans le système mondial, la garantie d'un revenu croissant pour cette minorité, qui conditionne l'adoption par celle-ci de modèles de consommation « européens ». Cette extension de ce modèle de consommation garantit la « rentabilité » du secteur de la production de luxe, affirme l'intégration sociale, culturelle, idéologique et politique des classes privilégiées.

A ce stade de diversification et d'approfondissement du sous-développement apparaissent des mécanismes nouveaux de la domination/dépendance. Des mécanismes culturels et politiques. Mais aussi des mécanismes économiques : la dépendance technologique et la domination des firmes transnationales. Le secteur de production de luxe appelle en effet des investissements « capital-intensive » que seules les grandes firmes oligopolistiques transnationales peuvent mettre en œuvre et qui sont le support matériel de la dépendance technologique. Mais à ce stade également apparaissent des formes plus complexes de la propriété et de la gestion économique. L'expérience historique montre qu'une participation du capital local-privé et public — future subalterne — au processus d'industrialisation par substitution d'importations, est fréquente. Elle montre aussi que — au moins dans les grands pays — un marché suffisant créé par le développement des

secteurs d'exportation et de la production de luxe peut rendre possible la création d'un secteur de production de biens d'équipement impulsé par l'Etat. Le développement d'une industrie de base et d'un secteur public ne signifie néanmoins nullement que le système évolue vers une forme autocentrée achevée. Car ce secteur de l'équipement est ici au service non du développement de la consommation de masse, mais au service de la croissance de la production d'exportation et de la production de luxe.

Cette seconde phase de l'impérialisme ne constitue donc nullement une « étape » vers la constitution d'une économie autocentrée. Elle ne reproduit pas une phase antérieure du développement central, mais prolonge au contraire la première phase extravertie. En effet :

a) La « révolution agricole » n'a toujours pas eu lieu. Sans doute quelques nuances doivent-elles être introduites ici. La bourgeoisie nationale au pouvoir a souvent procédé à l'élimination des anciens alliés de l'impérialisme, et, entre autres, opéré des réformes agraires sur la base desquelles un développement du capitalisme dans l'agriculture a été parfois amorcé (la « révolution verte »). Ce développement pourra-t-il « effacer » le retard originel de l'agriculture et rapprocher le modèle périphérique du modèle central ? Cette question doit être tranchée non en « théorie », mais en « fait ». Or, on constate que le retard relatif de l'agriculture s'accroît au point de conduire à ce paradoxe que les pays du Tiers monde, dont la majorité de la population est rurale, sont devenus importateurs de produits alimentaires. La raison de cet échec n'est pas mystérieuse, elle est politique : à notre époque la bourgeoisie doit s'appuyer sur des classes capables de dominer les paysans, fussent-elles élargies (koulaks au lieu de grands propriétaires), elle ne peut s'appuyer sur la masse paysanne dont les intérêts sont en conflit avec les siens. Si les bourgeoisies centrales disposaient du « temps nécessaire » pour une accumulation primitive lente, fondée sur l'alliance paysanne, celles de la périphérie sont placées sous la double contrainte de la pression extérieure des monopoles et de la menace intérieure du socialisme ;

b) Les alliances de classes dominantes demeurent internationales : la bourgeoisie se substitue aux anciens « féodaux » et compadore comme allié subalterne de l'impérialisme. De ce fait la bourgeoisie perd, dès cette seconde phase, son caractère national antérieur : elle est « compradorisée ». L'Etat « national » qu'elle domine demeure de ce fait faible et médiocrement intégré ;

c) La poursuite du progrès de développement demeure dépendante des exportations qui restent fixées sur les matières premières. Ce moteur principal de financement des importations nécessaires d'équipement commande en dernier ressort les rythmes de la croissance, qui, dans ce sens, reste extravertie.

La crise de cette seconde phase de l'impérialisme est ouverte par la revendication d'un « ordre économique international nouveau ».

Réduite à son squelette essentiel, cette revendication paraît être la suivante : imposer un relèvement réel des prix des matières premières exportées par les pays du Tiers Monde pour disposer des moyens supplémentaires permettant de fournir par l'importation des technologies avancées de financer une nouvelle étape de l'industrialisation caractérisée par l'exportation massive vers les centres de produits manufacturés par celles des périphéries qui bénéficient des ressources naturelles favorables et d'une main-d'œuvre abondante à bon marché (d'où la revendication de l'accès aux marchés des pays développés pour ces produits industriels).

Cette revendication constitue depuis 1973, l'objectif commun apparent de l'ensemble des Etats du Tiers Monde. Elle est présentée comme la condition nécessaire et suffisante pour achever l'indépendance politique en lui donnant sa base économique. Elle est présentée également comme une revendication possible commune à tous les Etats du Tiers Monde indépendamment de leurs options sociales et de leurs sympathies internationales.

Cette situation nouvelle pose quelques questions essentielles sur lesquelles le débat le plus ouvert est nécessaire.

La première question est de savoir si la bourgeoisie locale — qui en général domine ces Etats — peut « lutter contre l'impérialisme » pour imposer son point de vue. Certains prétendent en effet que cette nouvelle division internationale du travail constituerait l'objectif stratégique de l'impérialisme lui-même, et que cette revendication serait de ce fait manipulée par les monopoles particulièrement nord-américains, qu'elle n'exprimerait pas un objectif propre des Etats du Tiers Monde en conflit avec la stratégie de l'impérialisme. Ceux-ci accordent le plus souvent la prééminence aux conflits inter-impérialistes (Etats-Unis, Europe, Japon) par rapport à ce conflit apparent Nord-Sud. On sait qu'à propos du relèvement du prix du pétrole par l'O.P.E.P. en 1973, cette « théorie » a été abondamment formulée, tant dans les versions de droite que de gauche et même d'ultra-gauche. Les faits condamnent cette interprétation. En fait, celle-ci reflète seulement les vues naïves d'une ultra-gauche qui, prenant ses désirs pour des réalités, voudrait que le bloc des bourgeoisies se présente sans fissures à l'échelle mondiale de manière à « simplifier » (sur le papier) les tâches du prolétariat qui seraient partout les mêmes, parce que celui-ci n'aurait pas à tenir compte des contradictions entre les bourgeoisies.

Déjà dans le passé la bourgeoisie des périphéries s'était heurtée à l'impérialisme. Le passage de la première à la seconde phase de l'impérialisme n'avait pas été « planifiée » par les monopoles : il avait été imposé par le mouvement de libération nationale lorsque la bourgeoisie des périphéries avait conquis, contre l'impérialisme, le droit de l'industrie. Mais, avons-nous dit, la stratégie d'industrialisation

poursuivie au cours de cette seconde phase a transformé les rapports entre la bourgeoisie des périphéries et les monopoles. La bourgeoisie périphérique a cessé d'être nationale pour devenir l'allié subalterne de l'impérialisme en s'intégrant dans la nouvelle division du travail. Cet allié se rebelle aujourd'hui pour revendiquer de nouvelles modalités de la division du travail. Il n'en devient pas pour autant « national », puisque sa revendication se situe d'emblée au sein du système, mais il se rebelle quand même. Si cette rébellion devait aboutir, elle inaugurerait simplement une nouvelle phase de l'impérialisme caractérisée par une nouvelle division du travail. Car il n'y a pas de doute qu'en « théorie », celle-ci est « absorbable », « récupérable ». Mais « en théorie » seulement, car ce qui compte dans l'histoire ce sont les accidents de parcours, et il peut y en avoir ici et là dans les périphéries et les centres — et de graves pour le capitalisme — au cours de la transition pleine de contradictions de la seconde à la troisième phase « théorique » de l'impérialisme.

La seconde question est de savoir si cette troisième phase éventuelle constituerait ou non une étape vers l'autonomie des périphéries. Les bourgeoisies du Tiers Monde le prétendent, comme elles ont affirmé aux débuts de la seconde phase qu'il en serait ainsi de celle-ci. Or les faits ont démenti ces illusions, partagées à l'époque par une fraction importante de la gauche dans le Tiers Monde.

Mon opinion est que la revendication en question, si elle aboutissait, ne constituerait en rien une nouvelle étape le long d'une ligne de développement conduisant progressivement à un épanouissement de formations capitalistes achevées, analogues à celles des centres développés. Encore une fois la vision d'un développement linéaire par étapes sera infailliblement démentie.

La raison, tout à fait fondamentale, en est que la nouvelle division du travail sera fondée sur l'exportation par la périphérie de produits manufacturés à bon marché, c'est-à-dire pour lesquels l'avantage des salaires inférieurs, compte tenu des productivités comparées, permet un relèvement du taux de profit à l'échelle du système mondial. La péréquation mondiale du profit modifierait alors les prix relatifs et, de ce fait, masquerait ce transfert supplémentaire de valeur de la périphérie vers le centre. Autrement dit la nouvelle division du travail perpétuerait et aggraverait l'échange inégal. Par ailleurs, cette division inégale du travail perpétuerait dans les périphéries la distorsion de la structure de la demande au détriment de la consommation des masses, tout comme dans les phases précédentes. Le développement du système mondial resterait donc fondamentalement inégal. Dès lors la demande externe resterait la force motrice principale impulsant ce type de développement toujours dépendant.

Doit-on ajouter que, dans ce cadre de la dépendance rénovée, le retard de l'agriculture devrait aussi se perpétuer. Sans doute quelques

nuances doivent être introduites ici, car, malgré tout, le capitalisme poursuivrait sa progression dans l'agriculture, entamée dès la seconde phase de l'impérialisme, mais certainement à des rythmes très inférieurs à sa progression dans les secteurs traditionnels et nouveaux d'exportation comme dans celui de la production de luxe pour le marché interne, qui bénéficie d'une importation massive des technologies les plus avancées à l'échelle mondiale.

Dans ce cadre général on doit se demander quelle serait la signification réelle des slogans concernant le « développement auto-centré » et l'« autonomie collective » qui accompagnent la revendication de cette nouvelle division internationale du travail.

Le premier de ces slogans serait en vérité vidé de tout son contenu. Il ne s'agirait en fait de rien de plus que la justification idéologique de la prétention (impossible) qu'un développement « par étapes » progressives au sein du système mondial de la division (inégaie) du travail devrait conduire à l'indépendance économique.

Le second slogan acquiert par contre un sens dans cette perspective, bien que particulier. Les premières phases de l'impérialisme n'impliquaient aucune « coopération » entre pays et régions de la périphérie. Exclusivement extraverties et limitées dans leur industrialisation à la satisfaction de leur marché interne, les économies périphériques n'avaient rien à échanger entre elles. En principe la troisième phase de la division inégale du travail n'appelle pas davantage de coopération positive entre pays du Tiers monde, sauf à mener ensemble la lutte pour le relèvement des prix de leurs exportations primaires (par l'association des producteurs), puisque en effet le second souffle d'industrialisation périphérique serait impulsé par l'exportation vers les centres. Il reste que les pays du Tiers Monde sont des candidats fort inégaux pour tirer profit de cette nouvelle division du travail. Ceux qui sont mieux placés au plan de leur potentiel économique (ressources naturelles abondantes, prolétarisation plus avancée etc...) et de leur consistance politique (« légitimation » du pouvoir de la bourgeoisie locale faible, puissance militaire, etc...) pourraient aller plus vite dans la voie de la nouvelle dépendance s'ils disposaient également des marchés des pays moins développés et s'ils pouvaient avoir accès direct à leurs fournitures de matières premières et de produits alimentaires à bon marché. La problématique dite du « sous impérialisme » s'inscrit naturellement ici.

Un bon exemple illustrera cette vision de l'articulation du « Tiers » et du « Quart » monde dans la nouvelle perspective globale. Les pays du Golfe, l'Égypte et le Soudan constituent ensemble — si les conditions politiques étaient réunies, ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui — un « bon candidat ». Le Golfe fournirait les capitaux, l'industrie d'exportation serait concentrée en Égypte, et le Soudan exporterait vers ce dernier pays des produits vivriers. Examinon de plus

près le mécanisme de cette articulation. Même si l'agriculture soudanaise devait être « modernisée » pour fournir le surplus exportable nécessaire, la productivité de celle-ci, pour un très long temps encore, sera inférieure à celle des pays avancés. Or les produits alimentaires soudanais devront être compétitifs avec ceux de l'Amérique du Nord sur le marché égyptien, de manière à assurer les salaires les plus bas possibles en Egypte. Cela n'est possible que parce que le paysan soudanais serait surexploité (rémunérations du travail plus inégale que la distribution des productivités). A son tour le prolétaire égyptien le serait, son salaire de misère joint à sa productivité relativement élevée, permettant l'exportation de son produit vers les centres. Un échange inégal double et articulé opérerait en faveur du centre ; le Soudan cesserait d'être dans la dépendance directe du centre pour devenir le partenaire de la périphérie de premier rang, où se concentre l'industrie exportatrice.

## V. — STRATEGIE ALTERNATIVE

Mais, si tel est le contenu de l'organisation de la nouvelle phase de l'impérialisme, la revendication triple d'autonomie nationale, d'autonomie collective et d'un nouvel ordre mondial ne peut-elle pas aussi avoir un sens tout à fait différent ? Viser d'autres objectifs ? Et à quelles conditions ?

Si l'axe de l'interprétation néo-impérialiste du programme en question est constitué par la nouvelle division internationale inégale du travail, à laquelle on soumet les stratégies internes comme les objectifs de la coopération intra Tiers Monde, ce même programme prend un tout autre sens lorsque l'on fait la démarche inverse, c'est-à-dire lorsqu'on définit d'abord les objectifs internes d'un développement réellement autocentré et populaire et que l'on examine ensuite les directions dans lesquelles il faudrait agir sur l'ordre mondial de manière à favoriser la réalisation de ces objectifs.

Un développement véritablement autocentré est nécessairement populaire car le développement extraverti, dans toutes les phases de l'évolution du système impérialiste, bénéficie effectivement aux classes dominantes privilégiées qui se constituent en alliance avec les monopoles. Inversement et complémentaiement un développement populaire ne peut être que national et autocentré. Car, en effet, pour servir les grandes masses paysannes, l'industrialisation doit être d'abord mise au service de l'amélioration de la productivité rurale. De même que pour servir les masses populaires urbaines, il faut renoncer à la production de luxe pour le marché local et à l'exportation, qui sont fondées l'une et l'autre sur la reproduction d'une force de travail à bon marché. Examinons donc de plus près cette stratégie authentique à la fois d'indépendance nationale et de progrès social.

Jusqu'ici l'industrialisation du Tiers monde n'a pas été envisagée pour servir au progrès de l'agriculture. A l'inverse des pays du centre, où la « révolution agricole » a précédé la « révolution industrielle », les pays de la périphérie ont importé la seconde sans avoir amorcé la première étape. Les distorsions qui les caractérisent, et la dépendance renouvelée dans laquelle ils sont enfermés, viennent de là. Il faut donc d'abord renverser la vapeur. Jusqu'ici l'industrie dans le Tiers Monde est parasitaire, au sens qu'elle nourrit son accumulation en ponctionnant le monde rural en termes réels (elle obtient sa main-d'œuvre à partir de l'exode rural) et financiers (ponction fiscale, termes de l'échange internes défavorables aux paysans, etc...), sans contrepartie soutenant le décollage de l'agriculture. Comment changer de cap ? Il est clair que tous les critères de rentabilité, qui sont nécessairement fondés sur la reproduction des structures de prix et de distribution du revenu, doivent être radicalement abandonnés pour être remplacés par d'autres critères fondamentaux d'allocation des ressources. Deux questions essentielles sont posées ici, que nous ne voudrions que signaler :

1) Comment articuler un secteur « moderne » de l'industrie rénové dans ses orientations de base, au secteur des petites industries rurales qui permettent de mobiliser directement les forces latentes de progrès ;

2) Pourquoi la forme sociale qui s'impose ici est celle de la collectivisation rurale, même à un niveau faible de développement des forces productives, et non la forme de l'agriculture « privée » même remodelée par une réforme agraire radicale. C'est à ces conditions seulement que le progrès de l'agriculture — qui doit d'abord rattraper son retard historique — pourra financer une industrialisation saine, dégager un surplus vivrier capable d'assurer l'indépendance nationale.

De même l'industrie doit être mise au service des masses urbaines pauvres, cesser d'être guidée par les critères de « rentabilité » qui favorisent le marché local privilégié et l'exportation vers les centres développés.

Dans tous les cas l'industrie remodelée de la sorte ne peut trouver ses modèles technologiques tout prêts dans les pays développés. Elle ne peut davantage les trouver dans le passé technologique des centres, en empruntant ses techniques de production d'hier, comme le suggère le thème des « technologies intermédiaires ». La raison en est que le problème est ici différent, puisque l'industrialisation doit ici permettre la révolution agricole, alors qu'au centre elle s'est bâtie sur celle-ci. La question véritable n'est donc pas celle des conditions du « transfert de technologie », mais celle de la création des conditions favorables à une créativité dans ce domaine, non pour des motifs de « nationalisme culturel », mais pour des raisons objectives. De surcroît, il faut signaler ici un autre problème : les technologies empruntées véhiculent nécessairement les rapports de production capi-



talistes alors que le cadre social exigé par la révolution agraire et la mobilisation urbaine doit être socialiste. C'est là une question fondamentale, qui traduit le caractère nécessaire du socialisme dans la périphérie, condition indispensable du progrès et de l'indépendance, qui ne résulte donc pas d'une motivation idéologique ou morale qui pourrait être « libre ». Nous ne faisons que signaler cette question au passage, qui est la raison pour laquelle nous continuerons à affirmer que le mouvement de libération nationale de la périphérie constitue principalement un moment de la transformation socialiste du monde et seulement à titre accessoire une phase du développement du capitalisme.

Un modèle de développement autocentré, s'il n'est pas synonyme en théorie d'autarcie, peut y conduire, qu'on le veuille ou non, pour des raisons politiques internes et externes évidentes. Cela peut être le cas, non seulement pour des pays vastes — comme les expériences de l'U.R.S.S. et de la Chine le montrent — mais même pour des petits pays (Corée, Viet Nam, Cambodge, Cuba, Albanie...). Bien que l'autarcie en elle-même ne soit pas synonyme de développement autocentré (pensez à la Birmanie), elle peut en être la condition dans certaines circonstances historiques.

Mais l'autarcie imposée peut aussi, si elle est trop brutale ou totale, gêner le développement autocentré en lui imposant des coûts supplémentaires qui pourraient dans certains cas être fort lourds. Car il ne s'agit pas de rejeter toute théorie des avantages comparatifs ; il s'agit seulement de constater que si la division internationale du travail est inégale, la thèse des avantages comparés perd sa validité. Un pays qui choisit la voie autocentrée et populaire peut se trouver dans une situation telle qu'importer certains inputs nécessaires à l'accélération de son développement (notamment dans certains cas l'énergie, ou certaines matières premières, ou certains équipements) soit relativement moins coûteux que de s'en passer.

Pour répondre à ce type de problèmes les Etats libérés du Tiers Monde pourraient agir collectivement dans deux directions.

La première est celle de l'entr'aide mutuelle. En effet, les pays du Tiers Monde, riches en ressources naturelles le plus souvent exploitées au profit exclusif des pays développés, pourraient échanger entre eux les matières premières utiles à leurs projets nationaux de développement autonome. A l'heure actuelle, ces importations transitent presque toujours par les centres développés qui contrôlent les « marchés » des matières premières et centralisent les facilités de paiement. Par des accords d'entr'aide mutuelle (accords de commerce et accords de paiements multilatéraux) les pays libérés du Tiers Monde pourraient court-circuiter ces intermédiaires. Par ailleurs, les échanges en matière de technologie pourraient accélérer la mise en œuvre de techniques de production appropriées, les problèmes que les pays du Tiers

Monde ont à résoudre étant souvent analogues. On voit que ce type de coopération intra Tiers Monde est très différent de celui envisagé dans le cadre néo-impérialiste. Il ne s'agit plus de « marchés communs » qui ne peuvent que reproduire et aggraver les inégalités de développement. Nous avons proposé les lignes générales d'un « accord global » (« package deal ») qui s'inscrit dans cet esprit d'une coopération au service d'un développement national autonome.

La seconde direction d'action collective vise à modifier la division internationale du travail entre pays développés et pays du Tiers Monde dans le sens d'une réduction de l'intégralité, et non plus d'une « rénovation » sans réduction de l'inégalité. Déjà, à l'heure actuelle, un bon nombre de pays du Tiers Monde sont acquis à l'idée d'opposer au véritable monopole des « consommateurs » des associations de producteurs de matières premières, et de renforcer ces associations par l'établissement de fonds de soutien collectif. Une stratégie de développement autocentrée implique davantage. Elle exige en effet, et à titre préliminaire, le contrôle national (étatique) de l'exploitation des ressources naturelles. Nous entendons par là non pas seulement la nationalisation formelle de cette exploitation, mais *aussi et surtout* la régulation du flux d'exportation, et sa *réduction* au niveau des importations exigées par la stratégie de développement autocentrée. Car à l'heure actuelle la stratégie extravertie est fondée sur une relation exactement inverse : les exportations sont d'abord poussées au maximum, exclusivement en fonction de la « demande » (des centres), et ensuite on se pose la question de savoir comment utiliser les recettes de ces exportations. La division internationale inégale du travail repose sur cette stratégie. La réduction de l'inégalité dans la division du travail implique très certainement la réduction des flux des exportations de matières premières. L'incroyable résistance du monde développé à cette réduction démontre que le centre, contrairement à tant de discours trompeurs, ne peut pas se passer du pillage du Tiers Monde. Si ce pillage devait cesser, les centres seraient contraints de modifier leurs structures en conséquence, pour s'adapter à une nouvelle division internationale du travail moins inégale. Alors, et alors seulement, on pourrait commencer à parler d'un véritable nouvel ordre mondial, et non plus seulement des termes nouveaux de la division internationale inégale du travail.

Ces deux lignes générales — celle d'un nouvel ordre impérialiste et celle d'un ordre qui amorcerait réellement un progrès dans la libération des peuples du Tiers Monde — ne constituent pas deux thèmes verbaux, deux branches possibles d'une alternative théorique. Elles se heurtent déjà dans les faits, et font l'objet de conflits quotidiens.

La raison en est avant tout le caractère contradictoire du mouvement de libération nationale. Celui-ci est à la fois l'expression du développement du capitalisme et celui de sa crise. Les tendances du capitalisme et celles du socialisme se heurtent donc constamment au

sein même de ce mouvement, précisément parce que les forces du capitalisme sont toujours ici celles d'un capitalisme faible, périphérique, dépendant, qui objectivement ne peut pas réaliser les objectifs d'un capitalisme achevé. Ces forces se heurtent au sein de tous les régimes du Tiers Monde. Dans ceux de ces pays qui ont rompu avec le capitalisme, on sait bien que ces tendances bourgeoises persistent. Mais inversement, les Etats capitalistes du Tiers Monde ne présentent pas ce caractère accompli et unilatéral des Etats capitalistes centraux. D'où la volatilité de leurs régimes et la gamme nuancée des situations, allant de celle du néocolonialisme triomphant à celle du nationalisme en conflit avec l'impérialisme, en passant par celle des néocolonialismes honteux ou en crise.

Car le conflit avec l'impérialisme est bel et bien ouvert. Les thèmes du nouvel ordre international ont été jusqu'ici intégralement repoussés, comme l'échec de la IV<sup>e</sup> CNUCED et de la négociation Nord-Sud en témoigne. Au plan idéologique même, le Club de Rome s'efforce d'opposer à ces thèmes une construction de substitution. C'est que les thèmes du nouvel ordre véhiculent l'aspiration au contrôle des ressources naturelles et au renforcement des Etats nationaux, que l'impérialisme n'admet pas.

En théorie la nouvelle division inégale du travail arrangerait tout le monde, les bourgeoisies de la périphérie et les monopoles des centres. Car le transfert des industries permettrait de recréer au centre une armée de réserve de chômage qu'un quart de siècle de croissance a réduit au point de faire perdre au système sa flexibilité « normale ». Et ce chômage permettrait de relever le taux de la plus value au centre même. A plus long terme le centre développerait les nouvelles activités de contrôle d'ensemble du système — le « quaternaire » (*self ware*, activités de recherche et développement, etc...), les industries motrices nouvelles, le secteur militaire — renouvelant et approfondissant de la sorte les conditions de l'hégémonie social démocrate au centre.

Mais dans le long terme, nous sommes tous morts, comme on sait. Aujourd'hui les résistances au transfert des industries l'emportent encore largement. Or ces refus acculent les bourgeoisies du Tiers Monde qui, partenaires faibles, devraient supporter tout le poids de la crise. Il devient alors impossible d'atténuer les contradictions sociales violentes dans le Tiers Monde : le déficit vivrier s'accroît, l'implantation des industries d'exportation est remise sine die etc... De ce fait les conditions politiques peuvent évoluer dans un sens favorable à l'amorce d'un développement autocentré. Telle est la réalité : la lutte du Tiers Monde contre l'hégémonie impérialiste dominante. Pour beaucoup de raisons cette lutte est aujourd'hui encore la force principale de transformation du monde.

## NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

- 1 — Notre thèse générale de l'opposition capitalisme central, capitalisme périphérique a été formulée dans nos écrits suivants :
  - *Le développement inégal* (Minuit, 1976); *L'impérialisme et le développement inégal* (Minuit, 1976), particulièrement les chapitres concernant l'articulation agriculture industrie (Chap. 2), l'opposition socialisme capitalisme (Chap. 3), les problèmes de l'environnement (Chap. 7) et ceux de la technologie (Chap. 9 et 10), *Impérialisme et sous-développement en Afrique* (Anthropos, 1976) particulièrement l'introduction. Une réponse à nos critiques a été publiée dans *l'Homme et la Société*, N° 39-40, 1976 (*A propos de la critique*).
- 2 — Pour le débat concernant l'échange inégal, en complément : *L'échange inégal et la loi de la valeur* (Anthropos, 1973); *L'impérialisme et le développement inégal*, Chap. 5.
- 3 — Concernant la crise actuelle de l'impérialisme, la nature du mouvement de libération nationale et les perspectives qu'il ouvre, voir aussi : *L'impérialisme et le développement inégal*, Chap. 5; Amin, Faire, Hussein et Massiah, *La crise de l'impérialisme* (Minuit, 1975); *Présentation de l'ouvrage de Beaud, Bellon et François, Lire le capitalisme* (Anthropos, 1976); *Quelle 1984?* (en collaboration avec Frank et Jaffe, Jaca Book (Milan 1975); *La nation arabe* (Minuit, 1976), Chap. VI; *Les perspectives de la localisation internationale des activités industrielles, un point de vue arabo-africain* (GRESI, Paris, 1976, doc. ronéoté, à paraître Anthropos) *Après Nairobi, préparer le sommet des non alignés à Colombo, bilan de la CNUCED IV* (I.D.E.P., Dakar, 1976, doc. ronéoté, à paraître Anthropos); *Impérialisme et sous-développement en Afrique*, Chap. III - X (à propos de l'Eurafrrique) et III - X (quelques notes sur le pétrole et les relations afro-arabes); *Les perspectives de l'Afrique australe* (Présentation d'un ouvrage à paraître en anglais, Tanzanian Publishing House).
- 4 — Concernant quelques aspects plus spécifiques de la formation du système mondial et du sous-développement africain, voir aussi : *Impérialisme et sous-développement en Afrique*, Chap. 1 - 1 Sous-développement et dépendance en Afrique), I - II (la formation du système mondial), I - III (le développement du capitalisme en Afrique), II - II (CNUCED III - Un bilan), II - III (les problèmes de la transition en Afrique), II - IV (les migrations contemporaines en Afrique de l'Ouest), II - V (le commerce inter-africain), II - VI et VII (La révolution verte), III - III et IV (L'Afrique du Sud et l'Angola), III - VI (Aspects économiques de l'unité africaine).
- 5 — Enfin, en ce qui concerne le débat concernant la transition au socialisme et la place de l'articulation agriculture industrie dans cette transition il faudrait se reporter au moins aux ouvrages de C. Bettelheim (*La lutte des classes en Union Soviétique*, Seuil, 1973); M. Liebman (*Le Léninisme sous Lénine*, Seuil, 2 vols, 1973) et S. Grosshopf (*L'alliance ouvrière et paysanne en U.R.S.S. 1921-28*, Maspero 1975).

## SUMMARY

*In this paper, the author reviews the different alternative development strategies advanced for the Third World countries in the context of the so called New International Economic Order.*

*After having shown that as it is generally conceived and perceived by the unequal partners, the monopolies of the centre and the bourgeoisies of the peripheries, the NIEO will inevitably lead to the strengthening of the present relationship of unequal exchange between the centre and the periphery, the author analyses the development strategy currently proposed to the Third World countries. This can be summarized as follows :*

- 1. The choice of a « self-reliant » development based on the principle of relying on one's own resources ;*
- 2. The priority given to cooperation and economic integration between the countries of the Third World (Collective Self-reliance) ;*
- 3. The demand for a New International Economic Order based on higher prices for raw materials and the control of natural resources, access of the manufactures of the Third World to the markets of the developed countries and the acceleration of the transfer of technologies.*

*Defined as it is, irrespective of the ultimate goals and the choice of socialism or capitalism, this strategy remains deliberately mystifying. In effect, ask the author, should the capitalist path of development be chosen, how could the goal of autonomous capitalist development in the Third World countries be realistic ? In this context, can one reasonably envisage a self-reliant development without withdrawing from the world system of exchange of commodities, technologies and capital ?*

*Analysing the capitalist mode of production in the centre and the nature of capitalism in the periphery and its function in the unequal international division of Labour, the author comes up with an alternative strategy which establishes the base of a really self-reliant development. This can be summarized as follows. Taking socialism as a framework, define firstly the internal ultimate goals of a genuinely self-reliant and popular development ; then consider the ways in which the world order must be acted on in order to promote the achievement of these objectives ; restructure the base of cooperation between the Third World Countries in order to reduce the unequal exchange between the centre and the periphery.*

# De Facto Wage-earners in the Gezira Scheme (Sudan)

---

## B. Founou-Tchuigoua \*

### I. INTRODUCTION

The Gezira-Managil scheme is by far the most important agricultural scheme in the Sudan and in Africa. It has been in operation since 1925 and covers an area of 2 million feddans (nearly 800,000 hectares) (1) stretching over a very large and fertile plain between the Blue and the White Nile south of Khartoum. In spite of the crop diversification policy adopted in the Sudan after independence (1956), the scheme is still first and foremost a cotton growing scheme; 63 % of the Sudanese cotton is produced in the Gezira. The cotton produced is one of the best long fibre cottons in the world.

The scheme operates like a huge enterprise in which labour power is still the major force of production in spite of the very large sums invested in the construction of the irrigation infrastructure.

Nearly 100,000 tenants (92,773 in 1970/71) are permanently engaged in the scheme; there are over 550,000 seasonal workers (552,827 in 1970/71); 1,578 local inspectors and 7546 employees of the Gezira Board (2).

The legal framework for the bilateral economic relations between the tenants, the State and the Board can be found in two basic texts: the 1927 Tenancy Agreement and the 1919 Syndicate Agreement, amended in 1926.

There are, according to these texts, three partners with equal rights in the farming of the Gezira: the tenants (*métayers*) who produce the cotton; the State, which is a « tenant farmer » (*fermier*) and owns the irrigation system; and the Sudan Plantation Syndicate, a body entrusted by the State with the management of its « farming lease ». \*

---

\* Professor at IDEP, Dakar, Senegal.

\* Translator's note: The farmers in the scheme are called « tenants ». The author when analysing the system, uses the term « métayer » (*sharecropper*) which is more specific. The State is a « tenant farmer » (*fermier*) because it leases some of the land from *de jure* owners.

Farm proceeds are shared among the three partners in a predetermined proportion, which has been changed several times since the texts came into force. Until now, all the authors have taken these legal relationships for the basic relations of production in the Gezira. In their view, these relations of production are therefore basically relations of sharing. But to assign a place to these legal relations, one must be familiar with the relations of production, which can only be ascertained through a careful analysis and study of the history of the class struggle. We think that «share-cropping» is too general a theoretical category to describe the basic economic relations in a specific situation. It is a category which brings immediately to mind the sphere of distribution. But beyond the relations of distribution of the proceeds, there are cases which call for an attempt to discover the relations of production. This applies to the Gezira scheme.

The term «tenancy» or «sharecropping» is too vague to describe the cotton producer's relations with the «tenant farmer state» on the one hand and the Gezira scheme Board on the other. Analysis and history show on the contrary that the majority of these «tenants» or «sharecroppers» are, in fact, state wage earners. At least, this is what we will try to show.

To do this, we must take into consideration the relations between the «partners» and a category of workers not mentioned in the two agreements, namely the mass of 550,000 seasonal workers. Actually this relationship is decisive for the understanding of the relations between the «partners» in the scheme. Seasonal workers are legally the tenants' wage labour. Hence, the tenants are small employers. Without denying the importance of this legal relation in the formation of class consciousness we consider that, in fact, both tenants and seasonal workers are wage earners of the Sudanese State, at least in essence.

To develop these points, it will suffice to analyse two series of relations and criticise the conventional approach.

- The tenant and the State.
- The tenant of the *de jure* wage earner.
- Criticism of the conventional approach.

## II. THE TENANT AND THE STATE

The official thesis is that, although the State has, through the Government, nationalized the use of the land in the Gezira, it does not own all the Gezira land.

To implement the scheme «the Government nationalized the use, but not the ownership of the land» (3), William A. Hance writes, and adds : «by purchase in the open market, the government has gradually acquired ownership of about 57 % of the lands in the Main Scheme and 62 % in the Extension». (4).

In other words, the State is not the landowner of the whole of the Gezira, but of only about half (5).

This opinion according to which the State owns only part of the land under the scheme is based on a confusion between the landowner in the economic sense and in the legal sense, in the capitalist mode of production. In the capitalist mode of production, the essential concept for the analysis of land ownership is capitalist rent. It is through the place of rent in the scheme that we shall analyse the production relation between the tenant and the State. That will be the first point. The second point will deal with the State/tenant relation at the level of the « technical » organisation of the production of cotton values. First we must consider whether the tenant producer is alienated or not.

1. — *Alienation of the tenant-producer :*

By virtue of the Syndicate Agreement and the Tenancy Agreement the tenant must obey the orders of the Gezira Board which was entrusted by the State with the « technical » management of the Scheme. A refusal to obey its orders entails sanctions which may even go as far as dismissal. The Board therefore has extensive powers over the tenant. This simple fact ought to have been enough to refute the argument that the relation between the State and the tenant is on a « partnership basis ». We shall show how subordination stipulated in the legal texts has been put into practice in the immediate process of production. In fact, we are faced here with an apparently paradoxical situation in which alienation in the immediate process coincides with a very low degree of development of the productive forces, thus turning the tenant into a wage-earner.

The level of the productive forces as a whole is very low and there is even a tendency for yields to stagnate, as shown in the following table :

<i>Cotton yield</i>	
Kantar/feddan	Kantar/feddan
1959 - 1960 ..... 2.45	1966 - 1967 ..... 4.61
1960 - 1961 ..... 1.53	1967 - 1968 ..... 4.18
1961 - 1962 ..... 5.12	1968 - 1969 ..... 5.21
1962 - 1963 ..... 2.47	1969 - 1970 ..... 5.04
1963 - 1964 ..... 2.30	1970 - 1971 ..... 5.41
1964 - 1965 ..... 3.55	1971 - 1972 ..... 4.97
1965 - 1966 ..... 3.67	



The irrigation infrastructure is certainly impressive; the research into disease control and into finding the best varieties of cotton both in quality and resistance, have yielded good results; the work is very well organized; but there is no mechanization and the use of draught animals is an exception.

Nevertheless, yields per hectare are among the highest in the world; this can largely be attributed to the exceptional ecological conditions.

«The Gezira contains so many factors favourable to irrigated cultivation that it represents almost an ideal in this field: small difference in level, impermeability which prevents the loss of water from deep seepage; deep ground-water (it is usually found at a depth of about 15 metres)».

The result, Brihe concludes is remarkable: «far from upsetting the soil characteristics and intensifying the chemical and physical phenomena of retroaction, irrigation in the Gezira determines a slow but regular and perceptible improvement of the qualities of the soil» (6).

The rudimentary character of the means of production is attested by all those who have made a study of the Gezira. Cotton growing is extended, not by a process of intensified capital accumulation with a view to raising labour productivity, but rather by bringing new lands under cultivation. The following facts are stated by Yassin: «the area cultivated had increased by 335 % in relation to the average area under cultivation in 1951-1955. In the case of cotton, the main crop, the increase of area was 258 %, and the increase in total production was 293 % for the same years. The increase due to vertical expansion was 12% whereas that attributed to horizontal expansion was 88% (7).

«At first sight, this situation is all the more surprising since conditions in the Gezira lend themselves very favourably to complete mechanization» (8).

In fact, we are only surprised if our attention is concentrated on technology. If, on the contrary, we analyse the basic relation — profit — we see that non-mechanization is very profitable.

To say that the development of the productive forces is still at a very rudimentary level, does not mean that the producer of cotton values controls the organisation of production. On the contrary, through the application of the results of systematic agronomic and organisational research, he is subordinated to an external force which dictates what he must do and imposes the time of work.

When the Gezira programme was drawn up, production work took only three months (one quarter of the year). Now it is necessary to work almost continuously for eleven months. But above all to be profitable, the gigantic irrigation work required a systematic organisation of work, this taking practically all initiative from the producer.

The producer's submission was carefully worked out through two essential processes: the division of the scheme into blocks, and crop rotation. The two processes lead to a better productivity of labour and to a better supervision of the producer.

The presentation which follows is borrowed from the Belgian agronomist Brihe. He states that for the needs of irrigation, the plan has been divided into large sectors depending on the major canal or minor canals. The sectors are split up by field outlet pipes into long strips of 1420 by 292 metres known as numbers.

Every number is subdivided by small ditches into 9 basic plots each having an arable area of 280 x 150 metres, i.e 10 feddans or 4.2 hectares. The fields are in turn irrigated by tranches which feed the spaces between rows. The whole complex is covered by a very complete network of paths and roads.

Every farmer is given four adjacent plots of 10 feddans and these are spread over four adjacent « numbers ». Each number grouping nine farmers is considered as cropping unit. This parcel of about 38 hectares is uniformly treated and always bears the same crop.

During the scheme's history there have been some modification of the forms of crop rotations and the size of the plots. But the principle has always been to organize the rotation in terms of cotton production and always to devote one block to reach crop. This practice deprives the producer of all autonomy. The aim was not to lose one precious drop of water for irrigation. To achieve this, the producer had to be detached from the land; he had to go round from one plot to another like a worker changing machines.

The irrigation is remarkably well coordinated. The control is centralized at Basatna.

The watering time-table determines all the other operation (8).

Block and field inspectors play a major role at production level. A block inspector heads a set of 6 to 10 blocks as the case may be. A field inspector operates within a block. According to Manoun Yassin, the latter may be compared with foremen in factories. « They are synonymous with foremen in factories. They were responsible for ensuring that the schedule of work was strictly adhered to by tenants and were given powers of punishment ranging from fines to the dismissal of those whose performance was not up to the expected standards » (9). « In these circumstances the tenant producer is not a farmer... but a producer of agricultural commodities on a land which can be likened to a conveyer-belt « provided by the management » (10).

In other words, the producer cannot organize his work autonomously. Everything is imposed on him from outside. In so far as he produces values, he is nothing more than a proletarian, a wage-earner, even if he is not legally called so. The producer in the Gezira is alienated.

Of course, the partisans of « partnership » do not admit this alienation. Thus Kamal Hussan Ahmed, when considering the problem of work management, argues that the tenant could not be considered as a wage-earner : « the concept of supervision in use in factories cannot apply to the present situation » (11) (that of the Gezira). But he himself observes that standardization is one of the essential practices in cotton production in the Gezira. Indeed, he is surprised that the Board instructs the inspectors « always to insist on a high standard of work » (12).

Standardization is in fact one of the essential means by which capital can control production without making the producer a *de jure* wage-earner. Standardization makes it possible to save on supervision and checking of the work process. It is one of the « invisible » threads binding capital to the producer.

The author thinks that standardization is a kind of « Taylorism » and that management must consequently be humanized. Instead of achieving standardizing through supervision, he suggests exploiting the resources which the social sciences place at the disposal of managers. He forgets that the practice of such techniques alienate the worker from capital as much as Taylor's method.

#### b — *Ground rent in the Gezira Scheme*

It follows from the preceding section that the means of production used in the Gezira are very heterogeneous as to their degree of sophistication.

With regard to the immediate process of cotton production, only the ploughing operations are mechanized. That is to say, the major means of production in the Gezira are the irrigated lands and the seeds. The only problem worthy of our attention here is the expropriation of the irrigated land.

Concerning title to (non-irrigated) land, there are two categories of tenant farmers in the Gezira : those who own land and those who do not. The former have kept their right of ownership and have been compelled to lease their lands to the State. The State has gradually acquired possession of these lands and now owns 50 % of the million hectares covered by the scheme and the Managil extension. As we shall see later, at least 70 % of the tenants, do not own land. The essential criterion of the distinction between the two categories is the *symbolic rent*.

As regards the way the land is allocated, both categories of sharecroppers are equally expropriated (12).

I. b. — *The symbolic nature of the rent*

We will go back to the stages of proletarianization in the Gezira in Part Two, but we must already stress an important point, namely that large industrial capital manages to abolish rent or at least to suspend its payment for a period of 40 years. The clear objective of capital was that its super profits should not be appreciably out down by ground rent. On the other hand, it could not entirely do without the alliance, or at least the « voluntary » submission of the former large landowner. The trick consisted in practically abolishing rent while consolidating the right of ownership, a right which was, however, accompanied by restrictive conditions particularly as regards mortgage and transfer.

According to the Tenancy Agreement, the landowners were compelled to lease their lands to the State for a period of 40 years which was renewable. This clause still applies. What characterizes the rate of capitalist ground rent in the specific Capitalist Mode of Production is its connection with the demand for, and the supply of, land. Another characteristic is that improvements made to the land by the capitalist tenant farmer lead to an increase in the rate of rent, so that at the end of the lease, the landowner takes into account any capital incorporated in the land in the form of irrigation canals, building etc. in order to ask for a higher rent.

This practice encouraged a large number of British speculators to try to acquire lands in the Gezira as soon as they knew that the State was going to build an irrigation network there. The large industrial capital, with State help, was able to put a stop to this speculation movement by restricting the Sudanese right of ownership: land could then only be sold to the villagers or to the State; the right of mortgage was later abolished, particularly after the crisis of 1930.

Nevertheless the construction of the dam was going to increase the price of land and the rate of rent. Britain intervened energetically here, fixing the price of a feddan of land and the rent rate at a level which postponed the consolidation of a class of Sudanese landowners in the Gezira.

Legally there was no expropriation. But economically, there was an expropriation at least in the case of landowners. The rate of rent and the price of land were fixed unilaterally at a very low level. Officially, the advantages due to irrigation had to be excluded.

The rate of rent was fixed at a maximum of 10 piastres or 2 English shillings per feddan. « People thought this compensation was equitable ».

Sheira thinks that « the rent corresponded to the average productivity of the land before the implementation of the plan » (14).

In fact the problem is not whether the rent was an equitable one or not. The problem is what class was ultimately going to benefit from the construction of the irrigation network. By fixing a rate of rent excluding the effects of this construction from the price of land, large-scale capital prevented the emergence of a class of landowners. According to Gaitskell, estimates had shown that the price of land would have risen from 5-10 shillings a feddan to 20 Egyptian pounds, that is 40 to 80 times as much ; it is probable that if the rent had been fixed on this basis, a class of landowners might have been constituted.

Today, thanks to the purchases made by the State, particularly after the 1931-34 depression, the State is the legal owner of 50 % of the Gezira Managil Scheme. It pays a yearly rent of nearly 50.000 Sudanese pounds (15).

In 1960, the State paid a yearly rent in cash amounting to about 50.000 Sudanese pounds (16).

How is this rent distributed among the tenant landowners ?

Even among the landowning tenants, only the large ones are likely to receive a substantial rent. According to Sheira, « the total amount of rent collected by the majority of the landowners is relatively modest » (17).

Before the implementation of the scheme, a census of ownership rights gave British imperialism the opportunity to consolidate the ownership rights of the former great landowners, and in many cases, to give them titles to lands which were not private property, for instance community or habou lands. But this has not so far been systematically studied.

There is some evidence that, there were very large family properties in some villages (18).

Today, the landowning-tenant group is greatly reduced. It is known that the British authorities decided to favour the former landowners when the plots were being distributed.

Anyone who owned 200 feddans could claim two allotments of 40 feddans each for himself. Then those owning more than 50 feddans had a priority right to an allotment. A recent survey led to the following classification (19).

● Tenants with : more than two plots .....	10 %
● » » one plot .....	20 %
● » » half a plot .....	70 %

In other words, at least 70 % of the tenants of the scheme own less than 50 feddans each. Yet it is the small landowners above all who sold to the State 50 % of the land it holds in the scheme ; thus, it may be said that the 50,000 Sudanese pounds are to be divided among 30,000 tenants (30 % of the tenants), i.e. a yearly average of

1.6 pounds per tenant-landowner a year. This amount is clearly a modest one.

As a symbol of ownership, however, this rent may play an important ideological role. It tends in particular to inculcate a «consciousness of ownership (21)»; in addition a small group of landowners are paid enough rent to live on. When we speak of tenants, we have in mind mainly the 70,000 small tenants.

Infact we have already seen that only 30 % of the landowners had more than 50 feddans. It is, they who could ultimately constitute the embryo of a class of landowners, if the 1921 ordinance were to be abolished.

We may conclude that although the rent paid to the owners is not fixed according to the general rule of capitalism under which rent includes land improvements, such a possibility nevertheless exists, so long as the land is not nationalized. At any rate, the economic allocation of the irrigated land is already made by the State alone.

b.2) — *The State allocates the land for cotton cultivation*

From our study of the rent system in the Gezira, we have seen that there are not really two opposing social classes extracting rent : the capitalist and the landowner. It is the «tenant farmer» (fermier) (the State in this case) who actually receives the *real rent*; although it cannot abolish the *symbolic rent* paid to those who hold titles to property. Furthermore, the allocation of the irrigated land depends only on the State and on capitalist interests. Thus according to the 1921 ordinance referring to the notice given to landowners in 1920, the Government rents the land on a 40-years lease.

The government then hands these lands over for share-cropping, its owners being given priority when plots are distributed, lastly it is stipulated that the tenants must grow *cotton*. This means that the tenants (sharecroppers) who are paid a rent can neither decide to put an end to the lease, nor put their plots to any other use apart from that requested by the State. Moreover, they have to be satisfied with any plots given them and cannot demand to work on their own land. This is explained by William H. Hance in the following : « The government nationalized the use, but not the ownership of the land (21).

b. 3) — *The suspension of the formation of a class of landowners :*

The existence of a class of politically powerful landowners generally compels the capitalist class to allow them a large proportion of the social product through the equalization of the general rate of profit. In the absence of this class of landowners, capital which invests in agriculture can, on the one hand, keep the differential rent for itself and on the other hand, dispense with absolute rent. The essential effect of the States reducing the rent to a purely symbolic one and

allocating all the Gezira land (to cotton) was to postpone the formation of this class of non capitalist landowners.

The existence of such a class tends to make investments in agriculture unprofitable for capital.

To conclude, in so far as the tenants produce values and are deprived of all capitalist power of allocating the means of production (the State representing capital), the tenant is apparently the proletarian. But does not the tenant contribute a wage-earning labour force? Is he not therefore a petty capitalist rather than a wage-earner? To answer this question, we have to analyse the relations between the tenant and his *de jure* wage-earner, the seasonal worker.

### III. THE RELATIONS BETWEEN TENANT AND (*de jure*) WAGE-EARNER.

The analysis of the relations between the tenant and the State at production level has shown that they are very similar to the classical capitalist relations of production. There is however one important difference: the labour power market seems to be hidden by relations of sharing or partnership. But our argument is still incomplete, for if the tenants are in fact wage-earners, is there not a contradiction, since we know that they too employ wage-earners?

To complete this demonstration, we will now examine the relations between the tenants and « their » wage-earners.

Since there are in the Gezira, several categories of *de jure* wage-earners working directly under the orders of the tenants, we have to show on which the category we shall concentrate our attention.

According to the ILO investigators, a distinction must be made between three categories: family labour, local (village) labour, and outside or migrant labour.

On the basis of this distinction, we note that in the picking season, when the greatest amount of labour is used, there were in 1971-72, 551,545 workers distributed as follows:

family labour	:	164.147	or	30 %
local labour	:	64.416	or	12 %
migrant labour	:	321.982	or	58 %

Compared with 1959-60, these figures show a shift from local labour to family labour. According to the survey, this does not mean a real shift, because the 1959-60 figures related to the Gezira scheme proper while those of 1971-72 relate to the Gezira and its Managil extension. As a result of this extension, former local wage-earners had become tenants and the members of their family had become family labour.

The most significant quantity and rate of increase concern migrant workers, although proportion remained stable (57 % in 1959-60; 58 % in 1971-72).

The distinction made by the ILO experts does not permit a thorough analysis in terms of the relations of production. We feel the emphasis must rather be laid on two categories of workers : the *de jure* wage-earners and the family workers. Indeed these are basic relations and the analysis of their evolution enables us to understand the social structure. This study of the subordination of family relations to the logic of capitalist surplus value production is outside the scope of the present research.

Our main aim here is to analyse the relations between tenants and *de jure* wage-earners. In this case, the study of the tenant — seasonal wage earner relation must be our main concern because this relations is very dynamic .

1. The number of seasonal workers varies from a minimum of 61,000 workers in slack periods (sowing) to a maximum 321,982 in the picking season.

2. The seasonal worker — tenant ratio increased from 2.51 in 1959-60 to 3.46 in 1971-72.

These considerations explain why we are emphasizing the tenant — seasonal wage earner relations although the purpose of this section is to analyse the relations between the tenants and all the *de jure* wage-earners they control directly.

*Ratio of the various categories of workers per tenant (22)*

	1959-60	1971/72	Variation in %
	Rate		1971 %
1. Workers/tenants	4.34	5.93	159
2. Permanent wage-earners per tenant.	3.70	3.53	— 17
3. Family labour per tenant	1.15	1.76	+ 61
4. Migrant wage-earners per tenant	2.51	3.46	+ 95
5. Local wage-earners per tenant	.80	.70	— 10

To analyse these relations is to answer the question of the appropriation and allocation of the surplus value created by the *de jure* proletariat. Who appropriates this surplus value and to what end? That is the real question. If it is mainly done by the tenant, then he is a small capitalist. If not, i.e. if this surplus is appropriated by another agent, it must be concluded that the tenant is only a second-degree employer of the *de jure* wage earner.

Our method will consist in dealing with the scheme as a whole, as part of a wider social formation which is the State and the capitalist world.



The various points which follow will be developed in the following order :

- 1 — The tenant and the surplus value of the *de jure* proletarian.
- 2 — The allocation of the over all surplus value.

a — *The Tenant and the surplus value of the de jure proletarian*

According to the official thesis, the seasonal workers are employed by the tenants, which is legally correct since the service agreement is concluded between the seasonal worker and the tenant. But in no way can it be concluded that it is the tenant who appropriates and allocates the surplus value. In order to show that the tenant is not primarily the exploiter of the seasonal worker, we shall examine the level and the allocation of his income. The consumption level of the Gezira tenant is higher than the national average.

In money term, the income per tenant from commercial production increased from LS 111,8 (Sudanese pounds) in 1959-60 to LS 180 in 1972.

This evolution is due to the diversification of cash crops, particularly through the introduction of two widely consumed crops wheat and groundnuts, marketed by cooperatives and not by the Board (cf. table below).

*Tenants' incomes in 1959-60 and 1972 (1)*

Crops	Cost (i.e. source of money income) (in Sudanese pounds)			
	1959-60		1971-72	
Cotton	92	82 %	100	55.3 %
Dura	16.5	14.7	10	5.5 %
Lubia	3.3	3.3	—	—
Wheat	—	—	50	28 %
groundnuts (lubia)	—	—	20	11 %
Total £ S . . . . .	111.8		180	

(1) *Source* : ILO Report to the Government, p. 140.

The table shows also that in ten years, the monthly income accruing from cotton increased from \$92 to 100. This result was obtained after the intense economic struggles which began in 1946.

1946 was indeed a very important year in the Gezira, since it was in that year that the proletariat became aware at least partially, of its status. A sowing strike not only led to the capitulation of

the Board, but resulted, a few years later, in the creation of a powerful Trade Union. This is what Caitskell, an apologist of capital, wrote about the strike, « within a week, and on the eve of sowing, 90 % of the tenants had sworn an oath not to plant the cotton crop until they had had all the money out. It was the Gezira's first strike. Few of the organizers were people of any previous known importance » (23).

Subsequently the tenants gradually organized themselves. The Tenant's Union was founded in 1953 to replace the Tenants' Association which had been powerless. From 1953 to 1955, Sheikh el Amin Mohamed el Amin, as president of the Union, gave it a revolutionary orientation. The capitalists formed a coalition against him to defeat one of this essential proposals : the admission of non tenant workers. His stand was a fair one, based on the observation that most of the tenants were in fact, wage-earners.

The ability of the tenants to resist state pressure on their income enabled them to obtain an increase in their share of the « gross production income » as shows by the following table :

*Changes in the share of the « tenants » in the cotton values since 1925.*

	before 1950	1950	1960	1966
Tenant	40	40	42	48
Government	35	40	42	36
S.P.S. ± .....	25	20		
G.S.B. + .....	—	—	10	10
Tenants' reserve funds ...	—	—	2	2
Local Government .....	—	—	2	2
Social development fund ..	—	—	2	2

Source : MM. YASSIN, C.S. 2544-16, p. 16-17.

± Sudan, Plantation Syndicate.

+ Gezira Scheme Board.

To sum up, the Gezira tenants were able to increase their average money income from 111.8 to 180 Sudanese pounds in ten years, thanks to their trade union organisation and to crop diversification. Since a Sudanese pound is equal to \$ US 2.78, their income is by no means negligible, even if the increase in prices is taken into account (24).

Some authors think that the increase in the share of cotton income accruing to the producers has reached its limit. As Yassin puts it, more emphasis must henceforth be laid on the volume than on the proportion.

« Thus, the crucial question becomes how productivity could possibly be increased, since by so doing, simply, returns to all participants will increase » (25). He urges his countrymen engaged in

planning to devise means of achieving this. He thinks this is all the more imperative because the sharing rule itself cannot be challenged, as it has become a « real symbol » of the rural development of the Sudan.

It is true that, although the formula adopted in the Gezira leads to the exploitation of the seasonal worker with hardly any counterpart, it makes it more difficult to despoil the producer utterly than in the case of the classical colonial trade system (*économie de traite*) practised in West Africa.

We can understand why the formula adopted in the Gezira is demanded elsewhere.

Some authors, considering only the relative aspect (in relation to other regions and seasonal workers), neglect to study a fundamental aspect, that of the level of reproduction of the tenant and his family as a productive force.

Others confine themselves to comparing the present with the past, claiming that there has been a change in the level of consumption.

But the new working conditions must be taken into account. Before the Gezira Scheme, the production work was spread over only three months. Today, the producer-tenant must work eleven months out of twelve. He has other needs which the MPC creates but cannot meet.

In about the fifties « Gezira villages were dirty and hygiene primitive. Dysentery, malaria and bilharzia were endemic » (26).

This situation had hardly changed in 1964 : « the community's state of health is inadequate. Added to this is an unbalanced diet with not enough proteins and fats and generally deficient in greens, particularly during the dry season : the result is a lack of vitamins, a lower physical performance and less resistance to disease » (27).

Ali Suliman shows by this survey that generally « tenants do not want to retire at all because the bulk of them do not have an alternative source of income and there is no social assurance to enable the tenant to have something in his old age » (28).

It may therefore be concluded that although the consumption level of the tenant is relatively high, it is not so in absolute terms. But is this not perhaps due to the fact that part of the income is transferred to accumulation, thus making the tenant a small capitalist ?

Some small farmers do accumulate capital, even outside agriculture. In that case they cannot be considered as future proletarians even if their consumption level is stagnant. But a recent survey has shown that such a movement does not exist in the Gezira.

« In the sample, only about 2 % were partners in agricultural machinery (tractors and harvesters) and no one had any agricultural machinery wholly owned by himself ».

In conclusion, it is wrong to consider the tenant producer of the Gezira as a small capitalist who apparently shares the surplus value with the State and other capitalists. It is not to him that the surplus value of the *de jure* wage earner actually accrues, since he scarcely manages to reproduce his own labour and does not accumulate (29).

In other words, it is not the tenant who is mainly responsible for the exploitation of the seasonal worker. Who then exploits the seasonal worker ?

b — *The allocation of the overall cotton surplus value*

1. *The Measurement Problem.*

We know that it is impossible to measure concretely the surplus value produced by a particular worker, for several reasons :

In a concrete analysis, it is not really the *economic profit* which is looked for, but only the *accounting profit*. In fact, the volume of profit declared often depends on the accounting conventions and the tax law.

Nevertheless, it is known that the surplus value is a difference between the value of a good (which we assimilate here to its price) and the capital advanced.

The surplus value never appears as such, but only in the form of profit on account of the equalization of the profit rates and the formation of the production price. This circumstance is worsened in a country of periphery capitalism by the operation of the law of unequal exchange. Through the operation of this law, the cotton produced in the Sudan becomes a cheap product in the manufacture of English, Indian, German textiles etc.

The worker is a collective worker, not only at the level of the production unit but also on the social scale as a whole. All the workers of the Gezira including those in the research services, contribute to the overall surplus value created. Therefore, it is theoretically and practically impossible for us to distinguish the share of the profit created by the *de jure* wage earners of the Gezira Scheme.

But we know that at accounting level, the profit is difference between costs and receipts. Now, the wages earned by the seasonal workers are necessarily a cost when the Gezira scheme is seen operating as a unit of production. If the receipts are considered as given, the smaller the costs the greater the difference will be. This assumption is not unfounded. The cotton price on the world market may be considered as given. In this case, costs minimization plays an important role

The official thesis takes as the unit of production the holding and not the scheme. From this point of view, wages are a cost for the tenant only, since they are debited to the tenant's account (gene-

rally in the form of advance granted by the Gezira Board). On the contrary, other costs; fertilizers, the amount spent on disease control to which are added all the expenses made on transport from the picking area to the ginning factories, insurances, rail transport to Port-Sudan, are borne by all the « partners » and charged to a joint or common charges account. The difference between the overall cotton price at Port-Sudan and these costs constitute the « net income » to be shared among the various partners. Each of them would meet some specific expenses. For instance, the State pays the rent (symbolic in fact) to land « owners »; thus the tenant is supposed to pay his wage-earners out of his gross income.

This accounting presentation is mystifying, because, so as far as the state is concerned, the tenant's gross income is a much a cost as the fertilizer, but with this fundamental difference that this cost makes possible the « self-valorization » of the whole. This cost also includes the wages to be paid to seasonal workers.

It is in the interest of the State to minimize costs. As the share of the tenants (in fact costs) is rigidly fixed (a certain percentage of the « net income » defined above), it is in its interest to see to it that the part of those costs which is not rigidly fixed (wages of the seasonal workers) is as low as possible, so that the tenants, who are better organized, do not ask for an increase of their quota. This is one of the reasons explaining the starvation wages paid to seasonal workers as underlined by many witnesses.

The following may be read in the ILO report :

« The average total earnings during the whole picking season would be about £ S. 25 of which about two-third is paid in cash. This is a paltry amount and the conditions of work are very arduous ».

Therefore, according to the ILO investigators, the wages paid to the seasonal workers do not enable them to reproduce properly their labour power.

These workers are completely disorganized and cannot really defend their interests. They are still more susceptible to paternalism.

Those who have relatives or friends in the Gezira settle with them; they help in the farm work and are satisfied to be given food and shelter and to be allowed to graze their cattle, as well as small presents in the form of seeds, cloth and perhaps pocket money. They rather consider themselves as units giving help to relatives and benefit from the advantages a visitor expects from his hosts » (31).

The lack of trade union and the susceptibility to paternalism explain why the increase in real wages is nil or even negative.

« The wages for cotton picking labour have increased by only about 3 per cent a year on an average over the last twenty years. This does not cover the rise in prices and thus real wages have on the whole declined » (32).

## 2. The problem of allocation or transfer

Two periods must be distinguished so as to see whether significant differences must be introduced, the colonial and post colonial periods.

Before independence, there was open «extraversion», that is, observable even from the legal point of view. In fact until 1950, the fiction of an association among three partners rested on «obvious» bases. There was the Sudanese government (in fact, an English administration), the Sudan Plantations Syndicate and the tenants. The profits were to be shared between the government, the lenders (English banks) and the Syndicate.

It is obvious that the Syndicate and the lenders never invested their profit in the Sudan. It was an institutionalized leakage. We see that this direct leakage consisting in a unilateral transfer of values, involved an average amount of about 60 % of the profit in the last four years.

In order to judge the extent of such a transfer, it must be recalled that the Gezira was the only sector of capitalist production in the Sudan.

### PROFITS AND THE RATES OF SURPLUS VALUE-FROM 1946 TO 1950

	PROFITS IN EGYPTIAN POUNDS (£e)				Cotton incomes of all the non specialized producers	Overall Rate of the surplus value or 4/5 (%)
	Profits of the State	Profits of the Sudan Plantation Syndicate	Interest on loans	Total		
	1	2	3	4	5	6
1947 .....	1,840,667	1,163,796	720,000	3,724,463	1,964,013	190 %
1948 .....	3,787,772	2,111,293	720,000	6,616,065	9,213,545	157 %
1949 .....	4,557,216	2,459,963	720,000	7,737,179	4,576,516	169 %
1950 .....	5,320,916	2,778,266	720,000	8,819,182	5,820,630	151 %
Total .....	15,503,571	8,513,318	2,880,000	26,896,889	16,594,704	
Average .....	3,875,892	2,128,329	720,000	6,724,222	4,148,676	162 %

SOURCE: *Gaitskell, Gezira Scheme History, specially chapters 7 and 20.*

To this transfer must be added that which resulted from the mechanism of unequal exchange. During the last world war the leakage resulting from this was huge, in spite of the difficulty of evaluation. This leakage was accentuated by the general measures taken by England concerning the Empire. It is known that cotton prices on the London market were frozen at a level which in no way reflected the relation between supply and demand: this is revealed by the «paradox» the low prices of the Sudanese cotton during the second world war. The price of a pound of Sudanese cotton never reached 11 pence, whereas it rose to 19 pence in 1947 and to 38.5 pence in 1948 (33).

Since inflation was rife at the same time on imported commodities in the Sudan, the extent of this unilateral transfert can be imagined.

As regards the « government », the essential part of its income came from the Gezira through its share in the « net income » and from various taxes. In fact, the « government » surplus was no longer allocated to capital accumulation. It was paid into a « reserve fund » — in London, of course. Hence England could make use of it. The cumulative surplus reached £ 16,273,315 in 1950 (34).

It is necessary to draw a first conclusion here. If all the Gezira's producers were wage-earners before independence, it was basically in relation to large British capital. Most of the expenditure made on the spot, i.e. : 19.661.876 during the same period (1925- 1950) was devoted to the maintenance of the State machinery created.

Another conclusion is also necessary : before 1950, the Sudanese government « was in fact at the service of the Sudan Plantation Syndicate ». A careful reading of Gaitskell's apologetic book reveals that every time there were contradictions between that administration and the S.P.S., the British government decided in favour of the later.

Gaitskell attributes to skilfulness what was a matter of class power.

*What has been happening since nationalization and independence ?*

We cannot go into the details. We are not concerned here with the necessity for the State to compensate the S.P.S. We are mostly concerned with whether there was a change in the way the surplus value was transferred. This judgement must necessarily cover the whole situation. The government cannot be required to reinvest the surplus from the Gezira on the spot. But one may ask whether the bulk of the surplus is, or is not, re-used for the purpose of capital accumulation. It is obviously misleading at this level to make an artificial distinction between the Gezira Board and the government. It is the Sudanese state which decides and its decisions depend on its nature and, at the same time, determine that nature.

Nevertheless, in so far as the available documents permit, we can try to compare for instance the budget revenue from the Gezira with the State's investments in material production. But before doing that, let us first see whether there has been any change in the transfer of profits abroad.

The study of the official documents shows that the external orientation (« extraversion ») is planned.

The 1965/66 - 1970/71 five year plan was financed as follows . 48 % by internal and 52 % by external resources. Under these conditions, unilateral transfer of profits continued. The current plan provides that 52 % will be financed by internal resources and 48 % by external resources.

But can we say that the State has really taken the place of English capital through nationalisation ; in other word, is it making investments likely to revolutionize the technological structure of production ?

During the 1965/66-1969/70 five year plan, the government invested no more than £ s 8.8 million in industry, although it received *directly* from the Gezira, as shown by the table below, over £ 34 million.

For the current plan (1970-75) this is how the government intends to apportion the £ s 26.4 million :

« Construction of three taneries, two ready-made clothes factories and a shoe factory; a jute factory, a spinning and weaving factory, two glucose and starch factories, a canning factory » (35).

This is import substitution, which has proved its incapacity to manage developed capitalism in every region of the globe. Indeed, the government's report recognizes this itself.

« In many of cases, the investments made have no impact on the national economy » (36).

In fact, the continuation of the report shows that apparently, the impact is rather negative, wastage rather than accumulation, consumption expenditure for the ruling classes.

In conclusion, the allocation of the surplus value which was formerly made mainly by foreign capital in the legal sense of the word, does not lead today either to an internal orientation « intra-version », or even to the constitution of a dependent industry of the Egyptian type for instance.

STATE INCOME FROM THE GEZIRA

	in £ s
1.7.65 to 30.6.66	7,473,322
1.7.66 to 30.6.67	1,500,000
1.7.67 to 30.6.68	3,400,000
1.7.68 to 30.6.69	7,000,000
1.7.69 to 30.6.70	5,838,178
1.7.69 to 30.6.70	14,376,855*
<b>TOTAL</b> .....	<b>34,333,355</b>

\* Arrears

Source : Annual budgets

Obviously we cannot deduce from these few considerations that there has been no change in the allocation of surplus value since nationalization and independence. What has changed is that jurisdiction over the allocation of the surplus value has been transferred. But this legal transfer can only be accompanied by an economic transfer through bitter political struggles whose stake is national independence and socialism, this can only be accomplished through class struggles in which the *de facto* and *de jure* wage of the Sudan will have to play a predominant role.



#### IV. CRITICISM OF THE CONVENTIONAL APPROACH

Most of the surveys and studies on the Gezira deal with « employment » rather than with the relations of production. Assuming that these relations are settled for the best by the Tenancy and Syndicate Agreements, these studies focus their attention on the employment phenomenon. In theory, the promoters of the Scheme did not anticipate wage labour in the Gezira. But in actual fact, there had to be wage labour, since it was impossible for the tenants to cope with the work of the picking season with family labour alone. In other words, the « development » of the Gezira, presupposed from the start the proletarianization of those without jobs in other regions. Instead of placing the problem in its context, that of shaping the Sudan as a periphery, people were satisfied with observing the legal relations « in the field ».

Instead of wondering why the seasonal workers accept low wages, they prefer to expatiate on the tenants' laziness.

Caitskell reports that the Ministry of Finance of the Sudanese Government wrote the following in 1924 : « The essence of the matter is that the Gezira Irrigation Scheme is an absolutely dominating factor in the whole Sudan position, and until that Scheme has been working on a large scale for several years, it is impossible to say whether the Sudan is rich or poor » (37).

It was therefore clear that the Gezira was the only scheme of any importance which the British capital was going to develop in the Sudan. And indeed there was practically nothing else until independence. Under these circumstances, it is not surprising that the migrations from other regions to the Gezira began as soon as the Scheme came into operation.

The following table shows the flow of migration towards the Gezira. It shows that these movements are accelerating continuously (not less than 200,000 people a year since 1968-69) and that increasingly remote regions are affected; while the inflow of seasonal labour from the province of the Blue Nile is falling, this fall is more than offset by that from other provinces. The two regions most affected are the Khordoffan and the Darfour, regions served by the railway and in which some cash crops (though less lucrative than the Gezira cotton) are cultivated.

(see table on the following page)

How can this phenomenon be explained? It should first be noticed that this migration is not equally large every year, so that : « When the harvest in the labour supplying areas, mainly Darfur and Kordofan provinces, is good, people do not want to leave their homes to pick cotton » (39).

This assessment must be qualified or at least made more explicit. The ILO is concerned here with « fluctuations ». But, the whole must

first be explained. More than half the 500,000 workers are from outside. This figure may vary from year to year. But why do more than 200,000 people flock towards the Gezira every year in search of work? That is the fundamental question.

**FLOW OF MIGRATIONS TO THE GEZIRA**  
(Picking labour by source of supply)

Source of Supply	1965/66	1966/67	1967/68	1968/69	1969/70	1970/71	1971/72
Blue Nile .....	159,875	96,010	122,703	161,481	118,964	117,893	
Kordofan & Darfur	21,089	64,921	67,475	79,053	97,358	95,572	
Kassala .....	—	5,297	2,719	7,255	8,851	7,551	321,982
Southern provinces.	—	450	575	790	516	524	
« Others » .....	39,651	9,409	5,518	10,087	90,180	86,599	
<b>TOTAL .....</b>	<b>220,515</b>	<b>17,612</b>	<b>198,990</b>	<b>258,666</b>	<b>315,869</b>	<b>308,132</b>	<b>321,982</b>

Source: I.L.O., report to the Government, p. 140.

The Sudan is classified as among the «poorest» countries in Africa, alongside Chad, Niger and others.

With a per capita national income of 40 Sudanese pounds (120 dollars) in 1970-71, « a large share of the national product still comes from the primary sectors, using archaic methods and without the help of modern technology or capital goods; 70 % of the work force is engaged in agricultural activities and 60 % of exports are made up of one single crop, cotton » (40).

Gezira, however, is one of the three regions in the country to have been « positively » integrated into the world capitalist economy. There are nine economic regions in the Sudan, of which only three produce goods for the capitalist market in any significant volume.

The three regions in question are Kassala on the coast, the Blue Nile region, where Gezira is situated, and the Khartoum region. « These three regions together account for practically all exports » (41).

The reason is simple. The colonial economic power was not interested in developing the country, but only in capital profits; hence the concentration of investments over a very limited area. The post-independence government has not introduced any fundamental changes in this respect.

Since 1920, as the ILO experts fittingly remark, all government investments in irrigation, transport and research... have been concentrated in the three regions, a fact that clearly indicates the role attributed to the other regions (42), namely that of suppliers of cheap labour, since the demand for such labour is practically nil in relation to supply. In 1970, there were hardly more than 130,000 (de jure)

wage-earners in all industrial, commercial and public *establishments outside* agriculture, of which more than 75,000 in the three « privileged » regions (45).

Considering the whole of northern Sudan, where the majority of these wage-earners reside, it is to be noted that the number of wage-earners engaged in industry and commerce represents less than 4 % of the population (43).

Thus, the very low level of capital development in the Sudan, combined with the destructive effects of a regressive type of accumulation, explains the acceptance of low wages by some of the producers, a fact which those who are holding as the unit of production refuse to recognize.

Some economists prefer to resort to subjective theories in order to support the idea that there is a basic contradiction between tenants and seasonal workers. Instead of investigating the reasons for the low wages paid to seasonal workers, they wonder why the tenant hires non-family members as workers, whereas the technocrats had considered that family members would be sufficient to cultivate the plots of land. This is the type of question asked by, for instance, McLoughlin (44), for whom the tenants of Gezira, like other Sudanese, shy off from manual labour. In fact, the impression conveyed is that very often the Gezira tenant hires wage labour for work which, « logically », he should himself be doing.

This approach tends, in the final analysis, to put the responsibility for the poverty of seasonal workers squarely on the shoulders of the tenants.

According to McLoughlin, the reason why the tenants tend to employ paid workers is that in pre-capitalist Sudanese society, certain jobs were done by slaves. Manual work was considered below the dignity of non-slaves, and the implementation of the Gezira scheme has not done away with the old value systems. This is supposed to be why a Sudanese, whenever possible, will refuse to do manual work (45). The author has undertaken a great deal of documentary research in an effort to support this theory. Similarly, another author (46) also supports the theory of a slave society in pre-capitalist Gezira.

If the Sudanese society had been as slave-centred as McLoughlin claims, it is surprising that the scheme's historian, Gaitskell, makes no mention of it. Other authors tend to stress the fact that Gezira was a very active trading area, including slave trade, but that it was not a society organised on a slave-based mode of production.

However, McLoughlin goes on to demolish his own argument by stressing that slavery was mainly of a domestic kind. In other words, the slaves did not work in the fields. One would have thought that if any prejudices against work formerly carried out by slaves were

to survive, it would be against domestic work. If slaves were only doing domestic work, there can be no reason why suddenly the « master and slave mentality should permeate through the entire social structure.

According to Brausch and Gaitskell, the « contempt » for agricultural work in Gezira is a recent phenomenon. They blame it on the rigidity of the profit-sharing system. The system in force in the early 1950's was 40 % to the tenant, 40 % to the government and 20 % to the S.P.S. The 1950-51 cotton harvest was exceptionally good and prices were high, so that British capital was obligated to pay very high wages to the tenants. This sudden wealth gave rise to a « landlord » mentality among the tenants, and high incomes paid at a certain time would seem to be the real reason for the sharecroppers' attitude towards manual work.

Brausch's thesis is more enlightening than McLoughlin's, but falls short of the true explanation. To accept Brausch's thesis, one would have to assume that, in all circumstances, an increase in wages causes a drop in the quantity of work performed, whereas this assumption is only confirmed when there exists such a large reserve army that the poorest are brought to accept work at extremely low wages.

That is, in fact, what happens in the Gezira region. Everywhere, and not only in the Sudan, massive unemployment of the type occurring in the peripheral capitalist societies, tends to transform regular wage and income earners into privileged members of society, to such a point that Singer\* has suggested making employment/unemployment the decisive criterion of dualism.

Many authors have erred by starting off on the basis of these « privileges », without first having established a hierarchy in the levels of contradictions.

We had set ourselves the task of showing that through the complexity of the economic relations prevailing in the Gezira project, it was possible to throw light on the fundamental relations of production, which are capitalist.

We hope to have demonstrated on the basis of this concrete example, that the distinction between a *de jure* and a *de facto* wage-earner is not purely speculative, for it has enabled us to show that the Gezira tenant is not a « small capitalist », but a true wage-earner with all the consequences that this enables from the point of view of a strategy in the struggle towards socialism.

Our conclusion is not denial of the existing contradictions between the tenant and the *de jure* wage-earner. We simply believe that

---

\* Singer : *Emploi, revenu et égalité. Stratégies pour accroître l'emploi productif au Kenya* — Genève, BIT, 1975.

in a global context, the antagonistic interests are between the government and big capital on the one hand, and the producers of surplus value on the other.

In the final analysis, both categories of producers are government employees, one category *de facto* and the other *de jure*. As a result, their income is nothing else but variable capital, if we consider the project in its entirety. If the tenant is the «boss» of the wage-earner, he is secondary and not a primary one. The main exploiter of the wage-earner is the state itself.

The most important implication of this conclusion is that from the standpoint of economic struggles at least, the non-tenant workers should consider themselves primarily as wage-earners employed by the true owner of their surplus value, in practice the State. It is the state and imperialism which bear the responsibility for the poverty of the seasonal workers and not the tenants, as the official theory would have it.

## FOOTNOTES

1. 1 feddan = 1.04 acres = 0.42 hectare.
2. These figures are reproduced from the ILO report to the Government of the Republic of the Sudan on the development and implementation of a national employment policy, Geneva, 1973.
3. W.A. HANCE — « African Economic Development. Frederick A. Praeger Publishers — N.Y. London 1957.
4. A. SHEIRA — « Aspects fiscaux et financiers et la Réforme Agraire de la République du Sudan 1920-1961, bulletin de l'économie agricole en Afrique N° 2. Janvier 1963.
5. A. BRIXHE — « La culture irriguée du cotonnier dans le Gezira soudanais », bull. agricole du Congo Belge vol. N° 3. June 1954.
6. M.H. YASSIN and Ibrahim H. Abdel Galil — « The impact of incorporation in the world market and consequent effects of change in the Gezira region traditional society in the Sudan, IDEP, Nov. 1973 p. 11.
7. A. BRIXHE — « La culture irriguée du cotonnier dans le Gezira soudanais » in bull. agricole du Congo Belge, vol. 65 N° 3. Juin 1954.
8. This is how Gaitskell describes in the Gezira Scheme, p. 122, the discipline to which a tenant was subjected, by quoting an example :  
« Mohamed Ahmed ABDULLA, of Abu SENEINA village who had previously been the independent owner of an irregular plot of land somewhere on the Gezira plain, became instead tenant N° 1 on the Talha minor canal. His agricultural life was now less a matter of his own whim and judgement, for he and his companions in tenancies 2, 3 and 4 had to be present on an appointed day to take waters on their cotton. They had to complete this watering, in four days so that the water could pass on down to tenants 5 to 9 in their turn. Moreover, all the tenants in field N° 1 had to finish their cotton watering in eight days so that their field outlet-pipe in the Talha minor canal could be closed in time for field number 4 to be opened in alternating fashion on, its correct watering day... What was necessary for cotton was necessary too for dura and lubia.
9. M. YASSIN, IDEP, op. cit. Page 6.
10. D. SHAW — « Les problèmes de la main d'œuvre de la région de Gezira ». BEAA, N° 5, avril 1964, p. 16.
11. KAMEL HUSSEIN AHMED — Management improvement in the Gezira Scheme. Institute of Public Administration. Republic of Sudan, occasional paper N° 6, 1965, p. 19.
12. Idem.
13. S.D. SHAW and SULIMAN Ali A. « Les problèmes de la main-d'œuvre dans la région de Gézira, B.E.A.A., avril 1964.
14. A.Z. SHEIRA. — « Aspects fiscaux et financiers de la Réforme Agraire de la République du Soudan de 1920 à 1961 ». bull. de l'éco. agr. en Afrique, N° 2, janvier 1963.
15. 1 Sudanese pound = 2.78 U.S.A. dollars.
16. Sheira : op. cit.
17. Sheira : op. cit.
18. Yassin writes « By 1927, about 60 % of the land that was later incorporated in the scheme was owned by about one hundred families, a large proportion of whom were traders ». op. cit. I. p. 3.  
Gaitskell tells us that in the village of TALHA which he considers as a typical village, there was in 1926, a property of 780 feddans belonging to the family of Sheik Ahmed et Tereifi. The village as a whole had a total of 3,000 feddans — Gaitskell, the Gezira chapter 8.
19. YASSIN and ABDEL GALIL — op. cit. p. 9.
20. Point taken up later.
21. W.A. HANCE « African economic development », p. 42.
22. Calculations based on Report to the Gezira, Table IV, p. 142.
23. Gaitskell, op. cit. p. 227.
24. ILO, report p. 140.
25. Yassin Maud Abdel Galil, I.H., op. cit.
26. Gaitskell, op. cit. p. 218.
27. Shaw — « Problèmes de la main-d'œuvre », op. cit.
28. Ali Ahmed Suliman : « Production Relationships and capital formation in the Gezira Scheme », IDEP C.S., 2544-11, Nov. 1973. p. 10.
29. Ali Ahmed Suliman : « Production Relationships and capital formation in the Gezira Scheme », IDEP C.S. 2544-11, Nov., 1973. p. 10.

50 *Africa Development*

30. ILO report to the Government, p. 145.
31. Brausch — « Problèmes du travail au Gésira », *Civilisations* XIII, 1965, No 3.
32. ILO report to the government, p. 145.
33. Gaitskell, *op. cit.*, p. 273.
34. Gaitskell, *op. cit.*, p. 268.
35. Ministry of planning, Khartoum 1970 five year plan 1970-71 - 1974-75, p. 69.
36. *Idem*, p. 66.
37. Quotation from Gaitskell, *op. cit.* p. 106.
38. Gaitskell, p. 106.
39. ILT Report to the Government, p. 22-24.
40. The Republic of the Sudan. Economic Planning Secretariat, Ministry of Finance and Economics : « The Ten-Year Plan of Economic and Social Development 1961-62 — 1970-71 ».
41. ILO Report... *op. cit.*, p. 150.
42. For a comprehensive analysis of migrations in the peripheral capitalist societies, see Samir Amin « contemporary migrations in West Africa » Oxford University Press 1974 or IDEP Document dated September 1972.
43. ILO Report... *op. cit.*, p. 159.
44. Peter F.M. McLoughlin « Economic Development and the Heritage of Slavery in the Sudan Republic, Africa » (*Journal of the International African Institute*, Vol. XXXI No 4, October 1962).
45. McLoughlin seems to forget that in the capitalist system, all work is a constraint and particularly manual work.
46. H.B. Barklay « Notes on a Villages in the Gezira Area of the Republic of Sudan », *Muslim World* XV No 1, January 1965.

## RÉSUMÉ

*Le projet du Gesira-Managil au Soudan couvre 800.000 hectares environ. Il emploie près de 100.000 métayers en permanence, 550.000 travailleurs saisonniers, 1.578 inspecteurs locaux et 7.546 employés de l'office de Gesira. Il est ainsi le projet agricole le plus important du Soudan et de l'Afrique.*

*D'après le statut juridique du projet remontant à la période coloniale britannique, il y a 3 « partenaires » égaux dans le projet jouissant des mêmes droits : les métayers qui produisent le coton ; l'Etat qui est propriétaire du système d'irrigation et fermier ; le Soudan plantation syndicale (Office de Gesira) qui est un organe chargé par l'Etat de la gestion de sa ferme.*

*Dans cet article, l'auteur discute la position des métayers qui, légalement, sont, avec le Gouvernement et l'Office de Gesira, des « partenaires » égaux dans le projet. Mais, comme on le sait, les relations juridiques ne sont pas conformes aux rapports fondamentaux de production. En effet, en termes juridiques, les métayers sont des « partenaires » dans le projet et la relation existant entre eux, le Gouvernement et l'Office de Gesira, est celle du partage de profit, d'après une proportion déterminée à l'avance et qui a changé plusieurs fois depuis l'entrée en fonction du projet. Mais en fait, en termes de rapports fondamentaux de production, leur position est celle de salariés de l'Etat, au même titre que les travailleurs saisonniers. Ceci est démontré par l'analyse des rapports de production entre les métayers et le Gouvernement d'une part, et les métayers et l'Office de Gesira d'autre part.*

*L'auteur analyse également la relation entre les « partenaires » et une catégorie de travailleurs salariés, les travailleurs saisonniers. Il trouve que c'est ce rapport qui est finalement déterminant pour la compréhension des rapports entre « partenaires » au sein du projet. En effet, juridiquement, les travailleurs saisonniers sont des salariés de métayers. Ceux-ci sont donc de petits patrons. Quoique ce rapport juridique joue un rôle évident dans la formation de la conscience de classe, il n'en demeure pas moins vrai que métayers et travailleurs saisonniers sont collectivement des salariés de l'Etat, l'un de fait, l'autre de droit, avec tout ce que cela implique du point de vue de la lutte de classe. Le métayer n'est donc pas un petit capitaliste comme on voudrait bien le faire croire, mais bien un salarié*

*En tant que salariés de l'Etat, métayers et travailleurs saisonniers sont l'objet d'exploitation par l'Etat. C'est l'Etat soudanais et l'impérialisme qui, en dernier ressort, sont responsables de la pauvreté de salariés du projet du Gesira-Managil.*



# Migrating into unemployment and poverty : some consequences of the Urban Revolution in Nigeria

---

**Oshomba Imoagene\***

One of the most pressing problems in Nigeria, no less than in Africa today is the dramatically increasing rate of urban growth. Before the second world war Nigeria experienced a normal population growth which averaged some 1.8 percent per annum. This era was also characterised by its own pattern of population movements. Except for the « old » towns in Western Nigeria, there were few others to move to and most people moved from one rural area to another. The census of 1952 showed that Ibadan with a population of 459,196 was not only the biggest city in Nigeria but also the biggest native city in Tropical Africa. The second largest town was Lagos with a population of 267,407 persons followed by Kano with 131,316.

## 1. — ONE DECADE OF URBAN EXPLOSION (1952-63)

Of all Nigerian cities, however, Lagos showed the earliest sign of explosion. Between 1952 and 1963, it increased from 267,407 to 834,625 giving an annual growth rate of 9.4 percent between the censuses<sup>2</sup>. Within the same decade, it spread beyond its city boundaries to form a metropolitan complex which reached beyond the million mark. It thus headed what has since assumed the character of an urban revolution spreading to other parts of the country.

At the same time as Lagos was growing, other towns and cities were springing up fast all in response to the new industrialism and urbanism originating from and oriented towards the metropolitan centres of Europe and America.

For example, in Northern Nigeria Kaduna rose from 42,647 in 1952 at an annual rate of 10.6 percent to 129,133 in 1963. Within the same period i.e. between 1952 and 1963, Kano grew at an annual rate of 7.6 percent to reach 295,422 and Zaria at 5.5 percent per

---

(\*) Senior lecturer, Department of Sociology, University of Ibadan, Nigeria.

annum to 166,170. In other words the population of Kano - Kaduna - Zaria, complex including an outlying extension in Jos, grew to 685,186 persons at a combined annual rate of 7.6 percent.

In eastern Nigeria, Port Harcourt grew at an annual rate of 10.5 percent from 1952 to reach 179,563 in 1963. During the same period, Aba grew at the rate of 7.6 percent annually to 131,003, Enugu at 7.4 percent per annum to 138,457 and Onitsha at 7.0 percent annually to 163,032. In other words the closely knit network of towns stretching from Port Harcourt to Onitsha registered a combined annual growth rate of 8.2 percent between 1952 and 1963.

Apart from these new towns and cities which can be said to have grown at a phenomenal rate, others mainly old or traditional towns which registered modest annual increases between 1952 and 1963 include Ibadan (3 percent) Maiduguri (4.8 percent) Ilorin (4 percent) Katsina (5 percent) Sokoto (5.9 percent) Benin (5.8 percent) and Calabar (4.5 percent). During the fifteen year period between 1952 and 1967 the town and cities in the close-settled zones of the North, South-East and West including Lagos received, according to Green, « an estimated influx which easily surpassed in volume the total migrant population of the entire country as reflected in the 1952-53 census..... All told, between 1952 and 1967, townward migration accounted for between 6 and 8 percent of the country's rural population recorded in the 1952-53 census, and the proportion of Nigerians living in settlements of at least five thousand inhabitants rose from 19 percent to a conservatively estimated 25 percent (3). The theoretical explanation and stages involved in this urban revolution has been fully discussed elsewhere by the present author (4). In this paper we intend to discuss two of the basic causes of urban unemployment; the aim being to understand the nature of the problem in order thereby to suggest approximate solutions.

## II. — RURAL DISORGANISATION AS MAIN CAUSE

Demographic urbanisation of the sort which we have briefly outlined using the Nigerian experience has an important implication for socio-economic development.

First it brings about a systematic depopulation of the rural areas. In the rural hinterland of Lagos for example, the huge exodus of the most productive age-groups to the metropolitan area is having a depressing effect upon the rural districts of the state which are now generally characterised by derelict oil mills, empty houses and general deterioration. The general depression and poverty in the rural areas of Western Nigeria which among other things, led to the peasant revolt of 1968 has been discussed elsewhere (5). This exodus, first of labour migrants and later of psycho-social migrants which resulted in the first instance from the clash of civilisations causes further disor-

ganisation and poverty which in turn constitutes push factors from rural to urban areas. The literature on rural-urban migration has in general not sufficiently stressed the push factors in the process. Rather it has tended to emphasise the pull elements. We agree with Amin's observation that conventional economic theory of migration is purely tautological with nothing much to offer. A good example of such an economic explanation is that given by Todaro which attempts to explain migratory phenomena by assuming that the motivation to migrate is the function of two variables viz the gap in real income between town and country as well as the probability of being employed in the city (6). According to Amin, « The model in effect would only have explanatory value if (1) the cause of migration which he (Todaro) considers and attempts to quantify (i.e. the attraction of high urban income, taking into account the probability of getting a stable job) were really the basic cause and (2) if the ascertained differences of income were independent of the migration itself » (7). If Todaro's model were correct, migrants would be drawn indifferently from all « poor » rural areas alike. They should also be recruited from all the individuals who constitute their population. As we already pointed out in a publication nearly a decade old, however, the reasons people leave the rural community are not always economic (8). Migration could be labour or else psycho-socially motivated. The former explains rates only while the latter explains rate and incidence. In either case a situation of culture contact and learning is assumed and this explains why migrants are not drawn indifferently from all « poor » rural areas or from all individuals in the population. A recent contribution to the literature of rural-urban migration which shares our concern with the push elements in the process is that of Amin. In order to explain the differing rates and incidence of migration as between different rural areas, he devised a typology of the latter. He distinguishes three types of rural areas in West Africa namely : (1) those organised for large scale export production. Such areas have already entered the capitalist phase implying private appropriation of land and the availability of wage labour. (2) Those formed as a result of colonial economic policies which many West African governments continued to follow after independence. Rural areas in this category serve as reserves which supply salaried labour and finally (3) rural areas which are not as yet part of the system or to be more precise those which are still only marginally so and serve mainly as auxiliary reserves. « Rural areas of the first type » he says, « are no longer (traditional). Those of the second have the appearance but are not really so, (tradition) here being disrupted by the function imposed on them as suppliers of labour. Only those of the third type are still truly traditional. Migratory flow takes place exclusively from the second type towards the first, whereas the third does not yet supply migrants even though the « real income » may be particularly low » (8). One exemplification

of this model can be found in Northern Nigeria in the area surrounding the close-settled zone. Immediately surrounding this core area is the peripheral belt of type I rural area. This area has a population growth rate equal to the rate of natural increase but many parts of it suffer heavy net losses of population to the core area and to southern Nigeria. Surrounding the peripheral belt is a fringe area akin to type 2 rural area in Amin's typology. From this fringe area, a net exodus of people takes place mainly to the peripheral or type I belt and to the core areas. Beyond the fringe is a relatively isolated belt of poor villages with somewhat stable population reminiscent of type 3.

In other words, type 2 rural areas are most disorganised socio-culturally speaking. Accordingly the push factors are greatest. Serving as Labour suppliers pure and simply at the initial period, they reach a point much later when labour migration tends to be replaced with psycho-social migration.

The effect of either or both of these migration processes is to make type 2 area suffer from a continuous loss of the virile portion of its population i.e. those within the 15-49 age group leaving the very young and very old. Also characterising this area to a lesser or greater extent is conflict of norms arising from culture contact. These factors, added to those of widespread economic depression in the area, constitute push factors. One point to note, however, is that the migration which results is both a cause and an element in rural poverty and the consequent disparity between rural and urban areas. It is inadequate to treat it only as an effect by unduly stressing the pull factors in the process as Todaro does.

Type 3 rural area is relatively isolated. Incomes (whether money or real) are extremely low. In other words, residents in this area ought, by Todaro's model, ought to be most attracted by the high urban wages and therefore most disposed to migrate. Research evidence abound all over Africa to show that this is not so (9). In other words poverty measured in terms of money and real wages is not the most important element in migration. The explanation of course which Todaro's model fails to appreciate is that type 3 rural area is least socio-culturally disorganised. To put it in Amin's words, the area is still outside the capitalist nexus.

### III. — ECONOMIC STRUCTURE OF PARASITIC CITIES AS SECOND CAUSE

One of the most interesting aspects of Nigeria's development, or, shall we say, underdevelopment is the parasitic nature of her exploding towns and cities. By and large, the geometric growth rates referred to in the first part of this paper, has progressed side by side with increasingly depopulated and impoverished rural areas resulting from rural disorganisation (10). This situation is aggravated by the lack

of a comprehensive and integrated government policy on urban and regional planning. Rather than control urbanisation, government has through its policy of industrial location become a major factor in increasing rural-urban disparities. By 1965, for example, 32 percent of Nigeria's total manufacturing plants were concentrated in Metropolitan Lagos. Another 50 percent was shared by the urban centres of Kano, Zaria, Kaduna and Jos in Northern Nigeria; Port Harcourt, Aba and Onitsha in Eastern Nigeria; Ibadan and Abeokuta in the West; Benin and Sapele in the midwest. At about the same period (1964) as much as 39 percent of the trade by road between Northern and Western Nigeria began from Kano and as much as 71 percent ended in Lagos (11). While the very idea of concentration of commerce and industry impedes even development, the situation is worsened by the fact that Nigerian capital towns and cities, like their counterparts elsewhere in Tropical Africa, function very much as liabilities rather than development assets (12). Their economies are usually export oriented and where not built directly on the coast, most of them are situated on railway lines which run parallel to each other from the coast inland. In these positions they serve as ideal points for collecting and storing raw materials from the hinterland for onward transmission to the metropolitan centres in Europe and America. This export orientation has many implications. First, it places severe restrictions on the ability of the economy to expand by limiting the type of possible industries to those based on import substitution catering only for the needs of the small urban elite. Although in their later stages of development, these cities develop a culture of their own which marks them off from the way of life characteristic of the outlying rural districts and smaller towns, the economic problems arising from their export oriented strategy multiply. Central among these problems is growing unemployment and poverty, treated in the next section, in the midst, so to say, of plenty. Apart from the narrow range of investment opportunities allowed for in an export oriented economy, unemployment is also induced by the tendency on the part of businessmen to select production techniques which are capital intensive in order to be able to compete.

This unemployment problem inherent in the parasitic and export oriented nature of our new towns and cities is not usually known to migrants. Having been « pushed » out of the rural area, they keep pouring into the urban area wanting to join in the gold rush of trying to make it into what looks to them the regulated modern sector.

#### IV. — URBAN UNEMPLOYMENT AND POVERTY

The result of the rush for a place in the city discussed in the last section is large scale urban unemployment and under-employment. Despite the considerable costs incurred in migration and the severe

hardship experienced by the urban unemployed, new migrants keep pouring in. The Nigerian labour force survey of 1966-67, for example, showed that the rate of unemployment in urban areas was 8 percent as against an overall rate of 1.7 percent. That is to say that unemployment is mainly an urban problem although underemployment was observed to be equally rampant in both urban and rural areas (13). In terms of absolute numbers, a national unemployment rate of 1.7 percent worked out to be roughly 410,000 unemployed people. Falae feels that if a rough estimate of 20 percent underemployment rate were added, the potential number that could be mobilised to make greater contribution to the Gross National Product would be about 5.3 million people (14).

Broken down in terms of age, sex and educational qualifications, the sample survey showed conclusively that most of the unemployed were young people. It showed that 69.8 percent of the unemployed in 1966-7 were between the ages of 15-23 although the same age group constituted only 25 percent of total labour force. The survey also showed that 17 percent of the unemployed fell within the ages of 24-29 which meant that the age cohort of 15-29 accounted for 87 percent of the unemployed. The incidence of unemployment was higher among males than among females.

The age-male-urban bias to unemployment in the 1967 sample survey also tended to characterise the 1970 employment exchange data. Despite the latter's inadequacies (15), the data again showed that 84.2 percent of those registered in the labour exchange as unemployed were primary school leavers. Applicants with educational qualifications of « secondary and above » accounted for only 15.8 percent. From this distribution can be inferred the fact that the bulk of the unemployed are in their teens and early twenties. Also nearly a third of the unemployed in June 1970 were reported to be concentrated in Metropolitan Lagos while 13.5 percent were in the city of Ibadan, 4 percent each in Jos and Port Harcourt, 1.2 percent in Abeokuta, 1.5 percent in Akure and less than one percent in Oshogbo. It is clear from these figures that even when we say that the rate of unemployment in urban areas is 8 percent as against an overall of 1.7, there is still a lot more to be said i.e. that considerable variations exist in unemployment between one urban area and another and that the primate city, in this case Lagos, plus a few other urban centres which were noted at the beginning of this paper as exploding virtually contain all the unemployed. By contrast, traditional urban centres like Oshogbo, Akure and Abeokuta have relatively little share in the problem of unemployment.

The real impact or poverty implications of unemployment for the individual and family can be made out from the findings of Callaway (16). From a sample labour force survey of households in three representative sections of Ibadan city undertaken in October 1964



he found that « Over one quarter (28 percent) of the total male labour force in households visited are unemployed (17). That is, they have not earned sufficient during the previous nine months to cover personal food costs — so far as this fact can be established from close inquiry about sources of income and support. Of these male unemployed, three quarters (78 percent) are school leavers. Almost all of these unemployed school leavers have had full primary schooling many have completed the secondary modern course of three years; three are withdrawals from secondary grammar schools; two have earned West African School Certificates; two have passed through trade schools. *Several are married and are being supported by relatives with help from wives earnings.* The median age of these unemployed school leavers is 19. Some 53 percent are less than 20 years of age; 35 percent are between 21 and 25; the rest are over 25. The distribution between 15 and 25 is fairly even. How long have these school leavers been unemployed? Some 35 percent have been seeking work in the city for less than one year; 21 percent for between one and two years; 26 percent for between two and three years. A comparison between the dates of leaving school and of arriving in Ibadan shows that, particularly with those coming from outside the province, there is often a delay of a year or more before «migrating» (emphasis mine). This extended reference brings out the magnitude and implications of unemployment more clearly than can be inferred from national estimates. For example to say that 1.7 percent of the labour force is unemployed looks too good for us to describe unemployment as a social problem. So too is saying that 8 percent of the urban labour force is unemployed. On the other hand Callaway's assessment of the problem at the grass root, that is at the level of the household gives a more realistic picture. To discover that over one quarter of the male labour force in households is unemployed shows the gravity and urgency of the problem. A situation in which the earnings of some 2,100 is spread out to provide for the needs of 4,450 persons is not an easy one especially when those being cared for are not just the very young and very old and/or disabled but also able-bodied unemployed school leavers sometimes remotely connected, if at all, with the household. A condition of steeply rising prices and stagnant, sometimes falling, monetary and real income such as we have lived through since the end of the civil war puts the family on the verge of starvation. At this point, the family is unable to afford the more nutritious but expensive items of food. This increase the risk of disease at a time when medical care is inadequately provided for and expensive. The resulting poor health affects the productivity and income of the working members of the household. This vicious circle can be elaborated particularly as it affects the further education and training in skills of members of the household. While families are thus at a breaking point, new migrants arrive.

The poverty implications of migration for the individual migrant is no less gloomy. As we have been told, a number of the urban unemployed are married and are being supported by their relatives and wives earnings. The hardship would be considerably minimised had it been easy to find work. It is a different thing altogether to have to depend on this help for one, three or so years during which time the migrant remains unemployed roaming for a job. Although he remains optimistic, his supporters, tend to lose hope after a year or so of joblessness. The latter's reactions from about this time depend both on the nature of relationship with migrant as well as their aspirations for him.

The fathers of migrants, especially if they are farmers, are usually anxious to liberate their sons from the insecurity, low returns, hard-work and inferior status to which they imagine themselves condemned. Such fathers feel insulted if anyone advising them suggested that their unemployed sons should return home and take to farming. In other words, many farming fathers are prepared to finance their unemployed sons in towns years if possible. On the other hand, parents relatives and wives are not usually so patient. They soon lose hope and exert pressure on the unemployed either to return or else accept lesser job alternatives. In many cases migrants resist the call back preferring to face the threats of out backs, sometimes complete withdrawal, of financial support from relatives which in turn plunges them into more object poverty, severe hardship, and discontent. Thus is emerging a group which one may call the « urban poor » made up of frustrated urban unemployed and probably unemployables in most African towns with special reference to the primate cities.

## V. — PLANNING IMPLICATIONS

From what we have said, it may be inferred that the problem of unemployment and poverty in urban areas is mainly a function of the « other oriented » strategy of development which seems to be the rule rather than the exception among the countries of Tropical Africa. This strategy has produced parasitic urban centres fed from mass exodus from the disorganized countryside which in turn widens rural-urban disparity thereby sustaining the vicious cycle. These new towns and cities which have been variously described as « parasites », « enclaves », « islands » etc. were from the beginning outwardly oriented and have remained so partly because their establishment and functioning were attached to alien interests and foreign capital. These parasitic cities have not become the driving forces of inner economic development because they embody a kind of international division of labour which has in nearly every case caused disjointed economic structures. One common form of such disjunction is the development of primary commodities and export sector vis-a-vis manufacturing. This lopsidedness by limiting the number of industries, restricts employment



opportunities. There is another sense in which the export orientation of the urban « islands » has been dysfunctional. Being outward oriented their relationship with the hinterland or outlying districts has remained uni-directional. The cities serve only as assembly and storage points for raw materials from the hinterland. The result is a non-integrated economy which, in most countries, manifests itself in the coexistence of export and subsistence economies and in distorted sectoral structure. It is this distortion which explains the paradox of geometrically deteriorating rural areas side by side exploding cities. It explains the problem of rural exodus and, what goes with it, urban unemployment. Given this understanding, we may suggest that one solution to the problem of rural exodus and, by extension urban unemployment is self-sufficient development strategy. Central to a self-centred policy is industrialisation of the type that reaches beyond mere import substitution and which is located not always in the city but at a point where costs, including labour, grind to a minimum. In other words industrialisation should be carried to the countryside where it is profitable to do so and geared to maximising the use of the country's resources and, manufacturing possibly for export with the attendant gains in diversification, by-products, and balance of payments. This will reduce the distortion of the economy by increasing the sectoral and rural-urban balance and interaction which will in turn reduce rural exodus and increase urban employment and mobility opportunities.

Apart from rapid industrialisation and proper industrial location, a second way to combat the twin problem of rural exodus and urban unemployment and its attendant evils of poverty and crime is through the development of capitalist agriculture. Central to this kind of agriculture is a system of very large holdings. Such holdings make the use of modern agricultural machinery (whether owned or hired) and the building of modern storage facilities economical. It is our view that talking about the introduction of technically oriented junior high schools where agricultural education will be given, spending billions of naira on fertilisers for distribution to peasant farmers, telling school children to « Take To Farming to boost food production » (18) is sidetracking the problem. As one Director of education once said, « if pupils have evidence at home that subsistence agriculture is a life of ill-required drudgery, agricultural teaching at school however good (and, if we may add, a clarion call on school children to take to farming however loud) will not have much meaning (19).

Our third and last recommendation for reducing urban unemployment is universal education. In discussing progress in basic education in Africa as it relates to unemployment Callaway distinguished three stages « In the first stage », he says, « only a relatively small proportion of school age children attend school; perhaps no more than 10 to 30 percent. The second stage comes when some 50-80 percent or more receive elementary schooling. The third stage is reached when

nearly the entire population has passed through primary education and is literate (20).

In the first stage primary school graduates even without going further to secondary vocational, or suchlike higher institutions are usually able to find jobs, usually clerical in nature, and earn a regular income outside farming. In the second stage, the number of school leavers has been multiplied considerably while the number of jobs has increased only slightly if at all. This results in unemployment. What is not realised in stage 2, which Nigeria can be said to be passing through is that the purpose of education has changed from what it was in stage 1. That is, from being a privileged training for a few nearly all of whom attain clerical and leadership positions in the modern sector, the emphasis has shifted to meeting the claim for all of equality of opportunity. Our view is that universal education which is embodied in stage 3 can help solve the problem of urban unemployment to the extent that it reinforces the emphasis of stage 2. That is, universal education will facilitate public acceptance of the fact that all people including farmers need preparation for their tasks through exposure to formal education. Once this idea is accepted, the need-dispositions of school leavers will change considerably and formal education as such will cease to be looked upon as a passport to clerical and non-farm occupations.

It may be necessary to point out in conclusion that these policy recommendations, which we have barely mentioned for brevity sake but each of which can take a monograph should it become necessary to go into details, are not mutually exclusive. On the contrary, they are complementary and should be applied simultaneously for rapid results.

---

## FOOTNOTES AND REFERENCES

1. Census Superintendent : *Population Census of Western Region of Nigeria* 1952 (Lagos : Government Printer, 1953).
2. Imoagene, Oshomba, « Some Sociological Aspects of Modern Migration In West Africa », « *Modern Migrations in West Africa* » edited by S. Amin (London : OUP 1974) 343-357.
3. Green, L. & Milone, V. *Urbanisation In Nigeria : A planning commentary*. (New-York : An International Urbanisation survey Report to the Ford Foundation, 1972) p. 9.
4. Imoagene, O. « Psycho-social Factors in rural-urban migration », *Nigerian Journal of Economic and Social Studies* 9, 3 (Nov. 1967), 375-336.  
— « Some Sociological Aspects of Modern migration in West Africa », *Modern Migrations in West Africa*, *op. cit.*

5. Imoagene, O. « Status Consciousness and peasant revolt in Western Nigeria » *Nigerian Journal of Sociology and Anthropology* 2, 1 (March 1975).
6. Todaro, Michael, T., « A Model of Labour Migration and Urban Unemployment in less Developed countries », *American Economic Review* 59 (1959) 138-148.
7. Amin, S., « Introduction », *Modern Migrations in West Africa*, op. cit., p. 90.
8. Imoagene, O., « Psycho-social factors In Rural-Urban migration », op. cit.
9. Sabot, R.H., « Urban migration in Tanzania » paper presented to the 11th International Seminar on Modern Migrations in West Africa held in Dakar, Senegal 25th March to 6th April 1972. Sabot has shown that in Tanzania the « poor » Masai do not migrate whereas the farmers of the riche region of Kilimanjaro migrate a great deal. Also, Samir Amin has in his Introduction to *Modern Migrations in West Africa* shown that the Basari of Eastern Senegal are among the poorest people in the region but they do not migrate whereas the Serere whose income monetary and real is much higher do.
10. Todaro, Michael, T., « A Model of Labour Migration and Urban Unemployment in less Developed countries », op. cit.
11. Hay, A. & Smith, R., *Inter-regional trade and money flows in Nigeria, 1964*, (Ibadan, NISER, 1970).
12. The contribution of West African cities to the development of the region has been treated fully by the present author in a lengthy chapter titled, « Urbanisation and Development in West Africa », in *Introduction to Sociology*, edited by F. Olu. Oke-diji (London : Longmans Forthcoming 1975).
13. According to the labour force sample survey, about 20 percent of the agricultural work force and 18 percent of non-agricultural workers were working less than the specified minimum hours in 1966-67.
14. Falae, O. « Unemployment », *Manpower & Unemployment Research in Africa* 5, (April 1972).
15. Labour exchange data is of limited usefulness in Nigeria because they cover only applicants who personally register in the labour exchange offices that are located only a few big towns. In other words the figures do not cover the bulk of non-literate migrants many of whom are not aware of those centres, and the bulk of the unemployment who do not bother to register as such. The inadequacy of the figures can also be illustrated from the fact that two of Nigeria's twelve states (North-eastern and North-western) have no labour exchange offices at all whereas in six others they are located only in the capital towns.
16. The labour force survey of households reported here covered a total population of 4,450. Of this number some 46 percent (2,047) were younger than fourteen years of age. From the remaining 54 percent or 2,403, were subtracted those attending school full-time e.g. secondary modern and grammar schools and other post primary education institutions. Also subtracted were those who were either disabled or too elderly to work although a few of the latter were involved in small trading enterprises, small craft industries and/or farming. These eliminations left some 2,100 or 47 percent of the population in the households visited within the labour force and therefore included in the sample. For more details, reference should be made to Callaway, A., « Education Expansion and the Rise of Youth Unemployment », *The City of Ibadan* edited by P.C. Lloyd (Cambridge Univ. Press 1967) 191-211.
17. Callaway defines the unemployed man as one « who is over the age of 14, who is not continuing his education full-time, who is neither incapacitated nor elderly (over an approximately 60 years of age), and whose earned income during the previous nine months was insufficient to meet personal (not family) imputed food costs » *Ibid.* p. 199.
18. « To boost food production — TAKE TO FARMING — Gowon urges school children », *Daily Times*, No 20, 878 (March 19, 1975) p. 1.
19. Eedle, J.H. « Education and Unemployment », paper presented to an International Seminar organised by the International Committee of the National Council of Teacher Service, London : Sept. 1972, *Man Power and Unemployment Research in Africa* 6, 1 (April 1973) 39-55.
20. Callaway, A., « Unemployment Among African School Leavers », *The Journal of Modern African Studies* 1, 3 (1963) 351-371 ; 354.

## RÉSUMÉ

*Dans cet article, l'auteur discute un des problèmes les plus brûlants de l'Afrique contemporaine, à savoir l'explosion démographique urbaine consécutive à l'exode rural et ses conséquences sur le chômage, le sous-emploi et la pauvreté dans les villes, en s'appuyant sur l'exemple du Nigéria.*

*Soulignant l'insuffisance de l'explication économistique de théories traditionnelles concernant la migration milieux ruraux/milieux urbains, notamment la disparité criante de revenus villes/milieux ruraux et la probabilité de trouver un emploi rémunérateur et stable en ville, l'auteur, tout en retenant cette motivation, la situe cependant parmi d'autres facteurs. Ainsi, pour lui, deux causes essentielles expliquent le phénomène de migration et le chômage urbain qu'il nourrit.*

*La première concerne la désorganisation de milieux ruraux due à ce que l'auteur appelle « push factors », comprenant à la fois la motivation économistique décrite plus haut et les facteurs psychosocio-culturels résultant du conflit de normes dû au contact des cultures.*

*La deuxième concerne l'origine et la fonction des villes africaines, créées pour la plupart par la colonisation pour servir des points de relais d'une économie extravertie. Il en est résulté des villes Parasites, vivant d'export-import, avec une capacité de reproduction autonome marginale, si pas nulle. Dans ces villes, tout tend à couper l'élite miroiritaire de la majorité de la population : la naissante industrie de substitution, au service de la minorité privilégiée, utilise, soi-disant pour des raisons de concurrence et de rentabilité, des techniques « capital-intensive » ; le développement d'une culture soi-disant urbaine éloigne l'élite de la masse...*

*Dans ces conditions, toute migration des milieux ruraux vers les villes, si faible soit-elle, est de nature à gonfler le chômage urbain, le sous-emploi et causer davantage de pauvreté en ville.*

*Comme solution, l'auteur recommande l'abandon de la stratégie de développement extraverti, l'adoption de la stratégie de développement autocentré, basée sur une industrialisation rapide jouissant d'une localisation appropriée, une agriculture de type capitaliste et un système d'éducation universelle.*

# ASSOCIATION DES ÉCONOMISTES DU TIERS-MONDE

## Déclaration de la Havane du 23-27 Mai 1977

---

La III<sup>e</sup> réunion du Conseil Exécutif de l'Association des Economistes du Tiers-Monde s'est tenue à la Havane, Cuba, du 23 au 27 mai 1977. Le Conseil Exécutif a, au cours de ses délibérations, sérieusement examiné son analyse de la situation économique internationale, l'état actuel des négociations pour l'établissement d'un Nouvel Ordre Economique International et la situation actuelle des peuples en lutte contre le colonialisme, le néo-colonialisme et l'impérialisme. A la suite de cette analyse, le Conseil Exécutif a décidé de lancer un appel aux économistes patriotes, progressistes et anti-impérialistes du Tiers-Monde, à l'union dans l'exercice de leur statut en tant qu'intellectuels pour diriger leurs efforts en faveur de la cause des forces dites de gauche qui luttent pour la libération nationale de leurs peuples, le développement et le progrès, et, par la même occasion, les invite à rejoindre les rangs de l'Association et à travailler concrètement dans le cadre de son programme de recherches sur le Nouvel Ordre Economique International (N.O.E.I.) qui doit être présenté au sixième sommet de la Conférence des Pays Non Alignés prévue pour 1979. Cette participation militante des Economistes du Tiers-Monde est très importante, compte tenu surtout de la complexité de la situation internationale actuelle et de la grande misère du Tiers-Monde.

Pour la plupart des pays du Tiers-Monde, la situation économique actuelle est critique et, dans certains cas, très frustrante. Vers la fin de l'année 1975, il y eut un certain rétablissement des prix et du volume des exportations du groupe des produits de base, mais cette amélioration ne s'est pas étendue à tous les produits et n'a pas atteint le niveau de la période 1972-1974. En plus du prix des importations de pétrole, la plupart de ces pays souffrent à l'heure actuelle de l'inflation pour ce qui est des produits manufacturés, des produits alimentaires et des engrais en provenance des pays capitalistes développés, tendant ainsi à maintenir la détérioration des termes de l'échange des pays du Tiers-Monde.

Une partie de ces résultats tend vers un déficit accru dans la balance des paiements au titre des transactions courantes du Tiers-Monde atteignant un total de 45 milliards de dollars en 1975 ; il y a aussi l'accroissement énorme de la dette extérieure des pays du Tiers-Monde qui dépasse actuellement 215 milliards de dollars. Il en découle

une plus grande dépendance du Tiers-Monde dans ses rapports avec les pays développés, particulièrement en termes de marchés, sources de financement et institutions néo-coloniales telles la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International (F.M.I.). Finalement on devrait souligner que ces phénomènes arrivent à un moment historique, durant lequel, l'impérialisme pousse parfois les pays sous-développés à contracter des alliances avec les oligarchies dominantes et les sociétés transnationales en créant une nouvelle division internationale du travail, qui implique, sous différentes formes, la persistance d'un échange inégal, la dépendance et l'exploitation du Tiers-Monde.

Depuis 1974, sur la base du développement historique de l'O.P.E.P., en particulier, et du Mouvement des Non-Alignés en général, les pays sous-développés ont pu obtenir l'approbation par l'organisation des Nations Unies du Programme d'Action pour l'établissement d'un Nouvel Ordre Economique International. La position de l'Association des Economistes du Tiers-Monde sur le Nouvel Ordre Economique International est claire.

Malgré le fait que les exigences des pays du Tiers-Monde aient été d'un caractère réformiste, elles sont par essence utiles et justes parce qu'elles ont contribué à créer une prise de conscience universelle sur les problèmes des pays sous-développés; elles ont mis en doute les dogmes capitalistes tels l'hypothétique « jeu libre des forces du marché » et ont pu unir plus de 100 gouvernements des pays sous-développés contre les positions les plus réactionnaires du groupe des pays développés.

A travers la direction idéologique de ses membres, telle qu'elle apparaît dans ses statuts, l'Association a la ferme conviction qu'aussi longtemps que continueront d'exister les structures sociales, économiques et politiques d'exploitation et d'oppression dans les pays sous-développés et qu'aussi longtemps que persisteront ces caractéristiques néo-coloniales de l'impérialisme, il sera impossible de trouver une solution aux problèmes du sous-développement et à l'injustice du système économique international.

Notre Association soutient que les aspects sociaux, économiques et politiques internes de la plupart des pays du Tiers-Monde devraient être résolus par leurs peuples eux-mêmes en utilisant tous les moyens disponibles dans le cadre de leurs intérêts. Dans le contexte économique international, tant qu'ils resteront vigilants, il sera possible aux pays sous-développés du Tiers-Monde de réussir eux-mêmes l'unité d'action manifeste et militante à travers leur action collective, et certaines avances substantielles qui peuvent promouvoir l'établissement d'un Nouvel Ordre Economique International fondé sur une véritable indépendance nationale et le respect de la souveraineté nationale pour réaliser le progrès, la justice et la paix.

L'Association considère que ces exigences du Tiers-Monde sont essentiellement fondées pour avoir l'appui de toutes les forces révolutionnaires et progressistes du monde.

Nous référant aux trois dernières années, nous voyons que la lutte pour l'établissement d'un Nouvel Ordre Economique International a produit au mieux des résultats contradictoires. Du côté négatif, nous appréhendons le fait irréfutable que les négociations sur le Nouvel Ordre Economique International au niveau des différentes organisations internationales ont été un échec, du moins jusqu'à maintenant. Du côté positif, il est un élément indéniable qu'en dépit de tels revers dans la forme d'une action de sabotage orientée des gouvernements réactionnaires, tels l'Arabie Saoudite et l'Iran et les activités divisionnistes de l'impérialisme, l'unité des pays du Tiers-Monde n'a pas souffert mais qu'elle s'est plutôt renforcée pour lutter plus effectivement pour l'établissement d'un Nouvel Ordre Economique International qui embrasserait leurs exigences.

Les résultats des efforts significatifs liés au Nouvel Ordre Economique International ont, en fait, été négatifs. Les négociations multilatérales sur le commerce dans le cadre du G.A.T.T., n'ont pas reflété de progrès substantiels pour les pays sous-développés. La fameuse Conférence de Paris, qui reprend maintenant dans un climat pessimiste, n'a pas débouché sur un accord en ce qui concerne les produits de base en 1976; elle n'a rien résolu pour ce qui est de la dette extérieure, non plus qu'elle n'a sérieusement discuté du problème monétaire international. La Conférence des Nations Unies sur le Fonds Commun fut ajournée en avril sans résultats positifs. La réunion au sommet des puissances capitalistes, tenue à Londres en avril, s'est terminée seulement sur la tentative déclarée de renforcer la capacité de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International (F.M.I.) et continuer de financer les pays sous-développés. Ainsi l'accord de base atteint au Sommet de Londres est-il destiné à apporter un plus grand appui aux institutions qui incarnent le principal mécanisme international de la domination impérialiste du Tiers-Monde.

Concurremment à la situation frustrante qui entoure les négociation sur l'établissement d'un Nouvel Ordre Economique International, il existe une grande vitalité dans les mouvements de libération nationale du Tiers-Monde.

Le peuple d'Afrique du Sud est en train de mener une lutte héroïque contre les régimes oppressifs et racistes qui collaborent avec l'impérialisme. Les peuples d'Azanie, de Namibie et du Zimbabwe mènent eux aussi les mêmes luttes héroïques contre l'impérialisme. L'Angola est en train de consolider son indépendance nationale après avoir vaincu le colonialisme et est en train de devenir victorieuse de la nouvelle agression néo-colonialiste et raciste qui s'est déclenchée par la suite contre le peuple angolais. Le peuple du Zaïre est en train de se rebeller contre le régime corrompu néo-colonial instauré dans le pays. Le peuple palestinien, sous la direction de l'Organisation de Libération de la Palestine, continue sa lutte héroïque pour l'indépendance, et ensemble avec le peuple arabe, combat contre

l'agression sioniste soutenue par le régime impérialiste des Etats-Unis et les forces réactionnaires locales. La République du Vietnam réclame à juste titre la mise en application correcte et intégrale de l'article 21 de l'Accord de Paris pour une contribution positive des Etats-Unis à la *réparation des préjudices occasionnés par la guerre*, et aussi à la reconstruction économique du pays. Le Laos et le Cambodge, après avoir vaincu l'impérialisme américain, sont en train de déployer des efforts pour développer leur économie dans le contexte d'une véritable indépendance nationale. Le peuple chilien soutient une lutte juste contre la Junte militaire fasciste de Pinochet ; d'autres peuples d'Amérique latine luttent contre les régimes fascistes à la solde de l'impérialisme.

Le peuple de Panama se dresse fermement dans sa juste revendication pour exercer sa souveraineté sur la zone du canal. Cuba continue de réclamer au nom de la justice la cessation du blocus économique et politique que les Etats-Unis lui imposent et demande à ces derniers d'effectuer les paiements correspondant aux effets de ce blocage et aux autres formes d'agression dirigés contre le peuple cubain, comme une condition préalable à la normalisation des relations entre Cuba et les Etats-Unis.

Partout, les peuples du Tiers-Monde se dressent fermement contre le colonialisme, le néo-colonialisme et l'impérialisme ; la victoire est en train de venir, de manière sûre. La victoire ne viendra qu'après une longue lutte, difficile et héroïque. Dans la mesure où une modeste mais importante contribution intellectuelle peut constituer une aide, l'Association des Economistes du Tiers-Monde s'engage entièrement à atteindre la victoire.

Fait à La Havane, le 27 mai 1977.

### **APPEL AUX ECONOMISTES DU TIERS-MONDE**

Nous, Conseil Exécutif de l'Association des Economistes du Tiers-Monde, réuni du 23 au 27 mai 1977, en III<sup>e</sup> Assemblée à la Havane, Cuba, nous rendons compte que la plupart des débats actuels sur le Nouvel Ordre Economique International sont axés sur le développement des politiques et pratiques destinées à changer l'état désastreux du sous développement des pays du Tiers-Monde. Nous craignons que l'impérialisme qui engendre et entretient l'indescriptible souffrance de nos masses, ne persiste sous des formes déguisées dans le cadre du Nouvel Ordre Economique International « à venir ». C'est essentiellement à cause de cette prise de conscience que nous lançons cet appel aux Economistes du Tiers-Monde.

Au milieu de crises accrues et de contradictions, l'impérialisme n'a cessé d'ajuster et de ré-ajuster son ordre économique international. Cependant, du moins jusqu'à maintenant, l'impérialisme n'a pas réussi à élaborer un nouvel ordre ; en dépit de nombreuses tentatives dans



cette direction, dans les conditions existantes de compétition ferme entre les pays occidentaux et leurs compagnies multinationales qui forment l'avant-garde de l'internationalisation, de la centralisation et de la concentration du capital. Une des tentatives d'élaboration d'un nouvel ordre est la tendance vers l'internationalisation de la production par la délocalisation du capital et la production industrielle intensive particulièrement dans les pays du Tiers-Monde. Une telle tentative est cependant une autre mesure prise par le capitalisme pour résoudre la crise actuelle de l'inflation et de l'emploi, autrement connue sous l'appellation de « stagflation », en imposant une nouvelle division internationale du travail qui force les peuples du Tiers-Monde à supporter une part encore plus importante du coût de la crise à l'intérieur des pays impérialistes.

Dans sa tentative de résoudre sa crise, l'impérialisme s'est attaché à propager une variété de positions idéologiques et théoriques destinées à insuffler la duperie et la confusion dans les rangs des peuples du Tiers-Monde. L'objectif de ces théories et idéologies orchestrées pour semer la duperie et la confusion est d'amener les peuples du Tiers-Monde à croire que l'allocation des ressources la plus favorable au développement ne peut être réalisée sous une meilleure forme que par la réforme des institutions économiques et politiques à l'intérieur du cadre international actuel de l'espace national ; cette tentative d'imposer un nouvel ordre international aux peuples du Tiers-Monde signifie la perte de la souveraineté et de l'indépendance nationale à divers degrés et l'effondrement des secteurs pré-capitalistes et capitalistes les plus faibles de l'économie nationale, pendant que progresse le processus d'intégration au monde capitaliste.

Cependant, les crises récentes et actuelles de l'impérialisme sont, fondamentalement, le reflet du pourrissement du mode de production capitaliste et du mouvement vers le socialisme à l'échelle mondiale. L'intensification des luttes de classe tant dans les pays développés que dans les pays sous-développés doit être considérée comme une opposition de masse accrue à l'internationalisation du capital. Les luttes de libération montantes dans les pays sous-développés et les victoires enregistrées contribuent positivement à la chute du système capitaliste international.

En face de l'exploitation impérialiste, il est clair que les peuples du Tiers-Monde veulent un nouvel ordre économique international, mais certainement pas n'importe quel type de nouvel ordre. Les peuples du Tiers-Monde recherchent ce nouvel ordre économique qui leur permettra d'exercer un contrôle effectif sur leurs ressources nationales comme ils s'efforcent de ne plus compter que sur eux-mêmes et d'être indépendants.

La lutte actuelle pour un nouvel ordre économique international telle qu'elle se dégage sous la direction du Mouvement des Pays Non-Alignés, est très importante. Cependant, le Nouvel Ordre Economique

International ne peut-être rien d'autre que la restructuration de l'ordre actuel dans chaque pays du Tiers-Monde en accord avec les conditions objectives nécessaires à un développement indépendant en ne comptant que sur soi-même. Cette lutte, bien que juste, sera longue et difficile, jalonnée de négociations et de confrontations caractérisées par des tentatives accrues et désespérées de l'impérialisme pour contre-carrer l'élan des peuples du Tiers-Monde vers une véritable indépendance nationale sous le socialisme.

Pour sortir victorieux de la lutte contre l'impérialisme, il faut une mobilisation et une utilisation effective des meilleures ressources scientifiques à la disposition des peuples du Tiers-Monde. Ce faisant, nous membres de l'Association des Economistes du Tiers-Monde, lançons un appel aux économistes du Tiers-Monde à :

1. s'élever et à engager leurs immenses ressources à la lutte longue, juste et correcte pour ce nouvel ordre économique international qui peut amener le Tiers-Monde à un véritable développement en ne comptant que sur lui-même ;
2. apporter un soutien concret aux mouvements de libération nationale et à tous les mouvements de solidarité du Tiers-Monde engagés à promouvoir l'unité parmi les forces progressistes pour une lutte efficace contre l'impérialisme.

### **RESOLUTION SUR LES MOUVEMENTS DE LIBERATION NATIONALE DU TIERS-MONDE**

Au cours de sa III<sup>e</sup> réunion tenue à la Havane, Cuba, du 23 au 27 mai 1977, le Conseil Exécutif de l'Association des Economistes du Tiers-Monde a dûment analysé les méthodes employées par l'impérialisme dans son exploitation perpétuelle et son oppression des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine qui luttent pour leur libération, le développement et le progrès. Le Conseil Exécutif est tombé d'accord que l'impérialisme, surtout après la deuxième Guerre mondiale, a agi, non seulement par le biais de ses méthodes et formes classiques d'oppression, mais aussi selon un processus d'adaptation aux conditions historiques changeantes en employant des méthodes, non moins extortionnaires, dont la première est le néo-colonialisme.

Le néo-colonialisme est la nouvelle méthode adoptée par l'impérialisme dans une époque où la crise du système capitaliste est plus profonde, pendant que le socialisme devient plus fort que jamais et que les concepts socialistes se propagent dans le monde entier particulièrement en termes de luttes menées et de victoires remportées par les peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine contre l'impérialisme dans leur élan pour une véritable indépendance nationale. L'essence du néo-colonialisme consiste à maintenir les super profits des pays capitalistes monopolistes les plus puissants et à leur garantir des positions stratégiques, économiques, politiques, idéologiques et

militaires pour leur jeu impérialiste à l'intérieur des pays du Tiers-Monde. Les formes revêtues par le néo-colonialisme vont des caractéristiques les plus subtiles et les plus déguisées des régimes économiquement dépendants à l'imposition des méthodes les plus brutales de l'oppression fasciste et raciste tels l'apartheid et le sionisme.

Dans de telles conditions d'exploitation, d'oppression et de répression la lutte des peuples directement confrontés à ces dernières formes les plus ostensibles par lesquelles le néo-colonialisme s'exprime, est extrêmement importante. Dans ce sens, la lutte des peuples du Zimbabwe (Rhodésie), de Namibie (Sud-Est Africain) et d'Azanie (Afrique du Sud) mérite d'être soulignée. L'*apartheid* (discrimination et exploitation raciste universellement condamnée et rejetée) prédomine dans ces pays. Malgré le fait qu'elles prétendent condamner l'*apartheid*, il est évident que les puissances occidentales sont ses principaux défenseurs. Cette hypocrisie s'explique par le fait que ces mêmes puissances occidentales, notamment les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne de l'Ouest, la France et le Japon tirent leurs plus importants taux de profit en exploitant précisément la force de travail bon marché des peuples autochtones d'Afrique australe dans la production de matières premières, particulièrement dans le secteur minier. En Afrique du Sud, par exemple, les salaires des mineurs noirs ont baissé en deçà du niveau de 1911, pendant que ceux des mineurs blancs privilégiés ont augmenté 70 fois au cours de la même période. L'extraction de minerai en Afrique australe est caractérisée par la présence de certains des plus puissants monopoles transnationaux agissant parfois en alliés, parfois en concurrents et jouissant des plus grands taux de profit du monde, sur la base de leurs investissements en Afrique australe.

Par conséquent, ne soyons pas surpris que les groupes industriels et financiers les plus puissants de la République Fédérale d'Allemagne A.B.S., Krupp, Siemen, Die Deutsche Bank et autres) aient concentré une grande partie de leurs investissements en Afrique australe, que les groupes financiers britanniques (Barclays, Standard et autres), à leur propre compte ou associés aux hommes d'affaires américains, trouvent profitable d'investir dans cette région ; et que les groupes financiers américains et leurs monopoles (Chase Manhattan, Citybank et Morgan Guaranty Trust) ont aussi réussi à stimuler de plus en plus les Etats-Unis à investir en Afrique australe au point que le tiers (1/3) des investissements américains en Afrique sont précisément concentrés en Afrique australe. En plus, en tant que membres de l'O.T.A.N., les puissances occidentales ont non seulement agi comme gendarmes de l'Afrique australe où leurs investissements leur procurent une source de profits inestimables, mais ont aussi contribué au développement des industries nucléaires et militaires en Afrique du Sud à tel point que cette dernière a sa propre antenne nucléaire et d'autres industries d'armement. Grâce à la contribution de l'industrie de l'informatique les puissances occidentales aident l'*apartheid*

à être assuré d'une main-d'œuvre bon marché par l'introduction du « pass system » qui contrôle la vie des Africains.

Un autre cas de discrimination raciale opérant au service de l'impérialisme est le Sionisme tel qu'il s'applique dans le Moyen-Orient. Quelque part dans cette région du monde, vivait il y a 40 siècles, le laborieux peuple palestinien sur un territoire où une petite communauté d'Hébreux (moins de 10 % de la population totale avant la première Guerre mondiale) a toujours réussi à évoluer, mais toujours dans le cadre d'un groupe minoritaire. A travers la Déclaration Balfour, l'impérialisme, sous la bannière de l'intervention britannique, asséna, un coup brutal au peuple palestinien en facilitant l'assaut des forces sionistes contre le territoire palestinien et conduisant à la transplantation dans la région de plusieurs millions de ces Hébreux qui pratiquent le racisme. Après la seconde Guerre mondiale, l'impérialisme américain utilisa l'Organisation des Nations Unies pour aller encore plus loin dans ses objectifs économiques, politiques et militaires en imposant un Etat sioniste sur le territoire palestinien. La création même de cet Etat sioniste est l'un des scandales les plus dramatiques de l'histoire contemporaine. Cette partition brutale de la Palestine signifiait qu'on donnait aux Sionistes un territoire qui était de loin plus étendu que celui qu'ils possédaient avant. Les Sionistes, représentant alors un tiers de la population de la région, reçurent les deux tiers du territoire palestinien. Toujours insatisfaits et comptant encore sur l'appui de l'impérialisme, les Sionistes utilisèrent toutes sortes de méthodes, dont des actions terroristes et commencèrent à expulser les populations, chassant ainsi le seul peuple qui avait le droit d'y vivre. Avec l'appui de l'impérialisme, les Sionistes purent accomplir un fait unique dans l'histoire : l'expulsion de la majorité des habitants de leur territoire légitime par une minorité. Mais pour les agresseurs sionistes, il restait encore à faire. En 1948, 1956-1957 et 1967, les Sionistes appliquèrent une incroyable et cynique politique de guerre pour le dessein exprimé de l'expansion territoriale, faisant fi des résolutions de l'Organisation des Nations Unies, défiant ainsi l'opinion internationale au détriment de la vie des Palestiniens, de leurs propriétés et de leurs intérêts en particulier et du peuple arabe en général. En fait, la persistance de l'occupation militaire, l'implantation de nouvelles colonies sur le territoire arabe, l'agression contre la Syrie, l'Egypte et la Palestine, le refus des droits fondamentaux aux Palestiniens et la confiscation de leurs terres, la surexploitation et l'oppression des travailleurs palestiniens, les dommages causés à la culture arabe, particulièrement aux monuments historiques, la torture et l'assassinat des patriotes palestiniens sont des actes vicieux du Sionisme qui seraient impossibles sans le soutien de l'impérialisme, principalement l'impérialisme américain.

Au fond de tout cela, les Etats-Unis visent à établir, au Moyen-Orient, un Etat sioniste indépendant avec l'appui des réactionnaires locaux pour promouvoir une pénétration encore plus importante de

l'impérialisme dans cette partie du monde, au détriment du peuple palestinien qui continue de mener une lutte juste pour sa libération, en dépit des activités contre révolutionnaires de l'impérialisme et de ses alliés locaux. Ainsi, la lutte héroïque du peuple palestinien est partie intégrante de la lutte que mène le Tiers-Monde contre l'impérialisme et toutes ses autres menées racistes.

Les politiques néo-coloniale et raciale peuvent adopter d'autres formes et l'une de ces formes les plus typiques est l'utilisation de régimes locaux pro-impérialistes. Un de ces régimes est celui existant actuellement au Zaïre, qui continue de réserver le « traitement du tapis rouge » à la Belgique, à la France, aux Etats-Unis et autres puissances occidentales d'exploitation au dépens des masses laborieuses du Zaïre. Le Zaïre a reçu en 1975 au moins 50 millions de dollars des Etats-Unis par le canal de la C.I.A., pour aider l'Afrique du Sud dans ses agressions contre le peuple angolais. Cependant, en vendant ouvertement les droits fondamentaux du peuple africain à l'impérialisme, les activités hautement compromises de ce régime parasite et corrompu ne pouvaient pas être à l'abri de la juste résistance des masses opprimées du Zaïre. Nous assistons ainsi à la lutte armée du peuple zaïrois contre ce régime.

Finalement, il faut souligner que l'impérialisme n'est pas seulement capable de fascisme et de racisme, comme c'est le cas avec l'apartheid et le Sionisme, et d'intervention militaire ouverte, comme dans le conflit du Zaïre mais également d'autres méthodes — à part des armes habituelles et l'exploitation — telles la destabilisation des régimes, favorisant des coups d'Etat et implantant même des régimes fascistes, comme il apparaît clairement dans le cas du régime de Pinochet au Chili. En plus de cela, la situation dans beaucoup de pays latino-américains tend vers un phénomène relativement nouveau. L'impérialisme est non seulement en train de créer de super-régimes parasites et fascistes, mais ces régimes collaborent entre eux pour conduire des programmes coordonnés d'exploitation, d'oppression et de répression sous la supervision, bien sûr, des puissances impérialistes. Le Sionisme collabore étroitement avec l'apartheid surtout dans les domaines économiques et militaires. Les régimes fascistes d'Amérique latine travaillent main dans la main avec l'apartheid comme on le voit dans les mouvements d'implantation de plusieurs milliers de minorités rhodésiennes racistes au Paraguay, en Argentine et en Bolivie, selon un plan qui devrait recevoir au moins 150 millions de dollars en provenance de l'Allemagne de l'Ouest, la puissance impérialiste active et responsable dans ce cas.

Compte tenu des luttes de libération nationale des peuples du Tiers-Monde, le Conseil Exécutif de l'Association des Economistes du Tiers-Monde déclare son engagement militant à :

- 1) Placer les services de son Comité de Libération à la disposition des mouvements de libération du Tiers-Monde ;

- 2) Exiger le retrait inconditionnel des forces sionistes des territoires arabes occupés, en vue de faciliter la création d'un Etat palestinien indépendant ;
- 3) Dénoncer l'intervention impérialiste au Zaïre et appeler l'organisation de l'Unité Africaine à condamner et à dénoncer les activités interventionnistes flagrantes de certains de ses membres, notamment le Maroc, l'Égypte, dans les affaires intérieures du Zaïre ;
- 4) Apporter son soutien au peuple chilien et aux autres peuples d'Amérique latine contre la dépendance et le fascisme qui sont des obstacles certains à la lutte des peuples pour se débarrasser de l'impérialisme et établir une véritable indépendance nationale caractérisée par le développement, le progrès et la paix ;
- 5) Soutenir les justes exigences de la République de Cuba pour la levée immédiate et inconditionnelle du blocus économique imposé par les États-Unis et le paiement de dommages-intérêts suite au blocus et autres formes d'agression ;
- 6) Exiger l'application intégrale et correcte de l'article 21 de l'Accord de Paris sur le Vietnam à propos de l'indemnisation que les États-Unis doivent verser au titre des dommages et pertes causées par la guerre et de la participation des États-Unis à la reconstruction du Vietnam issu de la guerre.

# BOOK REVIEWS – REVUE DES LIVRES

---

## SAREC'S FIRST YEAR : Annual Report 1975/76 of the Swedish Agency for Research Cooperation With Developing Countries – SAREC

**Reviewed by P. Anyang' Nyong'o\***

Among African social scientists, there is a growing community of scholars who are concerned about inquiring into social phenomena from a world-view which raises more questions than the intellectual tradition they have been brought up in, i.e., the bourgeois intellectual tradition. Nobody is saying that social research has not been productive from the bourgeois world perspective ; not at all. The question we are raising is « productive to what end » ? Productive with what in mind ? Productive in which particular way ?

Thus, of course, bourgeois social science has « generated a lot of data » about developing countries : income distribution, social inequality, rates of inflation, unemployment, capital formation, cultural practices, etc, etc. These data can be very useful, but their usefulness is often limited by :

- (a) the categories of analysis, i.e., the way concepts lead data to be grouped in particular ways,
- (b) the modes of interpretation of these data, i.e. the way problems are formulated within which these data are interpreted.

In order to make the questions social science inquiry raises more incisive and the answers they are likely to lead to more illuminating, Marxist social scientists have argued for better conceptual frameworks, and hence an alternative statement of the problematic of the social sciences.

Critical to this better conceptual framework is the notion that social science research must first and foremost be *theoretical*.

That is, it must engage itself in delving into problems of knowledge that lay the foundation stone on which research tools, *concepts*, are derived. It cannot, therefore, avoid *ontological* and *epistemological* issues. Ontology asks the question : *What is reality ?* Marx' most fun-

---

\* Department of Government, University of Nairobi, Kenya.

damental assumptions regarding the nature and organization of the world was that *reality is total*; reality is a totality composed of internally related parts. These parts are essentially reducible to the interaction of man and nature in his struggle for survival. Thus, the way man produces and reproduces his life, in whatever epoch, forms the *core*, the innermost secret, of social life of reality.

From that we are led to the notion that man becomes *aware of himself* as he produces and reproduces his life; i.e., knowledge is a function of production, it emerges through the activity of producing and reproducing this life and « acts back on it ».

When, then, the concept *mode of production* is said to play a key role in the problematic of the Marxist science of social development or history (Historical Materialism), it is not because of some wonder-working potential of this phrase in the production of knowledge. Par contre, it is because of its « window-opening ability » to unmask social appearances and « see into » social reality. The *basic pattern* of social development is laid out only from the point of departure of the tools of knowledge which can dissect social phenomena effectively. Research which begins by highlighting such issues as integral parts of understanding reality (data) is then what qualifies as *social scientific research*.

Bourgeois 'donnor agencies' on the other hand, begin by laying down goals-conclusions-that research must arrive at before the weapons of research-theory-are sharpened. Quite often these goals are already clothed in particular theoretical grooves and epistemological assumptions which must, of necessity, lead to such conclusions. The « outcast » social scientist who begins by trying to derail these grooves and understand the structure of their construction becomes an unworthy recipient of the technical means of carrying out research from 'donnor agencies': i.e. money.

SAREC, on the other hand, has departed from this so-called western tradition. The agency begins by defining research, and sees it as

*The formation of theories and the systematic collection of facts analysis and synthesis (p. 8).*

Viewed in that manner, man has been doing research in all historical epochs as he struggles with nature to produce and reproduce his life. Research cannot therefore be categorized into empirical and theoretical types; it is a dialectical process where theories chart paths to facts. Theories lead to the analysis and synthesis of the empirical world-the lived experience of men-in a certain way.

To that extent, argue SAREC, the starting point in doing research in the Third World is to have *a theory of the Third World itself*. The concept of « underdevelopment » becomes central in constructing this theory. Writes the report:



*Underdevelopment may be defined as a situation in which nations, groups and individuals have little or no power to decide upon their own development. Economically, underdevelopment is characterized by an inability to utilize available resources making use of suitable technologies, for the satisfaction of human needs. Socially, this inability is linked with deficient or irrelevant education, poor health and inadequate social security. Politically, underdevelopment is generally associated with a lack of genuine autonomy. Thus underdevelopment may be regarded as a relative concept, defined by the options and restrictions in a given historical situation. (p. 11).*

In essence, what SAREC's formulation of the problematic of underdevelopment in the sphere of social research in Africa points to the following. One, that since the birth of modern industry and the world-market, other forms of production-other manners of producing-have been more and more organized according to the objectives and the conditions of reproduction of the capitalist form of life. Two, that the Third World, i.e. countries and nations which were at pre-capitalist forms of life before the advent of capitalism in Europe, have had to be organized more and more according to the *requirements* of the reproduction of capitalism, a state of affairs not always in the interest of reproducing those material conditions beneficial to all social strata in these Third World countries. Under capitalism, in other words, the development of each member of society is not the condition for the free development of all.

When the structural conditions under which social life is organized in Third World countries is conceived of as such, then the concept *Third World* itself becomes secondary to the concept *mode of production* and, in particular, the problematic of the *expanded reproduction of the capitalist mode of production*. This can be re-stated as follows : during the stage of the expanded reproduction of capitalism, the capitalism mode of production needs to *articulate* with pre-capitalist mode of production ; this process of articulation ensures the transfer (or the eventual transfer) of surplus value from the former modes to the latter mode of production, thereby, ascertaining the reproduction of capitalism. When these pre-capitalist modes are confined geographically to certain countries, it is possible, *figuratively*, to speak of « the underdevelopment of one country by another » à la Rodney (2).

Thus, of course, the concept of underdevelopment, once it is rooted within the problematic of historical materialism, assumes its correct place in how the laws of motion of the dominant mode of

production of our epoch determines social development. SAREC, of course, does not go that far. But the research alternatives leave this option *pursuable*. And it is interesting that the report specifically notes that

*it is understandable that Third World countries give priority to research which can be applied directly to solve urgent development problems. But there is danger that the urgency and need for quick results will lead to planning in which the importance of long-range research is underestimated. (p. 12).*

We can only interpret « long-range research » as meaning research in which inquiry into the basic structure of social processes-not just social programmes-is undertaken. That is, research aimed at altering conditions of carrying out certain programmes which have structural shortcomings and not simply for improving the marginal results of these programmes.

The very organization of SAREC demonstrates the sincerity of its commitment to the principles it pronounces. Apart from the theoretical relevance of the formulation of Third World problems, primacy is given to the pursuit of this research by the « theoretically aware » Third World scholars and institutes. SAREC is, of course, aware of the practical problems that these institutes face. Hence its support to regional organisations such as CLACSO, CODESRIA etc. to institutes such as IDEP, ILET, Marga Institute and also to specific but relevant research projects being undertaken by « theoretically aware » researchers. In this respect its criteria for supporting researchers and organizations are clearly distinctly different from most of the other « donor agencies » of the western world. The organizations and institutes it supports are known to be « innovative » in the sense that they are engaged in a process of reconceptualizing the role of research in social enquiry and intellectual-tradition-building and politics.

If we have to try these new innovations, then we have to be self-reliant and quite often expect very few outside allies. Cooperation among Third World scholars aware of these problems is therefore vital; international fraternity with such agencies as SAREC which are sympathetic to our cause is obviously necessary. However, in Africa in particular, we must cultivate cooperation and build links with both the progressive elements in Europe and North America and with socialist countries. In particular the latter countries, not only because many are members of the Third World (some are not), but because, having faced similar problems and tackled them with an intellectual weapon we wish to utilize, we stand to gain by their experience. SAREC has simply offered us the challenge; our task is to critically appraise what it has done and follow it up with even more initiative and social imagination.

## FOOTNOTES

- (1) It would be interesting to determine, for example, « the structure of dsqualifying candidates » for the 1977 Ford-Rockefeller Population Research Project. The well-know American political scientist, David Easton, has often argued that he carried out his research on *the Political System* the work that more-or-less laid the conceptual foundation for the 'Behavioral Revolution' — without Foundation-funding. It is, however, intriguing how, though originally uninterested in Easton's « theoretical research », these Foundations have progressively funded « empirical research » that operationize » some of Easton's concepts, poorly though some of the attempts are from the point of view of Easton himself.
- (2) Walter Rodney, *How Europe Underdeveloped Africa* (Dar-es-Salaam : Tanzania Publishing House, 1973).

# L'évolution récente du Pouvoir en Afrique Noire

Table ronde réunie à Bordeaux le 4 et 5 Février 1977  
Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux  
Centre d'Etudes d'Afrique Noire, 272 pages.

---

## Critique de Winfried Veit

La presse mondiale multiplie actuellement les informations sur l'évolution politique en Afrique. S'il s'agit des conflits frontaliers ou ethniques, des coups d'Etat militaires ou des violations des droits de l'homme, le chercheur est saturé d'information si ce n'est pas la qualité tout au moins en ce qui concerne la quantité. En général, c'est le goût de l'exotisme qui prime dans tous les compte rendus de travaux sur l'Afrique. C'est ce genre d'exotisme qui a longtemps caractérisé la recherche « africaniste » occidentale.

A en croire le Professeur Lavroff, Directeur Scientifique du Centre d'Etude d'Afrique Noire à Bordeaux, cet exotisme a largement disparu en même temps que la notion d'« africaniste » elle même. Comme il l'explique dans sa préface « .. il n'y a pas d'africaniste mais simplement des sociologues, des politistes, des juristes, des économistes, des géographes ou des historiens qui appliquent les méthodes de leurs sciences respectives à la réalité africaine » (p. III). D'où la notion d'interdisciplinarité qui à mon avis ne peut pas se limiter à de simples échanges entre chercheurs appartenant à des disciplines différentes comme a été le cas dans cette table ronde, mais exige un point de départ théorique commun, des méthodes homogènes (non uniformes) et comparables et surtout un dénominateur commun en ce qui concerne les définitions, les domaines de recherche etc.

L'absence d'une telle approche interdisciplinaire se fait sentir à la lecture des communications recueillies dans ce volume (18 au total). Non seulement par le fait que les analyses strictement « politiques » et/ou « institutionnalistes » sont largement majoritaires (12 contre 3 traitant des « problèmes économiques » et 3 des « relations internationales ») mais aussi parce qu'il est difficile de déceler un ordre systématique quelconque dans leur présentation. On voit par là la difficulté pour des chercheurs travaillant pour la plupart isolément (comme l'indique le Professeur Lavroff) de fournir des communications reliées et fiables l'une à l'autre ; mais alors la question se pose : à quoi bon ? D'ailleurs, ce qu'on ne peut pas éviter en tant qu'organisateur d'une table ronde, on peut bien l'éviter en tant qu'éditeur d'un volume qui rend compte des travaux de cette même table ronde.

A ces critiques d'ordre plutôt méthodologique ou technique s'ajoute la critique d'ordre théorique ou idéologique. Car dans bon nombre de ces études de cas, l'analyse est sous-tendue d'une option idéologique mal dissimulée. A en juger : le « libéralisme politique a été mal adapté aux besoins de la société malgache » (p. 2) aux temps de l'ancien président Tsiranana. Question : où en serait le Madagascar d'aujourd'hui si le « libéralisme politique » avait été « bien adapté » aux besoins (quels besoins ?) de la société malgache ?

Dans une étude sur « l'Éthiopie révolutionnaire » on apprend que « ... les mots d'ordre du socialisme n'évoquent dans leur univers traditionnel (c'est-à-dire dans la population rurale) pratiquement rien qui puisse les mobiliser de façon durable » (p. 69). Que penser d'une telle remarque, si on sait, que les populations paysannes du Sud et Sud-Ouest éthiopien sont la base sociale la plus importante (peut-être la seule) du régime militaire à cause des réformes agraires accomplies par celui-ci ? Par ailleurs, l'auteur de cette étude confirme ce fait dans la même page en constatant que « dans le Sud et le Sud-Ouest, où dominaient les gros domaines..., les réformes et les jeunes révolutionnaires étaient bien accueillis ».

En général, il faut constater que la plupart des études de cas (Madagascar, Afrique du Sud, Éthiopie, Tanzanie, Somalie, Soudan, Guinée Bissau, Cap-Vert, Zaïre, Burundi, Rwanda, Togo) se bornent à une analyse, parfois brillante, il est vrai, des institutions et constitutions de l'État ou des organismes politiques dominant ou participant à un certain type de pouvoir politique. Il leur manque la réflexion sur les bases économiques et sociales et l'examen des contradictions au sein d'une société donnée qui seuls peuvent expliquer la nature même d'un régime politique et les conflits politiques, institutionnels etc. Il en est ainsi des facteurs externes ce qui est surtout important pour des sociétés qui comme les sociétés africaines sont largement dépendant (économiquement, politiquement etc.) de l'extérieur. La faiblesse d'une telle approche est d'ailleurs reconnue par l'auteur de l'étude sur la Somalie et le Soudan qui constate que « l'analyse se révèle incomplète » parce que « ... n'ont pas été pris en considération les facteurs économiques et internationaux.. » (p. 113).

Mais il y a aussi trois études de nature générale qui auraient pu définir un cadre théorique ou au moins tracer les lignes de force de la recherche sur le pouvoir politique en Afrique noire. La première de ces études, essayant une typologie du présidentielisme en Afrique noire, n'atteint malheureusement pas ce but, car là encore on retrouve les mêmes explications superficielles et parfois mystificatrices qui caractérisent la plupart des études de cas. Pour une analyse approfondie du phénomène de la concentration de la personnalisation du pouvoir politique en Afrique il n'est pas suffisant de décrire celui-ci comme « expression politique du paternalisme » (p. 22), de caractériser les régimes présidentiels comme « républiques monarchistes »

(p. 25) et de constater le « caractère solennel et quasi religieux de la désignation » du Chef de l'Etat (p. 20). Tout cela est vrai, mais ce sont là plutôt des symptômes que décrit l'auteur. Les causes d'une telle évolution doivent être recherchées ailleurs.

Une voie possible est démontrée par P.F. Gonidec dans son étude intitulée « Réflexions sur la méthode d'analyse du « Politique » en Afrique ». Il introduit là le concept de formation socio-économique (ou sociale) ce qui permet de s'interroger sur la nature de la totalité des phénomènes politiques, de s'éloigner « des simplifications abusives des politistes » et « de quitter le domaine des abstractions » (p. 41). En introduisant en même temps l'idée de complexité (des formations sociales du Tiers-Monde) on peut non seulement examiner les différents modes de production et les rapports sociaux existant au sein d'une société tiers-mondiste donnée mais aussi finir avec le caractère artificiel de la sociologie politique contemporaine « qui consiste à isoler les problèmes politiques intérieurs et les problèmes internationaux » (p. 42).

La démarche du Professeur Gonidec est d'autant plus valable qu'il rejette les théories unilinéaires si chères à la sociologie américaine (Pearsons, Almond) mais aussi à la théorie marxiste orthodoxe de l'U.R.S.S. qui tous deux veulent proposer au Tiers-Monde un modèle de société. En partant du concept de formation sociale l'auteur est en mesure de démontrer la diversité des sociétés du Tiers-Monde comparées avec celles des pays industrialisés (capitalistes ou socialistes), les premières étant caractérisées par la contradiction principale entre « une bourgeoisie étrangère et l'ensemble de la population » (p. 50). Bien entendu, cela n'exclut pas l'existence de contradictions au sein de ces formations sociales, mais celles-ci étant d'une importance secondaire. Aussi, l'auteur ne tombe pas dans le piège de l'économisme mécaniciste comme le suggère la sociologie traditionnelle quand quelqu'un ne suit pas sa voie ; en reconnaissant à la superstructure, « notamment politique et juridique », une certaine autonomie, il peut clairement démontrer le rôle de la bourgeoisie bureaucratique (civile ou militaire) dans les sociétés africaines, dont l'importance politique repose sur sa position stratégique dans l'appareil étatique (p. 52).

Que cette position stratégique soit de plus en plus contestée et que la concentration croissante du pouvoir mène inévitablement à une crise de légitimité d'où découlent les conflits et les coups d'Etats permanents en Afrique est démontré par le Professeur Lanciné Sylla, Doyen de la Faculté des Lettres et Sciences humaines de l'Université d'Abidjan. Mais là encore, l'analyse s'arrête aux phénomènes et manque de profondeur. On peut se demander, si ce sont vraiment seulement des conflits entre une légitimité « traditionnelle », une légitimité « rationnelle et légale » et une légitimité « de type charismatique » qui sont la cause de l'instabilité permanente des Etats africains

(p. 138). En quoi consistent ces différentes légitimités et où en est leur vraie différence ? Il semble plutôt, que ces conflits soient d'ordre secondaire parce que concernant les seules classes dirigeantes tout en dissimulant les véritables contradictions telles que les a démontrées le Professeur Gonidec.

Les deuxième et troisième parties du livre sont consacrées aux problèmes économiques et aux relations internationales. Là encore, le manque d'interdisciplinarité se fait péniblement sentir : soit qu'on se borne à des analyses plutôt techniques (économiques), soit qu'on ne prenne pas en considération les intérêts des couches dirigeantes africaines dans les relations internationales, qui conjointement avec des pouvoirs extérieurs empêchent par exemple une intégration régionale efficace. A l'exception près des articles de M. Panouil sur les « Relations économiques internationales et réalité du pouvoir en Afrique » et de F. Constantin et C. Coulon sur « la difficile décolonisation de la diplomatie africaine », qui tentent au moins d'établir un rapport entre la situation interne des Etats africains et le système international, la plupart des études présentées dans ce volume ne correspondent guère à l'exigence du Professeur Gonidec, à savoir, de reconnaître la totalité et la complexité des formations sociales de l'Afrique contemporaine. Ainsi, on a manqué une bonne occasion de démontrer que l'exotisme et la pensée « africaniste » traditionnelle aient effectivement disparu.

# FOCUS ON RESEARCH AND TRAINING INSTITUTES PLEINS FEUX SUR LES INSTITUTS DE RECHERCHE ET DE FORMATION

---

## CENTRE FOR SOCIAL AND ECONOMIC RESEARCH AHMADU BELLO UNIVERSITY

### I. — HISTORY

The creation of a Centre (or as then proposed, an Institute) was first conceived in 1967, and legislative provision under the Ahmadu Bello University Law was made at that time. The civil war and the financial and other problems of the time then inhibited action, and the legislative provision was deleted, leaving the matter to be dealt with later. In 1973 the proposal was revived and, the University Senate and Council having approved, a start was made on recruiting the first Director, Professor D.M. Kannagara, and some Research Fellows. Some progress was made but the initial staff left and there was a short hiatus until a fresh start was made in September 1974. The staff at that time consisted of an Acting Director, Mr. K. Lupton and two National Youth Service Corps personnel. A Senior Research Fellow had been appointed but, due to delay in issuing a visa, he was unable to take up the appointment until April 1975. In the early stages the main concentration had to be on recruiting staff, arranging for some basic facilities and establishing the groundwork of an organisation and future research policies.

### II. — ORGANIZATIONAL STRUCTURE

Initially the Centre was established with a *Steering Committee* to guide its functioning. With the Vice-Chancellor as Chairman, the membership included the Director of the Centre, the Director of the Nigerian Institute for Social & Economic Research, one representative of each Northern State Government, a University Council member from outside the University, and the heads of several departments in the University. For more detailed consideration of Centre activities, the Vice-Chancellor established a *Standing Committee*, the membership of which almost corresponded with the « internal » University membership of the Steering Committee. These were the committees responsible for the running of the Centre in the year 1975-76, together with the internal body called the *Staff Meeting*, which had first met in August 1975.



In 1975 the Federal Military Government took over the full responsibility for Ahmadu Bello University and, following change of status, the constitutions of the Institutes and Centres in the University were reviewed. This happened to be timely for this Centre as various problems had come to light during its early development. At the beginning the Standing Committee tended to be involved in some matters which, as the Centre's staff grew, could be better transferred to the Staff Meeting for internal decision. On the other side, the close similarity in membership between the Steering and Standing Committee tended to blur the distinction of their functions, which is reflected in the fact that the Standing Committee met only once during the year under review, the Steering Committee meeting twice.

A revised constitution was therefore drawn up, based largely on that successfully operated in the longer-established Centre for Nigerian Cultural Studies. This separates more clearly the functions of the *Governing Committee* and the *Executive Committee* (as the Steering Committee and the Standing Committee respectively have been renamed). The Governing Committee is now concerned with the Centre's broad policies, the Executive Committee with detailing these to cover the different aspects of the Centre's work, and formal recognition has been given to the Staff Meeting, which met seven times during the year. The statement of the Centre's objectives has also been revised.

### III. — STAFF OF THE CENTRE

The Acting Director of the Centre, Mr. K. Lupton, was made substantive in the post in May 1976. The other academic staff of the Centre, possessing full qualifications as with staff in the teaching departments, increased during 1975-76 from four to twelve of whom five are Nigerian.

### IV. — RESEARCH POLICIES

As stated in the Centre's Newsletter N° 1, the core of the Centre's work will be research programmes which it will frame in accordance with rigorous social science criteria, aimed at providing knowledge useful to the development process. The main emphasis will be on projects of special concern at State rather than Federal level, although obviously no sharp line can be drawn. The Centre is also prepared to undertake some short-term investigations on a consultancy basis for Governments or others.

The framing of the programmes will take into account the experience and research interests of the staff available, but the nature of the intended programmes will also guide staff recruitment.

The Steering Committee decided that the initial areas of concentration should be :

1. Industrial Development.
2. Transformation of agriculture and rural development.

These are, however, to be regarded as bases from which to broaden out progressively. Within these major areas, certain priorities were agreed by the Steering Committee, which have had an impact in shaping the projects actually initiated, as detailed below. These priorities are now to be subjected to review by the Centre's committees and will be restated as firmer policy guidelines, to be set out in the next Annual Report.

It has all along been the intention to work in close contact with State Governments and other public bodies on one side, and with the teaching departments and other research units on the other side. Progress has been made in these directions. Several projects were being worked out in consultation with State Government by the end of the year, but none had been finalised at that stage. Consultations were also in progress on the possibility of organising a team study of one of these projects, involving staff in several University departments.

It has been found that in such projects the processes of consultation and agreement tend to take much longer than in cases where only the Centre is involved. This presents a problem of timing, especially where newly-arrived staff are to take up a project, and it is to be hoped that it can be overcome in future so that the Centre can operate at full capacity.

## V. — OTHER ACADEMIC ACTIVITIES

### **Centre Library :**

In spite of the staffing difficulties referred to earlier, considerable progress has been made under Mr. van Apeldoorn's direction in organising the library for research purposes. The book stock, whilst still modest, has been increased and catalogued, orders for periodicals reorganised and a number of useful microfilms ordered, two microfilm readers having been obtained. The Director was able to locate and obtain a number of Government publications which are now out of print, some of which are not available in other nearby libraries. There is a slowly increasing usage of this library for reference purposes.

### **Social Sciences Staff Seminars :**

The Centre took over the organisation of these seminars in January 1975, and continued to organise them through 1975-76. 13 seminars were held during the year on a variety of topics and attended by staff

from a number of departments in the University. One of these was given by Centre staff, Mr. G.J. van Apeldoorn on « The 1972-74 Drought in Nigeria : The last one that led to famine ? ».

#### **Organisation of Seminar :**

A Seminar on Planning and Implementation was organised in Ilorin from 9th to 13th August 1976, at the request of and in conjunction with the Kwara State Government. The Ilorin Centre under Ahmadu Bello University's Centre for Adult Education and Extension Services assisted in the seminar. Mr. A. Fadahunsi arranged the programme and secured the presence of invited lecturers and discussants from the Department of Economics, University of Ibadan, the Central Planning Office of the Federal Ministry of Economic Development, the Nigerian Institute of Management, and the Institute of Administration, Ahmadu Bello University. Nine papers were also presented by staff of the Kwara State Government or parastatals, and five by staff of the Centre itself. The seminar was well attended throughout by staff of the State government, and discussions were lively and constructive. There was some positive media coverage of the Seminar and of a preceding meeting with the State's Military Governor, His Excellency Brigadier G. Innih. The general impression was that the seminar was very successful, and arrangements are in hand to edit the papers for publication in some form.

#### **VI. — COOPERATION WITH OTHERS**

The Centre has become a full member of the Council for the Development of Economic and Social Research in Africa (CODES-RIA) based in Dakar. Through this it is hoped to develop exchanges of publications, information and maybe personnel, with research institutions in other parts of Africa.

One University Research Associate has remained in contact with the Centre during the year and will later, it is hoped, present a seminar on her research. Two other applications for Research Associateships have been sponsored by the Centre but have remained pending while the University Board of Research reviews its policies.

Dr. A. Marciniak has cooperated with a group dealing with housing research in the Faculty of Environmental Design, and with Professor N. Balabkins of Lehigh University, U.S.A., who visited the Centre in January 1976, and who is studying the Indigenisation of Industry.

Arrangements were commenced for a further visit to be made in January 1977.

Other useful contacts have also been made with researchers both inside and outside Nigeria.

**VII. — PUBLICATION OF « NEWSLETTER »**

The C.S.E.R. Newsletter N° 1 of April 1976 was published and it was circulated widely both within and outside the University, including Universities and research institutes all over Africa, and some elsewhere.

Printed with an attractive cover design from the Department of Fine Art, the contents described the objectives of the Centre and its progress in that period.

**Contact address :**

The Centre For Social & Economic Research  
Ahmadu Bello University  
P.O. Box 1013  
Zaria  
NIGERIA

# **CENTRE DE RECHERCHES EN ÉCONOMIE APPLIQUÉE D'ALGER — ALGÉRIE**

## **I. — HISTORIQUE**

Le Centre de Recherches en Economie Appliquée a été créé le 10 mars 1975 et mis en place le 1<sup>er</sup> septembre de la même année.

Le Centre a pour mission :

« d'effectuer des recherches et études dans les domaines prioritaires fixés par le Gouvernement en matière d'économie appliquée, d'assurer tous travaux ou études qui lui seraient confiés par le Ministère chargé de la Recherche Scientifique et l'ONRS, de souscrire des conventions et contrats de recherche et d'étude avec toute personne physique ou morale ».

## **II. — LES OBJECTIFS DU CREA**

Les activités du CREA se déroulent dans le cadre des orientations de recherche fixées par le CNR.

Rappelons-les brièvement :

A l'issue du CNR, les axes prioritaires de recherche suivants ont été fixés :

- 1 — Répartition des revenus : les fondements actuels et les orientations en matière de politique des revenus ; recherches sur le modèle de consommation.
- 2 — Perspective à long terme d'une politique intégrée de l'Energie, production, transformation, consommation interne et exportation, financement, tarification, fiscalité.
- 3 — Réflexions sur les places des organismes centraux de planification dans le cadre de l'option socialiste de l'Algérie : choix des investissements, contrôle de leur réalisation, définition et contrôle des politiques destinées à assurer des équilibres globaux par la correction des déséquilibres sectoriels.
- 4 — Recherches sur les différents types d'exploitations au lendemain de la révolution agraire, et adaptation des politiques économiques à leur égard : développement régional intégré, mise au point de modèles types par zones homogènes, études par branches de production.
- 5 — Objectifs en matière de formation des prix.
- 6 — Définition des bases d'une économie de l'éducation.
- 7 — Commercialisation : Structures de distribution (horizontale ou verticale), stockage, conservation, conditionnement, transport, péréquation des prix.

A ces axes prioritaires, le CNR a ajouté au cours de sa 2<sup>ème</sup> session une priorité complémentaire recoupant en fait largement celles qui existaient déjà puisque le Conseil a :

« Attiré l'attention sur l'importance considérable de la recherche agricole à l'étape actuelle du développement national et de sa nécessaire contribution aux efforts d'élévation de la production agricole et d'indépendance alimentaire du pays ».

En règle générale on admettra que le CREA a comme objectif de développer la recherche en matière d'économie appliquée.

- Conformément aux axes de recherches arrêtés par le CNR
- En liaison avec l'enseignement dispensé au sein de l'université chaque fois que cela est possible.
- En prenant en charge toute étude susceptible de promouvoir la recherche économique et émanant soit de l'O.N.R.S., soit d'autres organismes publics.

A l'étape actuelle, les activités du CREA sont dans le respect des axes prioritaires fixés par le C.N.R., orientées principalement dans les directions suivantes :

- 1 — analyse de l'évolution de l'économie rurale en Algérie.
- 2 — analyse de l'évolution du système éducatif algérien.
- 3 — analyse de l'évolution des formes de production et de consommation technologique tant au niveau algérien qu'au niveau international où s'insère l'expérience algérienne.
- 4 — analyse sectorielle de l'économie algérienne : le problème des coûts et des prix.
- 5 — L'économie des assurances en Algérie.
- 6 — Analyse économique et technique de la planification en Algérie.
- 7 — Analyse de l'évolution du système sanitaire.
- 8 — Des informations complémentaires seront données plus loin sur l'activité des équipes.
- 9 — Accumulation et financement en Algérie.

### III. — LES MOYENS DU CREA

On analysera l'organisation administrative puis l'organisation scientifique.

#### A — L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE

Le CREA comprend les services suivants :

- 1 — Secrétariat de Direction
- 2 — Service de la documentation

3 — Service de reproduction

4 — Comptabilité

5 — Service des achats et de la gestion du matériel.

Lorsque cela s'avèrera nécessaire, un service du personnel sera mis en place.

## B — L'ORGANISATION SCIENTIFIQUE

### 1 — *L'équipe de recherche*

Elle constitue le noyau scientifique de base

a) Principes d'organisation et de fonctionnement.

— Les équipes de recherche sont constituées de manière à couvrir de façon fonctionnelle les différents champs de recherche que comportent les orientations retenues par le CNR et l'ONRS.

— Les équipes de recherche jouissent d'une certaine permanence. Elles peuvent être remaniées dans leur composition en fonction des orientations nouvelles de la recherche.

— Les équipes sont multi-disciplinaires. Leur composition est fonction des spécialisations nécessaires pour réaliser effectivement le travail de recherche.

— Les équipes de recherche établissent des programmes de travail périodiques selon un calendrier précis autour des thèmes précis de recherche retenus dans le cadre d'une stratégie d'exploration de leurs champs de recherche.

— Les programmes de travail des équipes de recherche peuvent comporter, pour l'étude des thèmes retenus, des parties correspondant à des contrats d'étude liant le CREA à des utilisateurs.

— Une équipe de recherche peut être formée spécialement dans le cadre d'un contrat de recherche ayant une expérience scientifique dans le champ de recherche concerné.

— Chaque équipe de recherche comprend au moins un chercheur réputé compétent en économie.

— L'équipe de recherche peut avoir recours à des correspondants de recherche pour contribuer à son travail ainsi qu'à des chercheurs et collaborateurs temporaires lorsque cela s'avère indispensable.

— L'équipe de recherche peut avoir recours à des chercheurs étrangers dans la mesure de leur compétence. Elle a le souci constant de former de jeunes chercheurs algériens.

— Toute l'équipe de recherche propose à la direction un coordinateur de la recherche. Si un consensus ne se dégage pas parmi les chercheurs, le directeur prend les mesures qui s'avèrent nécessaires au bon suivi de la recherche.

b) Les équipes de recherche au sein du CREA

Actuellement, au sein du CREA, fonctionnent les équipes suivantes :

— Equipe Economie Rurale

Cette équipe a pour objectif, selon une problématique, un corps d'hypothèses et une méthodologie bien définies d'assurer l'évaluation permanente du processus de Révolution Agraire entendu au sens large, c'est-à-dire incluant tous les secteurs juridiques. Cette équipe comporte actuellement 13 personnes.

— Equipe Education

Cette équipe a pour objectif d'analyser l'évolution de l'école en milieu rural. Elle se propose aussi de prendre en charge l'examen de la productivité de l'enseignement supérieur en Algérie. Cette équipe comprend actuellement 6 éléments.

— Equipe Technologie

Cette équipe a pour tâche d'examiner les formes concrètes de production et de consommation de la technologie en Algérie. Elle élargit actuellement son champ de recherche par l'analyse de l'évolution internationale de la technologie dans certains secteurs de l'activité économique, et ce dans le cadre d'un contrat la liant à un utilisateur algérien. Cette équipe comprend actuellement 8 chercheurs.

— Equipe « Accumulation et Financement »

Cette équipe, nouvellement formée, comporte 3 membres. Elle analyse la structure du financement du développement en Algérie suivant deux approches. La première approche est globale et part de l'analyse des comptes extérieurs de l'Algérie. La seconde approche est sectorielle. Elle a pour point de départ les opérateurs financiers principaux au sein du secteur industriel.

— Equipement « Environnement »

Cette équipe comporte 4 chercheurs. En liaison avec le CNE, elle tente d'examiner les impératifs d'une politique de l'environnement liée au développement et plus précisément les conditions d'une consommation reproduction élargie des ressources naturelles et de la force de travail en Algérie.

— Equipe « Coûts et Prix »

Cette équipe de deux personnes (un ingénieur et un économiste) a pour tâche d'étudier les conditions de mise en place d'une comptabilité analytique au sein d'une société nationale algérienne (dans le cadre d'un contrat) et aussi de l'étude économique de la formation des coûts dans l'entreprise.



— Equipe « Economie des pays arabes »

Cette équipe, composée de 4 personnes, a pour objectif l'analyse des conditions structurelles, des moyens et des obstacles à une coopération économique entre pays arabes.

A l'étape actuelle, selon des critères précis, quatre pays sont l'objet d'analyses : l'Arabie Séoudite, l'Egypte, l'Irak et le Soudan.

— Equipe « Economie des Assurances »

Cette équipe, composée de deux spécialistes des Assurances, examine les tendances passées et l'évolution future des assurances en Algéries. Enfin, une équipe de recherche sur la planification est en voie de formation dans le cadre d'un programme commun de recherches et à la demande de l'ONRS.

2 — *Le Comité de lecture*

Le Comité de lecture a pour tâche principale l'évaluation scientifique des résultats de recherche des différentes équipes. Ce comité est permanent mais sa composition est variable.

a) Fonctions du Comité de Lecture

Le Comité donne un avis scientifique sur les travaux d'une équipe ou d'un chercheur. Cet avis est explicitement signifié par écrit à l'équipe ou aux chercheurs concernés.

Le Comité de Lecture apprécie les travaux en fonction des objectifs de recherche sur lesquels s'est engagée l'équipe en début de contrat, sur les rapports trimestriels faisant état de l'avancement des travaux de l'équipe ou du chercheur, sur les publications internes de l'équipe ayant trait au thème retenu et enfin sur leur rapport final. Le Comité de lecture peut aussi proposer la publication des travaux en question.

Dans le cas d'un avis scientifique négatif, le Comité de lecture propose des orientations et fait des recommandations de travail.

Les avis du Comité de lecture sont à la disposition de tout chercheur désirant en prendre connaissance.

b) Composition du Comité de Lecture

Le Comité de lecture est composé de 3 ou 4 membres dont au moins deux sont désignés après approbation sur les chercheurs. Des personnes étrangères au Centre, connues pour leur compétence dans le domaine peuvent faire partie du Comité de lecture.

### 3 — *Le Comité de Rédaction*

Le Centre de Recherche publie les « Cahiers du CREA ». La publication des cahiers du CREA est sous la responsabilité d'un Comité de rédaction comprenant trois personnes.

Le Comité de coordination a pour tâche de veiller au caractère scientifique des cahiers, de veiller à la qualité technique de l'édition, à la régularité de la parution des cahiers, et à la diffusion la plus large possible des cahiers soit par la vente soit par une politique systématique d'échanges avec d'autres institutions. Le Comité de rédaction est tenu systématiquement informé des recommandations faites par le Comité de lecture des travaux.

### 4 — *Le Conseil Scientifique*

Le Conseil scientifique a un rôle consultatif auprès du Directeur à qui revient la responsabilité de la décision.

Les attributions principales de ce Conseil dans son rôle consultatif sont les suivantes :

- Réflexions permanentes sur les orientations majeures de la Recherche Economique. Cette réflexion doit avoir pour objectif la clarification des tendances à long terme de cette recherche.
- Avis sur l'organisation de la recherche au sein du Centre.
- Discussion sur les programmes nouveaux de recherche présentés par des équipes ou des individus.
- Avis sur la politique de recrutement et la politique de formation.
- Coordination entre les différentes équipes de recherche.
- Examen du statut juridique et matériel des chercheurs.
- Analyse de la politique de publication.
- Avis sur la politique d'acquisition et de répartition des moyens de travail.

#### a) *Composition du Conseil scientifique*

Le Conseil scientifique est présidé par le Directeur. Il est composé d'un représentant de chaque équipe constituée. Dans la mesure du possible, les représentants sont de nationalité algérienne.

Le Conseil scientifique peut accueillir, pour un ordre du jour déterminé, des représentants de l'Université ou d'un secteur utilisateur.

#### b) *Fonctionnement du Conseil scientifique*

Le Conseil scientifique se réunit régulièrement une fois par mois. L'ordre du jour est fixé à l'avance.

- Des réunions supplémentaires peuvent avoir lieu sur proposition du Directeur ou des membres du Conseil sur un ordre du jour précis. Les discussions du Conseil donnent lieu à un procès verbal.

#### IV. — LES RESULTATS

Le CREA a réalisé de nombreux travaux dont certains ont déjà été publiés dans :

- *Problèmes économiques du Tiers-Monde*
- Cahiers du C.R.E.A., dont les numéros 1 et 2 ont déjà paru.

*Adresse de contact :*

CREA  
20, rue Chahid Khalef Moustapha  
Ben Aknoun  
Alger  
ALGERIE

# UTAFITI

JOURNAL OF THE FACULTY OF ARTS  
AND SOCIAL SCIENCE, UNIVERSITY  
OF DAR ES SALAAM

Chief Editor : Y. TANDON P. O. BOX 35051  
Associate Editors : G. MMARI DAR ES SALAAM  
G. KAMENJU

## Some of the contents of Vol II (1977) and Vol III (1978)

- A.J. TEMU — The changing Image of the USA in Africa  
C.E. BARKER et. al. — The Structure and Balance of Industrial  
Production in Tanzania  
D.W. NABUDERE — Review Article on I. Shivji, *Class Struggles  
in Tanzania*  
A. MISHAMBI — Review Article on W. Rodney, *How Europe Un-  
derdeveloped Africa*  
N.S.N. DAWOOD — The Militarisation of the Indian Ocean  
J.M. GIBBS — Wole Soyinka's Drama of Essence  
KENYA STUDENTS — Education and University must serve majority  
of Kenyans  
J. DEPELCHIN — Toward the Production of a materialist episte-  
mology  
O. AGYEMAN — The Super Marxists and Pan-Africanism  
D.W. NABUDERE — Imperialism, the National Question and the Po-  
litics of « Class formation » in Uganda (A cri-  
tical Review of M. Madani's *Politics and Class  
formation in Uganda*)

## Annual Subscription

Institutions Outside Third World Countries \$ 15  
Individuals Outside Third World » \$ 10  
Third World Countries TShs. 40 or equivalent.

# **africa development**

A Quarterly Journal  
published  
by the Council  
for the Development of  
Economic and Social  
Research in Africa

Une Revue Trimestrielle  
publiée  
par le Conseil  
pour le Développement de  
la Recherche Economique  
et Sociale en Afrique

**C. O. D. E. S. R. I. A.**

**B. P. 3 3 0 4 - D A K A R**

**S É N É G A L**

Annual Subscription

Abonnement Annuel

INSTITUTIONS ..... 15 US-\$/75 FF

INDIVIDUALS ..... 12 US-\$/60 FF

STUDENTS/ETUDIANTS .. 7 US-\$/35 FF

Each issue/Le numéro 3.50 US-\$/17.50 FF

*Subscriptions should be sent to :*

Envoyer les demandes  
d'abonnement à :

The Editor  
Africa Development  
B.P. 3304  
DAKAR (Sénégal)

*Enclose cheque or transfer to :*

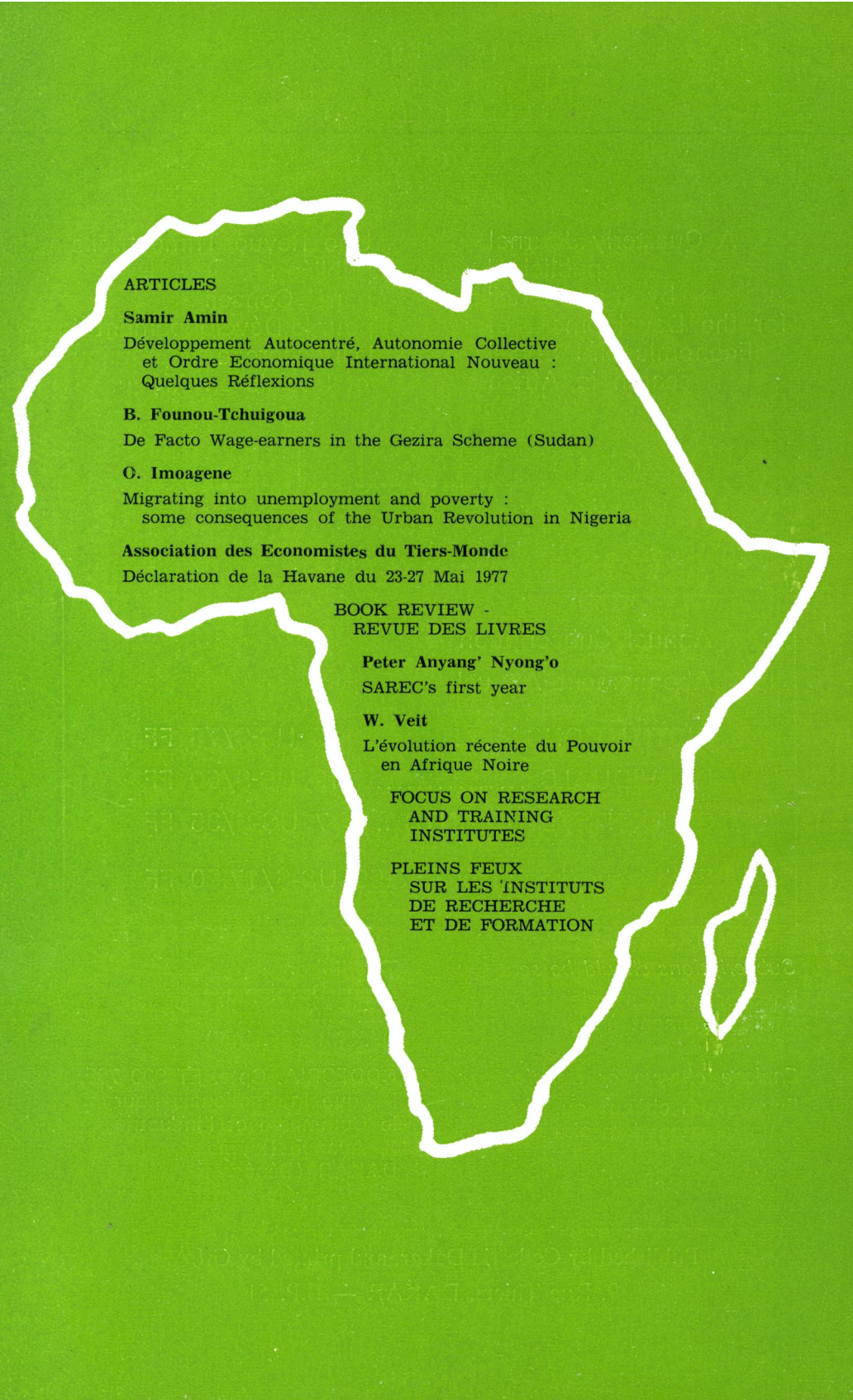
Envoyer un chèque ou faire  
un virement bancaire à :

CODESRIA, Cpte. ET 900 795,  
Banque Internationale pour  
le Commerce et l'Industrie  
2, Avenue Roume  
DAKAR (Sénégal)

---

Published by Codesria Dakar, and printed by G.I.A.

9, Rue Thiers, DAKAR — B.P. 51



ARTICLES

**Samir Amin**

Développement Autocentré, Autonomie Collective  
et Ordre Economique International Nouveau :  
Quelques Réflexions

**B. Founou-Tchuigoua**

De Facto Wage-earners in the Gezira Scheme (Sudan)

**O. Imoagene**

Migrating into unemployment and poverty :  
some consequences of the Urban Revolution in Nigeria

**Association des Economistes du Tiers-Monde**

Déclaration de la Havane du 23-27 Mai 1977

BOOK REVIEW -  
REVUE DES LIVRES

**Peter Anyang' Nyong'o**

SAREC's first year

**W. Veit**

L'évolution récente du Pouvoir  
en Afrique Noire

FOCUS ON RESEARCH  
AND TRAINING  
INSTITUTES

PLEINS FEUX  
SUR LES INSTITUTS  
DE RECHERCHE  
ET DE FORMATION